

Coordination officieuse

de l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi, en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, notamment l'article 1er, 8°, a, l'article 3, alinéa 2, et l'article 4

Vu l'avis du Conseil d'Etat

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. L'art de guérir couvre l'art médical, en ce compris l'art dentaire, exercé à l'égard d'êtres humains, et l'art pharmaceutique, sous leurs aspects préventifs, curatifs, continus et palliatifs.

Art. 1er bis. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

" ressortissant européen " :

- ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne
- ressortissant de la Norvège, de l'Islande ou de la Principauté de Liechtenstein
- ressortissant d'un Etat avec lequel les Communautés européennes et leurs Etats membres ont conclu un Accord d'association, entré en vigueur et stipulant que, dans le

Officieuze coördinatie

van het koninklijk besluit nr. 78 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren, inzonderheid op artikel 1, 8°, a, artikel 3, lid 2 en artikel 4;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Art. 1. De geneeskunst omvat de geneeskunde, de tandheelkunde inbegrepen, uitgeoefend ten aanzien van menselijke wezens, en de artsenijsbereidkunde, onder hun curatief of preventief voorkomen.

Art. 1bis. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

"Europees onderdaan" :

- onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Unie;
- onderdaan van Noorwegen ,Ijsland of het Vorstendom Liechtenstein;
- onderdaan van een Staat waarmee de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten een Associatieovereenkomst gesloten hebben die in werking is getreden en waarin

cadre de l'accès à et de l'exercice d'une activité professionnelle, ce ressortissant ne peut pas être discriminé en raison de sa nationalité.

CHAPITRE Ier - L'exercice de l'art médical et de l'art pharmaceutique

Art. 2. § 1er. Nul ne peut exercer l'art médical s'il n'est porteur du diplôme légal de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, obtenu conformément à la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou s'il n'en est légalement dispensé, et s'il ne réunit pas, en outre, les conditions imposées par l'article 7, § 1er ou § 2.

Constitue l'exercice illégal de l'art médical, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions requises par l'alinéa 1er du présent paragraphe de tout acte ayant pour objet ou présenté comme ayant pour objet, à l'égard d'un être humain, soit l'examen de l'état de santé, soit le dépistage de maladies et déficiences, soit l'établissement du diagnostic, l'instauration ou l'exécution du traitement d'un état pathologique, physique ou psychique, réel ou supposé, soit la vaccination.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, préciser les actes visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Par dérogation au § 1er du présent article, les personnes qui sont agréées en tant que porteuses du titre professionnel d'accoucheuse, par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui sont autorisées à exercer la pratique des accouchements eutociques, sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 7, § 1er ou § 2.

bepaald wordt dat deze onderdaan, voor wat betreft de toegang tot en de uitoefening van een beroepsactiviteit, niet mag gediscrimineerd worden op grond van zijn nationaliteit.

HOOFDSTUK I - De uitoefening van de geneeskunde en van de artsenijsbereidkunde

Art. 2. §1. Niemand mag de geneeskunde uitoefenen die niet het wettelijk diploma bezit van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, dat werd behaald in overeenstemming met de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden gesteld bij artikel 7, § 1 of § 2 niet vervult.

Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de geneeskunde, het gewoonlijk verrichten door een persoon die het geheel van de voorwaarden, gesteld bij lid 1 van deze paragraaf, niet vervult, van elke handeling die tot doel heeft, of wordt voorgesteld tot doel te hebben, bij een menselijk wezen, hetzij het onderzoeken van de gezondheidstoestand, hetzij het opsporen van ziekten en gebrekkigheden, hetzij het stellen van de diagnose, het instellen of uitvoeren van een behandeling van een fysische of psychische, werkelijke of vermeende pathologische toestand, hetzij de inenting.

De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, de handelingen bedoeld bij vorig lid nader bepalen.

§2. Bij afwijking van § 1 van dit artikel, zijn de personen die door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of een door hem gemachtigde ambtenaar, erkend zijn als drager van de beroepstitel van vroedvrouw, gemachtigd de praktijk van de normale bevallingen te doen, onder voorbehoud te voldoen aan de voorwaarden gesteld bij artikel 7, § 1 of § 2.

L'agrément est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit satisfait aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil national des accoucheuses.

Cet agrément comme porteur du titre professionnel ne peut être accordé qu'au porteur de minimum un diplôme d'enseignement supérieur, diplôme qui doit être délivré par un établissement scolaire reconnu par l'autorité compétente.

L'agrément comme porteur du titre professionnel ressort d'un document signé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, déterminer les règles que les personnes visées à l'alinéa précédent sont tenues d'observer dans la pratique des accouchements.

Constitue également l'exercice illégal de l'art médical, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions requises par l'alinéa 1er du présent paragraphe de tout acte ayant pour objet, ou présenté comme ayant pour objet, la surveillance de la grossesse, de l'accouchement ou du post-partum ainsi que de toute intervention qui s'y rattache.

Art. 3. Par dérogation au § 1er de l'article 2, nul ne peut exercer l'art dentaire s'il n'est porteur du diplôme de licencié en science dentaire obtenu conformément à la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou s'il n'en est légalement dispensé et s'il ne réunit pas, en outre, les conditions imposées par l'article 7, § 1er ou § 2.

Constitue l'exercice illégal de l'art dentaire, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions

De l'agrément est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit satisfait aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil national des accoucheuses.

De l'agrément comme porteur du titre professionnel ne peut être accordé qu'au porteur de minimum un diplôme d'enseignement supérieur, diplôme qui doit être délivré par un établissement scolaire reconnu par l'autorité compétente.

L'agrément comme porteur du titre professionnel ressort d'un document signé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, déterminer les règles que les personnes visées à l'alinéa précédent sont tenues d'observer dans la pratique des accouchements.

Constitue également l'exercice illégal de l'art médical, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions requises par l'alinéa 1er du présent paragraphe de tout acte ayant pour objet, ou présenté comme ayant pour objet, la surveillance de la grossesse, de l'accouchement ou du post-partum ainsi que de toute intervention qui s'y rattache.

Art. 3. Par dérogation au § 1er de l'article 2, nul ne peut exercer l'art dentaire s'il n'est porteur du diplôme de licencié en science dentaire obtenu conformément à la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou s'il n'en est légalement dispensé et s'il ne réunit pas, en outre, les conditions imposées par l'article 7, § 1er ou § 2.

Constitue l'exercice illégal de l'art dentaire, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions

De l'agrément est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit satisfait aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil national des accoucheuses.

De l'agrément comme porteur du titre professionnel ne peut être accordé qu'au porteur de minimum un diplôme d'enseignement supérieur, diplôme qui doit être délivré par un établissement scolaire reconnu par l'autorité compétente.

L'agrément comme porteur du titre professionnel ressort d'un document signé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, déterminer les règles que les personnes visées à l'alinéa précédent sont tenues d'observer dans la pratique des accouchements.

Constitue également l'exercice illégal de l'art médical, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions requises par l'alinéa 1er du présent paragraphe de tout acte ayant pour objet, ou présenté comme ayant pour objet, la surveillance de la grossesse, de l'accouchement ou du post-partum ainsi que de toute intervention qui s'y rattache.

Art. 3. Bij afwijking van § 1 van artikel 2, mag niemand de tandheelkunde uitoefenen die niet het diploma van licentiaat in de tandheelkunde bezit, dat werd behaald overeenkomstig de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden, gesteld bij artikel 7, § 1 of § 2 niet vervult.

Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de tandheelkunde, het gewoonlijk verrichten door een persoon die het geheel

requis par l'alinéa 1er du présent article de toutes interventions ou manipulations pratiquées dans la bouche des patients et ayant pour but de préserver, guérir, redresser ou remplacer l'organe dentaire, en ce compris le tissu alvéolaire, notamment celles qui relèvent de la dentisterie opératoire, de l'orthodontie et de la prothèse bucco-dentaire.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, préciser les actes visés à l'alinéa précédent.

Art. 3bis. Dès que les critères d'obtention des titres professionnels particuliers des praticiens de l'art dentaire, visés aux articles 35ter et 35sexies, entreront en vigueur, l'exercice indépendant et autonome de l'art dentaire sera réservé aux titulaires de ces titres professionnels particuliers ou aux praticiens de l'art dentaire qui sont également porteurs du diplôme légal de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou du grade académique de médecin, en tenant compte des dispositions relatives aux droits acquis.

Art. 4. § 1er. Nul ne peut exercer l'art pharmaceutique s'il n'est porteur du diplôme légal de pharmacien obtenu conformément à la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou s'il n'en est légalement dispensé et s'il ne réunit pas en outre les conditions imposées par l'article 7, § 1er ou § 2.

Constitue l'exercice illégal de l'art pharmaceutique, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions requises par l'alinéa 1er du présent paragraphe de tout acte ayant pour objet la préparation, l'offre en vente, la vente en détail et la délivrance, même à titre gratuit, de médicaments.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, préciser les actes visés à

van de voorwaarden, gesteld bij lid 1 van dit artikel niet vervuld van alle bewerkingen of handelingen, uitgevoerd in de mond der patiënten, die het behoud, de genezing, het herstellen of vervangen van het gebit daarin begrepen het weefsel van de tandkas, op het oog hebben, meer bepaald die welke behoren tot de operatieve tandheelkunde, de orthodontie, en de mond- en tandprothese.

De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, de handelingen bedoeld bij vorig lid nader bepalen.

Art. 3bis. Zodra de criteria voor het behalen van de bijzondere beroepstitels van beoefenaars van de tandheelkunde, bedoeld in artikel 35ter en 35sexies, van kracht zullen zijn, zal, met inachtneming van de bepalingen van verworven rechten, het onafhankelijk en op autonome wijze uitoefenen van de tandheelkunde voorbehouden worden aan de houders van die bijzondere beroepstitels of aan de beoefenaars van de tandheelkunde die tevens houder zijn van het wettelijk diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van de academische graad van arts.

Art. 4. §1. Niemand mag de artsnijbereidkunde uitoefenen die niet het wettelijk diploma van apotheker bezit, dat werd behaald overeenkomstig de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden, gesteld bij artikel 7, § 1 of § 2 niet vervult.

Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de artsnijbereidkunde het gewoonlijk verrichten, door een persoon die het geheel van de voorwaarden, gesteld bij lid 1 van deze paragraaf, niet vervuld van alle handelingen die tot doel hebben de bereiding, het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling, zelfs indien ze kosteloos is, van geneesmiddelen.

De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, de handelingen

l'alinéa précédent.

§ 2. Ne tombent pas sous l'application des dispositions du § 1er du présent article :

1. a) la délivrance de médicaments par des médecins qui ont été autorisés à tenir un dépôt de médicaments conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique.

Cette autorisation prend fin à la date de la notification par le Ministre de l'existence ou de l'ouverture d'une officine pharmaceutique ouverte au public dans un rayon de 5 km du dépôt. En pareil cas, le dépôt doit être supprimé dans les trois mois de cette notification

b) la délivrance de médicaments par des médecins qui ont été autorisés à tenir un dépôt de médicaments conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, bénéficient d'une décision définitive accordant la dérogation ;

c) la délivrance de médicaments par les médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments conformément aux dispositions des articles 4 et 8 de la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique pour lesquels une décision définitive n'est pas intervenue.

Lorsqu'une décision, prise en conclusion de cette procédure, est annulée par le Conseil d'Etat, l'affaire est renvoyée devant la Commission d'appel qui a rendu la décision querellée ; elle se conforme à l'arrêt du Conseil d'Etat sur les points de droit annulés par celui-ci.

2. la délivrance par un médecin ou par un praticien de l'art dentaire, dans les conditions éventuellement prescrites par la

bedoeld bij vorig lid nader bepalen.

§2. Vallen niet onder de bepalingen van § 1 van dit artikel :

1. a) de terhandstelling van geneesmiddelen door geneesheren die overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie gemachtigd werden een geneesmiddelendepot te houden.

Deze machtiging loopt ten einde op de datum waarop de Minister mededeling doet van het bestaan of de opening van een apotheek in een straal van 5 km van het depot. In dat geval moet het depot worden opgeheven binnen drie maanden te rekenen vanaf deze mededeling;

b) de terhandstelling van geneesmiddelen door geneesheren die overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie gemachtigd werden een geneesmiddelendepot te houden en waarvoor op de datum waarop deze alinea in werking treedt een definitieve beslissing is getroffen die de afwijking verleent;

c) de terhandstelling van geneesmiddelen door geneesheren die overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 en 8 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie gemachtigd zijn een geneesmiddelendepot te houden en voor de welke geen definitieve beslissing is getroffen.

Wanneer een beslissing, genomen op grond van deze procedure, door de Raad van State, wordt vernietigd, wordt de zaak teruggezonden naar de commissie van beroep die de betwiste beslissing heeft getroffen; zij schikt zich naar het arrest van de Raad van State wat betreft de rechtspunten door deze vernietigd.

2. de terhandstelling door een geneesheer of door een beoefenaar van de tandheelkunde, onder bij de wet of de reglementen

loi ou par les règlements, de médicaments dans les cas d'urgence ou, à titre gratuit, d'échantillons de médicaments ; ces délivrances ne peuvent donner lieu en faveur du médecin à des honoraires ou bénéfices ;

3. la délivrance par un médecin de médicaments destinés à combattre les maladies vénériennes à condition qu'il les ait fait préparer chez un pharmacien de l'arrondissement avec l'étiquette duquel il sera obligé de les fournir au client ;

4. la fabrication et la préparation industrielles, le commerce et la distribution en gros ainsi que l'importation de médicaments dans les conditions prescrites par la loi ou les règlements ;

5. la fourniture par un médecin vétérinaire, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur de médicaments achetés chez un pharmacien ; ces conditions peuvent être modifiées par le Roi.

6. l'offre en vente, la vente au détail et la délivrance, même à titre gratuit, par des personnes autorisées par le Roi, dans un but de prophylaxie contre des maladies contagieuses, d'objets, appareils, substances ou compositions à l'exception des médicaments tels que définis à l'article 1er de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments ainsi que des substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes et psychotropes telles que prévues à l'article 1er de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes désinfectantes ou antiseptiques.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la liste de ces objets, appareils, substances ou compositions et détermine les conditions de leur offre en vente, vente au détail et délivrance.

eventueel voorziene voorwaarden, van geneesmiddelen in dringende gevallen of, ten kostelozen titel, van geneesmiddelenmonsters; deze terhandstellingen mogen geen aanleiding geven tot honoraria of winsten ten voordele van de geneesheer;

3. de terhandstelling door een geneesheer van geneesmiddelen bestemd om de venerische ziekten te bestrijden, op voorwaarde dat hij deze heeft laten bereiden door een apotheker van het arrondissement, met wiens etiket hij deze geneesmiddelen aan de cliënt moet afleveren;

4. de industriële fabricatie en de bereiding, de handel en de distributie in het groot alsmede de invoer van geneesmiddelen in de voorwaarden bepaald bij de wet of de reglementen;

5. het verschaffen door een veearts in de voorwaarden voorzien door de geldende reglementering van geneesmiddelen aangekocht bij een apotheker; deze voorwaarden kunnen worden gewijzigd door de Koning.

6. het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling, zelfs kosteloos, door personen door de Koning gemachtigd, met een profylactisch doel tegen besmettelijke ziekten, van voorwerpen, apparaten, enkelvoudige of samengestelde substanties, met uitzondering van geneesmiddelen zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 25 maart 1964 betreffende de geneesmiddelen, alsook van giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen en psychotropische stoffen, zoals bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.

De Koning stelt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de lijst van die voorwerpen, apparaten, enkelvoudige of samengestelde substanties vast en bepaalt de voorwaarden voor het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling ervan.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la manière selon laquelle les personnes visées à l'alinéa premier, qui doivent être rattachées à un centre spécialisé défini par Lui, procédant à l'offre en vente, au détail et la délivrance.

7. la mise à disposition par un médecin ou une autre personne exerçant une profession agréée aux fins de travaux d'investigation sur la base de connaissances scientifiques et de l'expérience dans le domaine des soins aux patients, de médicaments pour la recherche aux conditions à fixer éventuellement par le Roi ; cette mise à disposition ne peut pas donner lieu à des honoraires ou des profits.

8. la délivrance de médicaments de thérapie cellulaire somatique, comme définie par le Roi, qui ne peut se faire que par le directeur d'une banque de tissus agréée selon les conditions déterminées par le Roi ou son délégué.

§ 3. 1. L'ouverture, le transfert ou la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public sont subordonnés à autorisation préalable accordée au demandeur, une seule personne physique ou une seule personne morale.

L'autorisation est personnelle.

Sans préjudice des règles fixées en vertu des dispositions du 6° du présent paragraphe, l'autorisation ne devient transmissible qu'au plus tôt cinq ans après l'ouverture de l'officine.

Le Roi fixe, après avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives et pour autant que cet avis Lui soit fourni dans les soixante jours de la demande, les critères qui visent à organiser une répartition des officines pharmaceutiques, en vue d'assurer dans l'intérêt de la santé publique une dispensation adéquate, efficace et régulière des médicaments dans toutes les régions du

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde personen, die verbonden dienen te zijn aan een gespecialiseerd centrum, zoals door Hem omschreven, overgaan tot het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling.

7. de terhandstelling door een arts of een ander persoon die een beroep uitoefent dat voor het verrichten van klinisch onderzoek is erkend op grond van de wetenschappelijke kennis en de ervaring in de zorgsector die het vergt, van geneesmiddelen voor onderzoek onder de door de Koning eventueel te bepalen voorwaarden; deze terhandstellingen mogen geen aanleiding geven tot honoraria of winsten.

8. de terhandstelling van geneesmiddelen voor somatische celtherapie, zoals gedefinieerd door de Koning, die enkel kan gebeuren door de directeur van een weefselbank erkend overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld door de Koning of zijn afgevaardigde.

§3. 1. Voor de opening, de overbrenging of de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken is een voorafgaande vergunning vereist, toegestaan aan één natuurlijk of één rechtspersoon die de aanvraag doet.

De vergunning is persoonlijk.

Onverminderd de regelen bepaald in toepassing van het 6° van de onderhavige paragraaf wordt de vergunning slechts overdraagbaar ten vroegste vijf jaren na de opening van de apotheek.

De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties en voor zover dit advies Hem binnen zestig dagen na de aanvraag wordt verstrekt, de criteria die erop zijn gericht een spreiding van de apotheken te organiseren ten einde ter bescherming van de volksgezondheid in alle streken van het land een adequate, doeltreffende en regelmatige

pays, compte tenu des différentes formes de délivrance.

Il est statué sur les demandes qui concernent l'ouverture ou le transfert de deux ou plusieurs officines dans une même voisinage selon les critères de préférence arrêtés par le Roi.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, selon la procédure fixée au quatrième alinéa, le nombre maximum d'officines ouvertes au public pour la période qu' Il détermine. Il détermine également la période pendant laquelle des demandes ou renouvellements de demande pour l'ouverture d'une officine ouverte au public peuvent être introduites.

Le Roi fixe en outre, selon la procédure fixée au quatrième alinéa, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la procédure en cas de fermeture définitive ou temporaire d'une officine, pour des raisons de force majeure ou à l'initiative du détenteur de l'autorisation.

Le Roi fixe en outre, selon la procédure fixée au quatrième alinéa, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixe en cas de fermeture définitive ou temporaire d'une officine, pour des raisons de force majeure ou à l'initiative du détenteur de l'autorisation les conditions régissant le maintien, la suspension ou le retrait de l'autorisation par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, y compris les rétributions ou redevances dues. Les sommes provenant de ces rétributions ou redevances sont destinées à financer les missions des services administratifs concernés qui résultent de l'article 4 du présent arrêté.

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut, par une décision motivée pour des raisons de santé publique, suspendre ou retirer l'autorisation et limiter, suspendre ou interdire l'utilisation des locaux, espaces, installations et objets

geneesmiddelenvoorziening te verzekeren, met inachtneming van de verschillende vormen van terhandstelling.

Over de aanvragen die betrekking hebben op de opening of de overbrenging van twee of meer apotheken in dezelfde omgeving, wordt beslist volgens criteria van voorrang door de Koning bepaald.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, volgens de procedure bepaald in het vierde lid, het maximum aantal voor het publiek opengestelde apotheken voor de periode die Hij bepaalt. Hij bepaalt tevens de periode waarin er aanvragen of hernieuwde aanvragen tot vergunning voor de opening van een voor het publiek opengestelde apotheek kunnen worden ingediend.

De Koning bepaalt bovendien, volgens de procedure bepaald in het vierde lid, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de procedure in het geval van de definitieve of de tijdelijke sluiting van apotheken, wegens overmacht of op initiatief van de vergunninghouder.

De Koning bepaalt bovendien, volgens de procedure bepaald in het vierde lid, bij een in Ministerraad overlegd besluit, in het geval van de definitieve of de tijdelijke sluiting van apotheken, wegens overmacht of op initiatief van de vergunninghouder, de voorwaarden voor het behoud, de schorsing of de intrekking van de vergunning door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, samen met de retributies of bijdragen die verschuldigd zijn. De bedragen die voortkomen uit deze retributies of bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit artikel 4 van dit besluit.

De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft kan de vergunning, bij gemotiveerde beslissing om redenen van Volksgezondheid, schorsen of intrekken, alsook het gebruik van de lokalen, ruimten, installaties en voorwerpen van de apotheek

attachés à l'officine.

beperken, opschorten of verbieden.

Sans préjudice des peines prévues aux art. 38bis et 43, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut :

Onverminderd de straffen voorzien in art. 38bis en in art. 43, kan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft:

1° si une autorisation d'une officine ouverte au public est suspendue ou annulée par la conseil d'Etat : requérir les fonctionnaires de l'Inspection de la Pharmacie chargés du contrôle et un huissier de justice, pour procéder à la fermeture temporaire ou définitive de l'officine

1° als een vergunning van een voor het publiek opengestelde apotheek is geschorst of vernietigd door de Raad van State : de toezichthoudende ambtenaren van de Farmaceutische Inspectie en een gerechtsdeurwaarder vorderen om over te gaan tot de tijdelijke of de definitieve sluiting van de apotheek;

2° si le Ministre a suspendu ou retiré lui-même une autorisation : désigner les fonctionnaires de l'Inspection de la Pharmacie, dans le cas échéant, pour procéder par le biais de mesures coercitives à la fermeture temporaire ou définitive de l'officine

2° als de Minister zelf een vergunning heeft geschorst of ingetrokken : de ambtenaren van de Farmaceutische Inspectie aanwijzen om, in voorkomend geval, met dwangmiddelen over te gaan tot de tijdelijke of de definitieve sluiting van de apotheek;

3° si l'autorisation, après l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 1973, n'a jamais été octroyée ou est échue : dans le cas échéant, ordonner la fermeture de l'officine, qui éventuellement pourrait être exécutée en usant des contraintes citées sous paragraphe dix, 1°.

3° als de vergunning, na de inwerkingtreding van de vestigingswet van 17 december 1973, nooit is toegekend of vervallen : in voorkomend geval, de sluiting van de apotheek bevelen, welke eventueel met de dwangmiddelen, vermeld onder het tiende lid, 1°, kunnen ten uitvoer gelegd worden.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 5 de la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique, le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions décide de l'octroi de l'autorisation, sur l'avis motivé d'une commission d'implantation, avis qui est susceptible d'un recours auprès d'une commission d'appel dont l'avis doit également être motivé.

2. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie, beslist de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, over het toekennen van de vergunning, na gemotiveerd advies van een vestigingscommissie, waartegen beroep kan worden ingesteld bij een commissie van beroep waarvan het advies eveneens gemotiveerd is.

Le Ministre prend sa décision motivée dans les trois mois qui suivent l'avis définitif.

De Minister neemt zijn gemotiveerde beslissing binnen de drie maanden die volgen op het definitief advies.

1. Le Roi règle la procédure relative à l'instruction des demandes ; l'examen de celles-ci peut être subordonné au paiement

1. De Koning bepaalt de procedure betreffende het onderzoek van de aanvragen; dit onderzoek kan afhankelijk

d'une redevance destinée à contribuer aux frais d'examen de la demande et dont le Roi fixe le montant et les modalités de perception.

2. Il est créé deux commissions d'implantation, l'une d'expression néerlandaise, l'autre d'expression française, chargées respectivement de l'examen des demandes relatives à la région de langue néerlandaise et de langue française ; les demandes relatives à l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale sont examinées par la commission compétente en raison de la langue dans laquelle elles sont introduites.

Il est créé une commission d'appel dont la composition permet de traiter les recours dans la langue dans laquelle l'avis de la commission d'implantation est donné.

Les commissions d'implantation et la commission d'appel sont composées chacune de trois magistrats appartenant d'une part à un tribunal de première instance ou à un tribunal du travail et d'autre part à une cour d'appel ou à une cour du travail.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions. Tous les membres sont nommés par le Roi pour un terme de six ans.

Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement de ces commissions, ainsi que la procédure d'examen des demandes relatives à la région de langue allemande. Il détermine également les délais, les règles de procédure et les modalités de notification des décisions.

3. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, est habilité à fixer, dans l'intérêt de la santé publique et sur l'avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives, les règles suivant lesquelles,

gesteld worden van het betalen van een bedrag bestemd om bij te dragen tot de kosten voor het onderzoek van de aanvragen en waarvan de Koning het bedrag en de inningsmodaliteiten vaststelt.

2. Er worden twee vestigingscommissies opgericht, de ene Nederlandstalig, de andere Franstalig, die belast zijn met het onderzoek van de aanvragen die respectievelijk betrekking hebben op het Nederlandstalig en het Franstalig gebied; de aanvragen betreffende het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad worden onderzocht door de commissie die bevoegd is op grond van de taal waarin zij worden ingediend.

Er wordt een commissie van beroep opgericht waarvan de samenstelling toelaat de beroepen te behandelen in de taal waarin het advies van de vestigingscommissie werd verstrekt.

De vestigingscommissies en de commissie van beroep zijn ieder samengesteld uit drie magistraten behorende enerzijds tot een rechtbank van eerste aanleg of tot een arbeidsrechtbank en anderzijds tot een hof van beroep of een arbeidshof.

Voor elk effectief lid worden een of meerdere plaatsvervangers aangewezen die dezelfde vereisten vervullen. Al de leden worden voor een termijn van zes jaar door de Koning benoemd.

De Koning regelt de organisatie en de werking van deze commissies evenals de procedure voor het onderzoek van de aanvragen betreffende het Duitstalig gebied. Hij bepaalt eveneens de termijnen, de procedureregels en de wijze waarop de beslissingen worden betekend.

3. De Koning is gemachtigd, bij een in ministerraad overlegd besluit, in het belang van de volksgezondheid en op advies van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties, regelen te bepalen op grond waarvan, vooraleer tot de overname

reprise ou fusion d'officines, le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions pourra décider, après l'avis de la commission d'implantation ou le cas échéant, de la commission d'appel, l'arrêt définitif de l'activité d'une officine à céder.

4. Le Roi fixe, sur avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les règles permettant de déterminer et d'apprécier la valeur de transmission des éléments corporels et incorporels des officines, ainsi que celles relatives à la surveillance de cette transmission.

Le Roi fixe, selon les mêmes modalités, les règles relatives à la fusion d'officines.

5. Le Roi peut constituer un Fonds dont Il règle l'organisation et le fonctionnement. Ce Fonds, doté de la personnalité juridique, est alimenté par des redevances établies à charge des personnes titulaires d'une autorisation de tenir une officine ouverte au public. Il est géré par des personnes nommées par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, sur proposition des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives.

Ce Fonds a pour mission d'indemniser la fermeture d'officines ou d'octroyer des aides à certaines d'entre elles, selon des critères et des modalités fixés par le Roi.

§ 3bis. Par dérogation à l'article 4, § 3, 1° le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut autoriser le transfert d'une officine ouverte au public vers les bâtiments des aéroports en tenant compte des besoins d'une dispensation adéquate, efficace et régulière des médicaments.

Toute infraction à la disposition précitée

of de fusie van apotheken kan worden overgegaan, de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, na advies van de vestigingscommissie of, in voorkomend geval, van de commissie van beroep, tot de definitieve stopzetting van de werking van een over te laten apotheek kan beslissen.

4.De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties en bij een in ministerraad overlegd besluit, de regelen voor het vaststellen en beoordelen van de waarde van overdracht van de lichamelijke en onlichamelijke elementen van de apotheken, evenals de regelen betreffende het toezicht op deze overdracht.

De Koning bepaalt volgens dezelfde modaliteiten de regelen betreffende de fusie van apotheken.

5. De Koning kan een Fonds oprichten waarvan Hij de organisatie en de werking regelt. Dit Fonds, met rechtspersoonlijkheid bekleed, wordt gestijfd door vastgestelde bijdragen ten laste van de vergunningshouders van een voor het publiek opengestelde apotheek. Het is beheerd door personen benoemd door de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, op voorstel van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties.

Dit Fonds heeft als opdracht de sluiting van apotheken te vergoeden of steun te verlenen aan sommige ervan, volgens de criteria en modaliteiten door de Koning bepaald.

§3bis. In afwijking van artikel 4, § 3, 1° kan de minister bevoegd voor de Volksgezondheid, de overbrenging van een voor het publiek opengestelde apotheek naar de gebouwen van de luchthavens vergunnen, rekening houdend met de behoeften van een adequate, doeltreffende en regelmatige geneesmiddelenvoorziening.

De overtreding van voorgaande bepaling

entraîne la nullité de cette autorisation.

brengt de nietigheid van deze vergunning mee.

Cette officine tombe sous l'application de la législation pharmaceutique belge.

De Belgische farmaceutische wetgeving is van toepassing op deze apotheek.

Le Roi détermine la procédure régissant cette autorisation, ainsi que les conditions et les modalités auxquelles l'autorisation d'ouverture doit satisfaire.

De Koning bepaalt de procedure betreffende deze vergunning, alsmede de voorwaarden en modaliteiten waaraan de openingstoelating moet voldoen.

§ 3ter. Le Roi fixe, selon la procédure fixée au paragraphe 3, 1°, quatrième alinéa la procédure d'enregistrement obligatoire concernant les officines régulièrement ouvertes au public, y compris les rétributions ou redevances dues. Les sommes provenant de ces rétributions ou redevances sont destinées à financer les missions des services administratifs concernés qui résultent de l'article 4 du présent arrêté.

§3ter. De Koning bepaalt volgens de procedure bepaald in paragraaf 3, 1°, vierde lid de verplichte registratieprocedure betreffende de rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheken samen met de retributies of bijdragen die verschuldigd zijn. De bedragen die voortkomen uit deze retributies of bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit artikel 4 van dit besluit.

Tout propriétaire d'une officine régulièrement ouverte au public avant l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 1973 modifiant la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, et tout détenteur de l'autorisation visée à l'article 4, §3, 1°, doit suivre cette procédure d'enregistrement.

Elke eigenaar van een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek vóór de inwerkingtreding van de vestigingwet van 17 december 1973 tot wijziging van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie en wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, en elke houder van een vergunning bedoeld in artikel 4, § 3, 1°, moet deze registratieprocedure volgen.

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, accorde a chaque demandeur, une seule personne physique ou une seule personne morale, une autorisation, sauf si le premier détenteur de l'autorisation est toujours détenteur de l'autorisation qui a été accordée après l'entrée en vigueur de la loi précitée du 17 décembre 1973.

De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, verleent aan voornoemde aanvragen, één natuurlijk of één rechtspersoon, een vergunning, behalve als de oorspronkelijke vergunninghouder nog houder is van de vergunning die werd verleend na de inwerkingtreding van de voornoemde wet van 17 december 1973.

§ 3quater. N'est pas considérée comme une officine ouverte régulièrement au public, toute officine :

§3quater. Wordt niet beschouwd als een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek, elke apotheek :

1. qui a été fermée plus que dix ans ou

1. die gesloten werd gedurende meer dan

qui, au plus tard, endéans les dix ans qui suivent la fermeture, n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation de transfert ;

2. dont la fermeture définitive, par le propriétaire ou le détenteur d'autorisation, a été communiquée au Ministre avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe ;

3. dont le détenteur d'autorisation n'est pas une seule personne physique ou n'est pas une seule personne morale, telle que visée au § 3, 1^o, alinéa 1 et 2 ;

4. qui n'a pas été transmise conformément à la réglementation en vigueur en matière de transmission d'une officine ;

5. qui été transférée à une autre adresse sans que le détenteur d'autorisation ait reçu une autorisation préalable ;

6. pour laquelle, après l'entrée en vigueur de la loi précitée du 17 décembre 1973, l'autorisation n'a jamais été octroyée ou dont l'autorisation a été suspendue, annulée, retirée ou est échue.

A titre transitoire tout demandeur visé au § 3ter, y compris pour le cas visés a l'alinéa 1er, 3^o ou 4^o ou 5^o, sauf si le premier détenteur de l'autorisation qui a été accordée après l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 1973 précitée, est considéré comme étant titulaire d'une autorisation temporaire qui est personnelle, pendant une période fixée par le Roi selon la procédure visée au § 3, 1^o, quatrième alinéa.

A titre transitoire, tout demandeur visé à l'alinéa deux, peut introduire une demande de régularisation selon la procédure, les modalités et les délais déterminés par arrêté royal.

§ 3quinquies. En cas de transmission d'une officine régulièrement ouverte au public, y

tien jaar of waarvoor niet, ten laatste binnen de tien jaar die volgen op de sluiting, een vergunning tot overbrenging werd aangevraagd;

2. waarvan de definitieve sluiting, door de eigenaar of de vergunninghouder, werd medegedeeld aan de Minister vóór de inwerkingtreding van deze paragraaf;

3. waarvan de vergunninghouder niet één natuurlijk persoon of niet één rechtspersoon is, zoals bedoeld in § 3, 1^o, eerste en tweede lid;

4. die niet werd overgedragen volgens de geldende reglementering inzake de overdracht van een apotheek;

5. die werd overgebracht naar een ander adres zonder dat de vergunninghouder hiervoor een voorafgaande vergunning heeft verkregen;

6. waarvoor, na de inwerkingtreding van de voornoemde wet van 17 december 1973, de vergunning nooit werd verleend of waarvan de vergunning werd geschorst, vernietigd, ingetrokken of is vervallen.

Bij wijze van overgang wordt elke aanvrager bedoeld in § 3ter, inbegrepen voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, 3^o of 4^o of 5^o, behalve als de oorspronkelijke vergunninghouder nog de houder is van de vergunning die werd verleend na de inwerkingtreding van de voornoemde wet van 17 december 1973, geacht te beschikken over een tijdelijke vergunning, die persoonlijk is, gedurende een door de Koning te bepalen termijn, bepaald volgens de procedure voorzien in § 3, 1^o, vierde lid.

Bij wijze van overgang kan elke aanvrager bedoeld in het tweede lid, volgens de procedure, de modaliteiten en de termijnen bij koninklijk besluit bepaald een aanvraag tot regularisatie indienen.

§3quinquies. Bij de overdracht van een rechtmatig voor het publiek opengestelde

compris l'autorisation de tenir une officine ouverte, une procédure d'enregistrement, doit également être suivie en vu d'obtenir une adaptation de l'autorisation personnelle, accordée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à une seule personne physique ou à une seule personne morale.

Le Roi fixe la procédure et les modalités de cet enregistrement ainsi que les rétributions ou les redevances dues. Les sommes provenant de ces rétributions ou redevances sont destinées à financer les missions des services administratifs concernés qui résultent de l'article 4 du présent arrêté.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe.

§4. 1. Les autorisations prévues au § 2, 1^o, de cet article sont personnelles et incessibles. Les dépôts de médicaments ne peuvent être transférés.

2. Les médecins autorisés à tenir un dépôt doivent s'approvisionner en médicaments dans une officine pharmaceutique ouverte au public de la province, dans la circonscription de laquelle le dépôt est établi. Ils ne peuvent délivrer ces médicaments qu'aux malades qu'ils ont en traitement.

Le Roi peut déterminer les conditions d'approvisionnement, ainsi que de gestion et de surveillance de ces dépôts qui ne peuvent être ouverts au public et sont distincts du cabinet médical.

Art. 4bis. L'exercice simultané de l'art médical et de l'art pharmaceutique est interdit même aux porteurs de diplômes conférant le droit d'exercer chacune de ces professions.

Art. 5. § 1er. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46bis, fixer les

apothek, inbegrepen de vergunning tot het openhouden, dient eveneens een registratieprocedure te worden gevolgd om de aanpassing te bekomen van de persoonlijke vergunning, door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, toegestaan aan één natuurlijk persoon of aan één rechtspersoon.

De Koning bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende deze registratie, evenals de retributie of bijdrage die verschuldigd is. De bedragen die voortkomen uit deze retributies of bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit artikel 4 van dit besluit.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf.

§4. 1. De machtigingen voorzien in § 2, 1^o, van dit artikel zijn persoonlijk en niet overdraagbaar. De geneesmiddelendepots mogen niet verplaatst worden.

2. De geneesheren die gemachtigd zijn een depot te houden moeten de geneesmiddelen aanschaffen in een voor het publiek opengestelde apotheek van de provincie, waarbinnen het depot is gevestigd. Zij mogen deze geneesmiddelen slechts afleveren aan de zieken die zij in behandeling hebben.

De Koning kan de voorwaarden bepalen voor de bevoorrading en het beheer van en het toezicht op deze depots die niet voor het publiek mogen worden opengesteld en die van de behandelingskamer gescheiden moeten zijn.

Art. 4bis. De gelijktijdige uitoefening van de geneeskunde en van de artsenijbereidkunde is verboden zelfs aan de houders van de diploma's die het recht verlenen elk dezer beroepen uit te oefenen.

Art. 5. §1. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46bis, de

conditions dans lesquelles les médecins peuvent, sous leur responsabilité et contrôle, confier à des personnes exerçant une profession paramédicale l'exécution de certains actes préparatoires au diagnostic ou relatifs à l'application du traitement ou à l'exécution de mesures de médecine préventive.

Le Roi peut également, conformément à la procédure prévue à l'article 46*bis*, fixer les conditions dans lesquelles les actes visés à l'alinéa précédent peuvent être confiés à des personnes habilitées à exercer l'art infirmier.

La liste des actes visés aux alinéas précédents, les modalités de leur exécution ainsi que les conditions de qualification requises sont arrêtées par le Roi, conformément aux dispositions de l'article 46*bis*.

§ 2. Les porteurs du diplôme légal de pharmacien ou de licencié en sciences chimiques sont habilités à effectuer les analyses de biologie clinique que le Roi détermine conformément aux dispositions de l'article 46 et dont Il fixe les modalités d'exécution dans les mêmes conditions.

Sauf exceptions déterminées par le Roi, conformément aux dispositions de l'article 46, les pharmaciens ne peuvent cumulativement être titulaires d'une officine ouverte au public et pratiquer les analyses de biologie clinique.

Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46*bis*, § 2, fixer les conditions dans lesquelles les pharmaciens et les licenciés en sciences chimiques qui sont habilités à effectuer les analyses de biologie clinique peuvent, sous leur propre responsabilité et contrôle, confier à des personnes exerçant une profession paramédicale l'exécution de certains actes relatifs à la biologie clinique.

voorwaarden vaststellen waaronder de geneesheren, op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, personen die een paramedisch beroep uitoefenen kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen die de diagnose voorafgaan of de toepassing van de behandeling aangaan of de uitvoering van maatregelen van preventieve geneeskunde betreffen.

De Koning kan eveneens, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 46*bis*, de voorwaarden vaststellen waaronder de in het voorgaande lid bepaalde handelingen kunnen worden opgedragen aan personen die bevoegd zijn om de verpleegkunde uit te oefenen.

De lijst van de in de voorgaande leden bedoelde handelingen, de uitvoeringsmodaliteiten alsook de vereiste bekwaamingsvoorwaarden worden door de Koning vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46*bis*.

§2. De houders van het wettelijk diploma van apotheker of van licentiaat in de scheikundige wetenschappen zijn ertoe gemachtigd de analyses van klinische biologie te verrichten, welke de Koning bepaalt overeenkomstig de bepalingen van artikel 46 en waarvan Hij, in dezelfde voorwaarden, de uitvoeringsmodaliteiten vaststelt.

Tenzij uitzonderingen vastgesteld door de Koning, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, is het de apothekers niet toegelaten titularis te zijn van een voor het publiek opengestelde officina en tevens klinische analyses te verrichten.

De Koning kan, overeenkomstig artikel 46*bis*, § 2, de voorwaarden bepalen waaronder de apothekers en de licentiaten in de scheikunde wetenschappen, die gemachtigd zijn om de analyses van klinische biologie te verrichten, op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, personen die een paramedisch beroep uitoefenen kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen die betrekking hebben op de klinische biologie.

La liste de ces actes, les modalités de leur exécution ainsi que les conditions de qualification que doivent remplir les titulaires d'une profession paramédicale sont arrêtées par le Roi conformément aux dispositions de l'article 46bis, § 2.

Art. 6. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46bis, § 2, fixer les conditions dans lesquelles les pharmaciens peuvent, sous leur responsabilité et contrôle, confier à des auxiliaires l'exécution de certains actes relatifs à l'art pharmaceutique.

La liste de ces actes, les modalités de leur exécution ainsi que les conditions de qualification requises des auxiliaires sont arrêtées par le Roi, conformément aux dispositions de l'article 46bis, § 2.

Art. 7. § 1er. Les praticiens visés aux articles 2, 3, 4 et 21bis ne peuvent exercer leur art que s'ils ont préalablement fait viser leur titre par la commission médicale prévue à l'article 36 et compétente en raison du lieu où ils comptent s'établir, et obtenu quand il y a lieu, leur inscription au tableau de l'Ordre régissant la profession.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement de cette redevance.

§ 2. A la demande de l'intéressé, la commission peut viser le document par lequel l'établissement d'enseignement ou le jury central atteste que l'impétrant a réussi l'examen final donnant droit au diplôme requis.

Art. 8. § 1er. Les praticiens visés aux articles 2, 3 et 21bis ne peuvent sciemment et sans motif légitime dans leur chef, interrompre un traitement en cours sans avoir pris au préalable toutes dispositions en

De lijst van die handelingen, de wijze waarop ze worden uitgevoerd, alsook de kwalificatievoorwaarden vereist van die beoefenaars van een paramedisch beroep, worden vastgesteld door de Koning, eveneens overeenkomstig de bepalingen van artikel 46 bis, § 2.

Art. 6. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46bis, § 2 de voorwaarden bepalen waaronder de apothekers, op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, helpers kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen die betrekking hebben op de artsnijbereidkunde.

De lijst van die handelingen, de uitvoeringsmodaliteiten ervan, alsook de vereiste kwalificatievoorwaarden van de helpers worden door de Koning vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 46bis, § 2.

Art. 7. §1. De in de artikelen 2, 3, 4 en 21bis bedoelde beoefenaars mogen alleen hun kunst uitoefenen indien zij vooraf hun titel hebben laten viseren door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen, en zo daartoe aanleiding bestaat, hun inschrijving op de lijst van de voor hun beroep bevoegde Orde bekomen hebben.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten van deze bijdrage.

§2. Op verzoek van de betrokkene, kan de commissie het document viseren waarmee de onderwijsinstelling of de centrale examencommissie getuigt dat de verkrijger voor het eindexamen geslaagd is dat recht geeft op het vereiste diploma.

Art. 8. §1. De in de artikelen 2, 3 en 21bis bedoelde beoefenaars mogen, wetens en zonder wettige reden in hunnen hoofde, een in uitvoering zijnde behandeling niet onderbreken zonder vooraf alle maatregelen

vue d'assurer la continuité des soins par un autre praticien ayant la même qualification légale.

Les conseils de l'Ordre dont les praticiens visés à l'article 2 et à l'article 3 relèvent veillent au respect de la disposition prévue à l'alinéa précédent.

§ 2. Le pharmacien ne peut sciemment et sans motif légitime dans son chef, fermer temporairement ou définitivement son officine sans avoir pris au préalable toutes dispositions en vue d'assurer la continuité de la dispensation des médicaments prescrits dans une ordonnance en cours.

Les conseils de l'Ordre des pharmaciens veillent au respect de la disposition prévue à l'alinéa précédent.

Art. 9. § 1er. Les organisations professionnelles représentatives des praticiens visés aux articles 2, 3, 4 et 21bis ou des groupements constitués à cet effet peuvent instituer des services de garde garantissant à la population la dispensation régulière et normale des soins de santé tant en milieu hospitalier qu'à domicile. Aucun des praticiens visés aux articles 2, 3, 4 et 21bis et satisfaisant aux conditions exigées ne peut être exclu de ces services de garde, à condition que l'intéressé souscrive au règlement d'ordre intérieur et qu'il observe les règles déontologiques.

Les organisations ou les groupements visés à l'alinéa 1er du présent paragraphe communiquent à la commission médicale compétente le rôle de garde établi par leurs soins ainsi que toutes modifications qui y seraient apportées et un règlement d'ordre intérieur.

Le Roi peut confier les missions fixées par Lui, relatives à l'organisation locale et à la représentation des professionnels concernés et relatives à la collaboration avec d'autres professionnels des soins de santé, aux organisations ou groupements visés à l'alinéa 1^{er}, à condition qu'ils soient agréés à

te hebben getroffen om de continuïteit van de zorgen te verzekeren door een ander beoefenaar die dezelfde wettelijke kwalificatie heeft.

De raden van de Orde waaronder de in artikel 2 en in artikel 3 bedoelde beoefenaars ressorteren zien toe dat de bij vorig lid voorziene bepaling wordt nageleefd.

§2. De apotheker mag, wetens en zonder wettige reden in zijn hoofd, zijn officina noch tijdelijk noch definitief sluiten zonder vooraf alle maatregelen te hebben getroffen om de continuïteit te verzekeren van de uitreiking van de bij een in uitvoering zijnde recept voorgeschreven geneesmiddel.

De raden van de Orde der apothekers zien toe dat de bij vorig lid voorziene bepaling wordt nageleefd.

Art. 9. §1. De representatieve beroepsverenigingen van de beoefenaars, bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 21bis, of de te dien einde opgerichte groeperingen mogen wachtdiensten instellen, die de bevolking een regelmatige en normale toediening van de gezondheidszorgen, zowel in het ziekenhuis als ten huize waarborgen. Geen enkele beoefenaar, bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 21bis, die voldoet aan de vereiste voorwaarden kan uitgesloten worden van deze wachtdiensten, op voorwaarde dat hij/zij het huishoudelijk reglement onderschrijft en zich houdt aan de deontologische regels.

De in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde verenigingen of groeperingen delen aan de bevoegde geneeskundige commissie de door hen opgestelde wachttol mede alsook elke wijziging die er zou aangebracht worden en een huishoudelijk reglement.

De Koning kan de door Hem bepaalde opdrachten in verband met de lokale organisatie en de vertegenwoordiging van de betrokken beroepsbeoefenaars, en in verband met de samenwerking met andere beroepsbeoefenaars in de gezondheidszorg, toevertrouwen aan de verenigingen of de

cette fin. Les conditions et la procédure d'obtention de l'agrément sont fixées par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. La commission médicale définit les besoins en matière de service de garde. Elle surveille le fonctionnement de ceux-ci, et est habilitée à approuver les règlements d'ordre intérieur visés au § 1er et à trancher les contestations en matière de services de garde.

Lorsque des règles en matière de services de garde sont fixées dans le code de déontologie élaboré par le conseil national de l'Ordre intéressé et rendu obligatoire par le Roi, la commission s'y réfère dans l'exécution des missions visées à l'alinéa précédent du présent paragraphe.

En cas de carence ou d'insuffisance, la commission médicale fait appel, d'initiative ou à la demande du gouverneur de province, à la collaboration des organisations ou des praticiens intéressés en vue d'instituer ou de compléter les services de garde.

§ 3. Si à l'expiration du délai fixé par le gouverneur de province dans la demande visée au dernier alinéa du paragraphe précédent, les services de garde ne fonctionnent pas de manière satisfaisante, l'inspecteur d'hygiène ou, s'il échet, l'inspecteur de la pharmacie prend lui-même toutes mesures en vue d'organiser ou de compléter les services de garde en fonction des besoins qui auront été éventuellement définis par la commission médicale présidée en l'occurrence par le gouverneur de province. Il surveille le fonctionnement de ces services de garde.

Art. 10. Il est interdit d'empêcher ou d'entraver par voies de fait ou violences l'exercice régulier et normal de l'art médical

groeperingen bedoeld in het eerste lid, op voorwaarde dat ze daarvoor erkend worden. De voorwaarden en de procedure voor het verkrijgen van de erkenning worden vastgesteld door de minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft.

§2. De geneeskundige commissie bepaalt de behoeften inzake wachtdiensten. Zij controleert de werking van deze wachtdiensten, met inbegrip van de bevoegdheid om de huishoudelijke reglementen bedoeld in § 1 goed te keuren en geschillen inzake de wachtdiensten te beslechten.

Wanneer met betrekking tot de wachtdiensten regelen zijn vastgesteld in de code van plichtenleer die door de nationale raad van de betrokken Orde is uitgewerkt en waaraan de Koning bindende kracht heeft verleend, verwijst de commissie daarnaar bij de uitvoering van de opdrachten bedoeld bij vorig lid van deze paragraaf.

Bij tekortkoming of ontoereikendheid, doet de geneeskundige commissie, op eigen initiatief of op aanvraag van de gouverneur van de provincie, een beroep op de medewerking van de belanghebbende organisaties of beoefenaars met het oog op het inrichten of het aanvullen van de wachtdiensten.

§3. Indien, na het verstrijken van de termijn, welke de gouverneur van de provincie bij de in het laatste lid van vorige paragraaf bedoelde aanvraag vaststelt, de wachtdiensten niet op voldoende wijze werken, neemt de gezondheidsinspecteur of, naargelang van het geval, de inspecteur van de apotheken zelf, alle maatregelen met het oog op het inrichten of het aanvullen van de wachtdiensten in functie van de behoeften die eventueel zullen zijn bepaald door de geneeskundige commissie, welke bij deze gelegenheid wordt voorgezeten door de gouverneur van de provincie. Hij controleert de werking van deze wachtdiensten.

Art. 10. Het is verboden de regelmatige en normale uitoefening van de geneeskunde of de artsenijsbereidkunde door een persoon die

ou de l'art pharmaceutique par une personne réunissant les conditions requises.

Art. 11. Les praticiens visés aux articles 2, 3 et 4 ne peuvent être l'objet de limitations réglementaires dans le choix des moyens à mettre en oeuvre, soit pour l'établissement du diagnostic, soit pour l'institution du traitement et son exécution, soit pour l'exécution des préparations magistrales. Le Roi définit, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités ainsi que les mesures d'exécution selon lesquelles le pharmacien peut substituer à une spécialité pharmaceutique prescrite une autre spécialité pharmaceutique, à condition que les substances actives soient les mêmes et que le prescripteur ne soit pas opposé formellement à une telle substitution et que le prix soit plus avantageux pour le patient.

Les abus de la liberté dont ils jouissent conformément à l'alinéa premier sont sanctionnés par les conseils de l'Ordre dont ils relèvent.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la prescription de certains médicaments peut être réservée aux porteurs de certains titres professionnels particuliers au sens de l'article 35ter, qu'ils soient affectés ou non à certains services médicaux agréés en vertu de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 juillet 1987. Le Roi détermine les cas et les conditions dans lesquels le présent alinéa est applicable.

Art. 12. Sont réputées non écrites dans les conventions conclues par les praticiens visés aux articles 2, 3 et 4, les clauses qui portent atteinte à la liberté de choix prévue à l'article 11.

Art. 13. § 1er Tout praticien visé aux articles 2, 3 ou 4 est tenu, à la demande ou avec l'accord du patient, de communiquer à un autre praticien traitant désigné par ce dernier pour poursuivre ou compléter soit le diagnostic, soit le traitement, toutes les

aan de vereiste voorwaarden voldoet, door feitelijkheden of geweld te verhinderen of te belemmeren.

Art. 11. Aan de beoefenaars bedoeld bij de artikelen 2, 3 en 4 mogen geen reglementaire beperkingen worden opgelegd bij de keuze van de middelen die aangewend moeten worden, hetzij voor het stellen van de diagnose, hetzij voor het instellen en uitvoeren van de behandeling, hetzij voor het uitvoeren van magistrale bereidingen. De Koning bepaalt, bij een in ministerraad overlegd besluit, de modaliteiten evenals de uitvoeringsmaatregelen volgens welke de apotheker een voorgeschreven farmaceutische specialiteit mag substitueren door een andere, op voorwaarde dat de actieve bestanddelen ervan dezelfde zijn en de voorschrijver zich niet uitdrukkelijk tegen dergelijke substitutie heeft verzet en de prijs voor de patiënt goedkoper is.

De misbruiken van de vrijheid waarvan zij overeenkomstig het eerste lid genieten, worden beteugeld door de raden van de Orde waarvan zij afhangen.

In afwijking van het eerste lid kan het voorschrijven van bepaalde geneesmiddelen worden voorbehouden aan bepaalde groepen beoefenaars, houders van een bijzondere beroepstitel als bedoeld in artikel 35ter, die al dan niet werkzaam zijn in bepaalde medische diensten, erkend krachtens de wet op de ziekenhuizen gecoördineerd op 7 juli 1987. De Koning bepaalt de gevallen en de voorwaarden waaronder dit lid wordt toegepast.

Art. 12. Worden beschouwd als niet geschreven zijnde in de overeenkomsten gesloten door de beoefenaars bedoeld bij de artikelen 2, 3 en 4, de bepalingen die hun keuzevrijheid bedoeld bij artikel 11 schenden.

Art. 13. §1. Elk beoefenaar bedoeld bij artikelen 2, 3 of 4 is gehouden, op verzoek of met akkoord van de patiënt, aan een ander behandelend beoefenaar door de patiënt aangeduid om hetzij de diagnose, hetzij de behandeling voort te zetten of te

informations utiles et nécessaires d'ordre médical ou pharmaceutique le concernant.

Les conseils de l'Ordre dont les praticiens relèvent, veillent au respect de la disposition prévue à l'alinéa précédent.

§ 2. Tout praticien visé à l'article 21bis est tenu, à la demande ou avec l'accord du patient, de communiquer à un autre praticien traitant désigné par ce dernier pour poursuivre ou compléter un acte visé à l'article 21bis, § 4, toutes les informations utiles et nécessaires d'ordre médical le concernant.

Art. 14. § 1er. Dans le cadre de l'organisation ou de la reconnaissance par les pouvoirs publics d'une activité relative à l'art médical sous son aspect préventif, le Roi peut prévoir l'obligation pour le praticien de l'art médical, responsable de cette activité, de transmettre au praticien traitant que la personne consultante désigne expressément à cette fin, les résultats des examens auxquels elle a été soumise.

Le Roi peut, en outre, prévoir l'obligation pour le praticien de l'art médical responsable d'une activité visée à l'alinéa précédent, de communiquer avec l'accord de la personne intéressée, le dossier médical de celle-ci au praticien responsable d'une autre activité relative à l'art médical sous son aspect préventif, sauf si cette autre activité concerne l'inspection médicale des travailleurs.

En cas de non-respect de l'obligation imposée en exécution des deux alinéas précédents, la reconnaissance de l'activité qui y est visée et les avantages financiers qui sont éventuellement liés à cette reconnaissance peuvent être refusés ou retirés.

vervolledigen, alle nuttige of noodzakelijke hem betreffende inlichtingen van geneeskundige of farmaceutische aard mede te delen.

De raden van de Orde, waaronder de beoefenaars ressorteren, zien toe dat de bij vorig lid bedoelde bepaling wordt nageleefd.

§2. Elke in artikel 21bis bedoelde beoefenaar is ertoe gehouden, op verzoek of met instemming van de patiënt, aan een andere behandelende beoefenaar, aangewezen door deze laatste om een in artikel 21bis, § 4, bedoelde handeling te volgen of aan te vullen, alle nuttige en nodige inlichtingen van geneeskundige aard mede te delen die hem betreffen.

Art. 14. §1. In het raam van de organisatie of de erkenning door de overheid van een activiteit die betrekking heeft op de geneeskunde onder haar preventief voorkomen, kan de Koning de verplichting voorzien voor de beoefenaar van de geneeskunde, verantwoordelijk voor deze activiteit, aan de behandelende beoefenaar die de consultant daartoe uitdrukkelijk aanwijst, de uitslagen over te maken van de onderzoeken waaraan deze laatste werd onderworpen.

De Koning kan bovendien de verplichting voorzien voor de beoefenaar van de geneeskunde, verantwoordelijk voor een bij vorig lid bedoelde activiteit, mits het akkoord van de belanghebbende persoon, het geneeskundige dossier van deze laatste mede te delen aan de beoefenaar die verantwoordelijk is voor een andere activiteit die betrekking heeft op de geneeskunde onder haar preventief voorkomen, behalve wanneer deze laatste activiteit het geneeskundig toezicht op de arbeiders betreft.

In geval van niet naleving van de verplichtingen opgelegd in uitvoering van de twee vorige leden, kunnen de erkenning van de daar bedoelde activiteit en de financiële voordelen, die daaraan desgevallend verbonden zijn, geweigerd of ingetrokken worden.

Le Roi fixe, sur avis du conseil national de l'Ordre intéressé, les modalités selon lesquelles sera effectuée la transmission des résultats des examens visés à l'alinéa 1er du présent paragraphe ou la communication du dossier médical visée à l'alinéa 2.

§ 2. Sans préjudice de l'alinéa 3 du § 1er du présent article, les conseils de l'Ordre dont les praticiens relèvent, veillent au respect des dispositions prises en vertu du § 1er.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de l'article 18, § 2, les praticiens visés aux articles 2, 3 et 4 ont droit, dans le respect des règles de la déontologie, à des honoraires ou des rémunérations forfaitaires, pour les prestations qu'ils ont fournies.

Sans préjudice de l'application des taux éventuellement fixés par ou en vertu de la loi ou prévus par des statuts ou par des conventions auxquelles les praticiens ont adhéré, ceux-ci fixent librement le montant de leurs honoraires, sous réserve de la compétence, en cas de contestation, de l'Ordre dont ils relèvent ou des tribunaux.

Si des critères généraux sont déterminés par la commission paritaire nationale compétente prévue par l'arrêté royal n° 47 du 24 octobre 1967, instituant une commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements ainsi que des commissions paritaires régionales, et sont rendus obligatoires par le Roi en vertu de l'article 8 de cet arrêté les statuts et les conventions visés ci-dessus doivent y être conformes.

Art. 16. Est interdit tout accord préalable qui lie l'honoraire à l'efficacité d'un

De Koning bepaalt, op advies van de nationale raad van de betrokken Orde, de modaliteiten volgens dewelke de overdracht van de uitslagen, van de onderzoeken bedoeld bij het eerste lid of de mededeling van het geneeskundig dossier, bedoeld bij het tweede lid van dit artikel, dient te geschieden.

§2. Onverminderd lid 3 van § 1 van dit artikel, zien de raden van de Orde, waaronder de beoefenaars ressorteren, toe dat de krachtens § 1, vastgestelde bepalingen worden nageleefd.

Art. 15. Onverminderd de bepalingen van artikel 18, § 2 hebben de beoefenaars bedoeld bij de artikelen 2, 3 en 4, mits eerbiediging van de regelen van de plichtenleer, recht op honoraria of forfaitaire bezoldigingen voor de door hen geleverde prestaties.

Onverminderd de toepassing van bedragen welke eventueel zijn vastgesteld door of krachtens de wet of voorzien bij statuten of overeenkomsten waartoe de beoefenaars zijn toegetreden, bepalen deze vrij het bedrag van hun honoraria, onder voorbehoud van de bevoegdheid, in geval van betwisting, van de Orde waaronder zij ressorteren of van de rechtbanken.

Indien algemene criteria terzake zijn vastgesteld door de bevoegde nationale paritaire commissie, voorzien bij het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967, tot instelling van een nationale paritaire commissie geneesheren-ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de nationale paritaire commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke paritaire commissies, en algemeen bindend verklaard door de Koning, op grond van artikel 8 van dat besluit, moeten hogergenoemde statuten en overeenkomsten daarmee conform zijn.

Art. 16. Is verboden iedere vooraf gesloten overeenkomst die het honorarium koppelt

traitement.

Art. 17. Sans préjudice des dispositions de l'article 18, § 2, lorsqu'un praticien visé aux articles 2, 3 ou 4 utilise pour l'exercice de sa profession du personnel, des locaux et du matériel n'ayant pas fait ou ne faisant pas pour la totalité l'objet d'un paiement à quelque autre titre que ce soit, et qui sont mis à sa disposition par un tiers, les conditions de cette utilisation sont fixées dans un statut ou une convention expresse entre le praticien et le tiers.

Si des critères généraux sont déterminés par la commission paritaire nationale compétente, prévue par l'arrêté royal n° 47 du 24 octobre 1967 instituant une commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements, ainsi que des commissions paritaires régionales, et sont rendus obligatoires par le Roi, en vertu de l'article 8 de cet arrêté, le statut ou la convention visée à l'alinéa précédent doit y être conforme.

Art. 18. § 1er. Est interdit entre praticiens d'une même branche de l'art de guérir, tout partage d'honoraire sous quelque forme que ce soit, sauf si ce partage est effectué dans le cadre de l'organisation des soins en groupe de praticiens.

§ 2. Sans préjudice des dispositions des articles 15 et 17 est interdite toute convention quelconque conclue entre les praticiens visés aux articles 2, 3, 4 et 21bis, soit entre ces praticiens et des tiers, notamment des fabricants de produits pharmaceutiques ou des fournisseurs d'appareils médicaux ou de prothèses, lorsque cette convention est en rapport avec leur profession et tend à procurer à l'un ou à l'autre quelque gain ou profit direct ou indirect.

aan de doelmatigheid van een behandeling

Art. 17. Onverminderd de bepalingen van artikel 18, § 2, wanneer een beoefenaar bedoeld bij de artikelen 2, 3 of 4 voor de uitoefening van zijn beroep personeel, lokalen en materieel gebruikt, dat niet voor het geheel voorwerp waren of zijn van een betaling ten welke andere titel ook en die ter beschikking zijn gesteld van de beoefenaar door een derde persoon, worden de voorwaarden voor dit gebruik bepaald in een statuut of een uitdrukkelijke overeenkomst tussen deze beoefenaar en de derde.

Indien algemene criteria terzake zijn vastgesteld door de bevoegde nationale paritaire commissie, voorzien bij het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967 tot instelling van een nationale paritaire commissie geneesheren-ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de nationale paritaire commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke paritaire commissies, en algemeen bindend verklaard door de Koning, op grond van artikel 8 van dat besluit, moet het statuut of de overeenkomst bedoeld bij vorig lid daarmee conform zijn.

Art. 18. §1. Is verboden onder beoefenaars van eenzelfde tak van de geneeskunst, elke verdeling van honoraria onder gelijk welke vorm, behalve zo deze verdeling geschiedt in het raam van de organisatie van de groepsgeneeskunde

§2. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 15 en 17 is verboden elke overeenkomst van welke aard ook gesloten hetzij tussen de beoefenaars, bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 21bis, hetzij tussen deze beoefenaars en derden, inzonderheid producenten van farmaceutische producten of leveranciers van geneeskundige of protheseapparaten, wanneer deze overeenkomst betrekking heeft op hun beroep en ertoe strekt aan de een of de ander rechtstreeks of onrechtstreeks winst of voordeel te verschaffen.

Art. 19. Il est interdit à tout praticien visé aux articles 2, 3, 4 ou 21*bis* de prêter d'une manière quelconque sa collaboration à un tiers ou de lui servir de prête-nom, à l'effet de le soustraire aux peines réprimant l'exercice illégal de l'art médical ou de l'art pharmaceutique.

Art. 20. Les médecins et les praticiens de l'art dentaire qui constatent que des médicaments fournis à leurs malades par le pharmacien sont mal préparés, contraires à la recette ou gâtés, les cachettent et invitent les malades à ne les remettre qu'à ceux qui viendront les chercher au nom de la commission médicale de leur ressort.

Ils donnent le plus tôt possible connaissance de ce fait au secrétaire de la commission pour que ce dernier puisse faire chercher ces médicaments et les remettre à la commission laquelle examinera l'affaire et agira selon l'importance du cas.

Art. 21. Toute ordonnance est signée et datée par le médecin ou par le praticien de l'art dentaire: elle indique autant que possible le mode d'emploi du médicament.

Si la signature électronique est utilisée, celle-ci doit être avancée, réalisée sur base d'un certificat qualifié et effectuée par un moyen sûr. Le Roi peut éventuellement déterminer les modalités d'application, ainsi que prévoir des dérogations possibles à ces exigences pour l'utilisation de la signature électronique dans les hôpitaux et détermine la date d'entrée en vigueur de la présente disposition.

Le Roi peut préciser le contenu et les modalités de la prescription. Il fixe en outre les conditions complémentaires auxquelles doivent répondre les ordonnances en milieu ambulatoire et extra-hospitalier. La signature d'une ordonnance ne peut être

Art. 19. Het is aan elke beoefenaar bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 of 21*bis* verboden op om het even welke wijze zijn medewerking te verlenen aan een derde of als naamlener voor hem op te treden, met het doel hem te onttrekken aan de straffen waarmede de onwettige uitoefening van de geneeskunde of de artsenijsbereidkunde gestraft wordt.

Art. 20. De geneesheren en de beoefenaars van de tandheelkunde die vaststellen dat geneesmiddelen, welke door de apotheker aan hun zieken geleverd worden slecht bereid zijn, strijdig met het recept, of bedorven, zetten er hun zegel op en verzoeken de zieken ze enkel af te geven aan degenen die ze zullen komen halen namens de geneeskundige commissie van hun gebied.

Zij geven zo haast mogelijk van dit feit kennis aan de secretaris der commissie, zodat deze laatste die geneesmiddelen kan doen afhalen en overmaken aan de commissie, die de zaak zal onderzoeken en handelen volgens de belangrijkheid van het geval.

Art. 21. Elk voorschrift wordt door de geneesheer of de beoefenaar van de tandheelkunde ondertekend en gedagtekend : het vermeldt zo uitvoerig mogelijk de gebruiksaanwijzing van het geneesmiddel.

Indien gebruik gemaakt wordt van de elektronische handtekening dient deze geavanceerd te zijn, gerealiseerd op basis van een gekwalificeerd certificaat en aangemaakt door een veilig middel. De Koning kan eventuele toepassingsmodaliteiten bepalen , alsook voorzien in mogelijke afwijkingen van deze vereisten voor het gebruik van de elektronische handtekening binnen de ziekenhuizen en bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze bepaling.

Wanneer een geneesheer of een beoefenaar van de tandheelkunde een toxisch geneesmiddel voorschrijft met een grotere dosis dan deze voorzien in de betreffende reglementering, moet hij deze dosis voluit in letters herhalen en door een nieuwe

déléguée.

Lorsqu'un médecin ou un praticien de l'art dentaire prescrit un médicament toxique à une dose supérieure à celle qui est prévue dans la réglementation en la matière, il répète cette dose en lettres et la confirme par une nouvelle signature.

Le Roi peut, pour la prescription des médicaments contenant des substances soporifiques ou stupéfiantes ainsi que des substances psychotropes susceptibles d'engendrer une dépendance, imposer l'utilisation de feuillets spéciaux dont Il fixe le modèle

CHAPITRE Ibis **L'exercice de la kinésithérapie.**

Art. 21bis. § 1er. Par dérogation à l'article 2, § 1er, et sans restreindre la notion d'art médical visée à cet article, nul ne peut exercer la kinésithérapie s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Les titulaires de l'agrément visé à l'alinéa 1er, qui répondent aux critères visés à l'article 35novies, §1er, 4°, peuvent obtenir l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé, pour les prestations visées à l'article 34, alinéa 1er, 1°, c), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Le Roi peut fixer les conditions et les règles pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au § 1er et de l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé.

Cet agrément ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire en kinésithérapie ou d'un diplôme d'enseignement supérieur non

handtekening bevestigen.

De Koning kan voor het voorschrijven van geneesmiddelen die slaap- of verdoovende middelen bevatten evenals van psychotrope stoffen die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen het gebruik opleggen van speciale voorschriftenbriefjes waarvan Hij het model bepaalt; Hij stelt de lijst van deze stoffen vast.

De Koning kan de afgifte van deze speciale voorschriftenbriefjes onderwerpen aan de inning van een bijdrage. Il arrête la liste de ces substances. Le Roi peut soumettre la remise de ces feuillets spéciaux à la perception d'une rétribution.

HOOFDSTUK Ibis **De uitoefening van de kinesitherapie**

Art. 21bis. In afwijking van artikel 2, § 1, en zonder de betekenis van het begrip "de geneeskunde", bepaald in dit artikel, te beperken, mag niemand de kinesitherapie uitoefenen die niet houder is van een erkenning afgegeven door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

De houders van de erkenning, bedoeld in het eerste lid, die voldoen aan de criteria bedoeld in artikel 35novies, §1, 4°, kunnen de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging verkrijgen, voor de in artikel 34, eerste lid, 1°, c), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994, bedoelde verstrekkingen.

§2. De Koning kan de voorwaarden en regels bepalen voor het verkrijgen, het behouden en het intrekken van de in § 1 bedoelde erkenning en van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan de houder van een universitair diploma in kinesitherapie of een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit in

universitaire en kinésithérapie sanctionnant une formation dans le cadre d'un enseignement de plein exercice comportant au moins quatre années d'études.

§ 3. Nul ne peut porter le titre professionnel de kinésithérapie s'il n'est titulaire de l'agrément visé au § 1^{er}.

§ 4. Est considéré comme exercice illégal de la kinésithérapie, le fait pour une personne qui n'y est pas autorisée en vertu du § 1^{er} de procéder habituellement à :

1. des interventions systématiques destinées à remédier à des troubles fonctionnels de nature musculo-squelettique, neurophysiologique, respiratoire, cardiovasculaire et psychomotrice par l'application d'une des formes suivantes de thérapie :

a. la mobilisation, qui consiste à faire exécuter des mouvements au patient, à des fins médicales, avec ou sans assistance physique

b. la massothérapie, qui consiste à soumettre le patient à des techniques de massage, à des fins médicales

c. les thérapies physiques, qui consistent à appliquer au patient, à des fins médicales, des stimuli physiques non invasifs tels que les courants électriques, les rayonnements électro-magnétiques, les ultrasons, le chaud et le froid ou la balnéation ;

2. des examens et des bilans de motricité du patient visant à contribuer à l'établissement d'un diagnostic par un médecin ou à instaurer un traitement constitué d'interventions visées au 1^o

3. la conception et la mise au point de traitements constitués d'interventions visées au 1^o ;

4. la gymnastique prénatale et

kinesithérapie dat een opleiding in het kader van een voltijds onderwijs bekroont dat ten minste vier studiejaren omvat.

§3. Niemand mag de beroepstitel van kinesitherapeut dragen die niet houder is van de in § 1 bedoelde erkenning.

§4. Als onwettige uitoefening van de kinesithérapie wordt beschouwd, het gewoonlijk verrichten door een persoon die er niet toe gemachtigd is krachtens § 1 van :

1. systematische handelingen met als doel functieproblemen van spierskeletale, zenuwfysiologische, respiratoire, cardiovasculaire en psychomotorische aard te verhelpen door het toepassen van één van de volgende vormen van therapie:

a. de lichaamsoefeningstherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel door de patiënt doen uitvoeren van bewegingen, met of zonder fysieke bijstand;

b. de massagetherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel toepassen van massagetechnieken op de patiënt;

c. de fysische therapieën, zijnde het tot geneeskundig doel aan de patiënt toedienen van niet-invasieve fysische prikkels, zoals elektrische stromen, elektromagnetische stralingen, ultrageluiden, warmte- en koudeapplicaties en balneotherapie;

2. het verrichten van onderzoeken en het opstellen van balansen van de motoriek van de patiënt met als doel bij te dragen tot het stellen van een diagnose door een geneesheer of een behandeling bestaande uit de in het 1^o bedoelde handelingen in te stellen;

3. het concipiëren en het uitwerken van behandelingen bestaande uit de onder het 1^o bedoelde handelingen;

4. de prenatale en postnatale gymnastiek.

postnatale.

§ 5. Le Roi peut préciser les actes visés au § 4.

§ 6. Les personnes agréées en vertu du § 1er ne peuvent exercer la kinésithérapie qu'à l'égard des patients qui sont envoyés sur la base d'une prescription faite par une personne habilitée à exercer l'art médical en vertu de l'article 2, § 1er, premier alinéa.

Cette prescription doit revêtir la forme d'un écrit. Elle indique le diagnostic ou les éléments de diagnostic établis par le médecin, la ou les prestations demandées par celui-ci ainsi que le nombre maximum de séances de traitement à effectuer par le kinésithérapeute.

Avec l'accord du médecin qui effectue l'envoi, le kinésithérapeute peut accomplir d'autres prestations que celles prescrites ou s'abstenir de réaliser les prestations prescrites.

A la demande du médecin qui effectue l'envoi, le kinésithérapeute est tenu de lui communiquer un rapport sur la réalisation du traitement et les résultats obtenus.

Art. 21ter. § 1er. Il est institué, auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, un Conseil national de la kinésithérapie.

§ 2. Le Conseil national de la kinésithérapie a pour mission de donner au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives à la kinésithérapie.

§ 3. Le Conseil national de la kinésithérapie peut également donner aux Gouvernements des communautés, à leur demande, des avis en toutes matières relatives aux études et à la formation des kinésithérapeutes.

§ 4. Le Conseil national de la kinésithérapie

§5. De Koning kan de onder § 4 bedoelde handelingen nader bepalen.

§6. De krachtens § 1 erkende personen mogen enkel kinesitherapie uitoefenen ten aanzien van de patiënten die op grond van een voorschrift door een persoon worden verwezen die krachtens artikel 2, § 1, eerste lid, gemachtigd is om de geneeskunde uit te oefenen.

Het voorschrift moet een schriftelijk document zijn. Het vermeldt de diagnose of de diagnostische gegevens van de arts, de prestatie of de prestaties die hij vraagt, alsook het maximum aantal behandelingsbeurten bij de kinesitherapeut.

Wanneer de doorverwijzende arts ermee instemt, mag de kinesitherapeut ook andere dan de voorgeschreven prestaties verrichten of de voorgeschreven prestaties niet verrichten.

Op verzoek van de doorverwijzende arts moet de kinesitherapeut hem een verslag bezorgen over de uitvoering van de behandeling en de verkregen resultaten.

Art. 21ter. §1. Bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, wordt een Nationale Raad voor de Kinesitherapie ingesteld.

§2. De Nationale Raad voor de Kinesitherapie heeft tot taak aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de kinesitherapie.

§3. De Nationale Raad voor de Kinesitherapie kan ook de regeringen van de Gemeenschappen, op hun verzoek, advies verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de studies en opleiding van de kinesitherapeuten.

§4. De Nationale Raad voor de

est composé de :

1. quatorze membres, kinésithérapeutes, pratiquant la kinésithérapie et ayant une expérience d'au moins dix ans dont au moins quatre personnes exerçant leur profession depuis au moins dix ans dans le secteur de l'enseignement universitaire en kinésithérapie ou de l'enseignement supérieur non universitaire en kinésithérapie

2. six membres habilités à exercer l'art médical en vertu de l'article 2, § 1er, dont trois pratiquent la médecine générale et trois pratiquent des spécialités médicales différentes, l'un de ces derniers pratiquant la médecine physique

3. deux fonctionnaires représentant le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Les fonctionnaires visés au 3° siègent avec voix consultative et assurent le secrétariat du conseil.

Chaque membre du conseil est pourvu d'un suppléant répondant aux mêmes conditions que lui.

§ 5. Les membres effectifs et suppléants du conseil sont nommés par le Roi pour une période de six ans, renouvelable une fois.

Les membres visés au 1° et au 2° du § 4 sont nommés sur des listes doubles présentées par les associations et organisations professionnelles représentatives des professions auxquelles ils appartiennent.

§ 6. Lors de la première constitution du Conseil national de la kinésithérapie, peuvent être considérés comme kinésithérapeutes les personnes agréées par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité sur la proposition du Conseil d'agrégation des kinésithérapeutes de cet institut.

Kinesithérapie bestaat uit:

1. veertien leden, kinesitherapeuten, die de kinesithérapie uitoefenen en die een minimale ervaring van tien jaar bezitten van wie ten minste vier personen hun beroep sedert ten minste tien jaar uitoefenen in het universitair onderwijs in de kinesithérapie of in het hoger onderwijs buiten de universiteit in de kinesithérapie;

2. zes leden die gemachtigd zijn om de geneeskunde uit te oefenen krachtens artikel 2, § 1, waarvan drie beoefenaars van de huisartsgeneeskunde en drie beoefenaars van verschillende medische specialismen, waaronder één de fysische geneeskunde uitoefent;

3. twee ambtenaren die de Minister vertegenwoordigen tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

De in het 3° bedoelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem en verzorgen het secretariaat van de Raad.

Aan elk lid van de Raad wordt een plaatsvervanger toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden wordt benoemd.

§5. De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De leden bedoeld in het 1° en 2° van § 4 worden benoemd op basis van dubbele lijsten, voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen.

§6. Bij de eerste samenstelling van de Nationale Raad voor de Kinesithérapie kunnen beschouwd worden als kinesitherapeuten de personen erkend door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, op voorstel van de Erkenningsraad voor de kinesitherapeuten van dit instituut.

§ 7. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de la kinésithérapie. Celui-ci ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou sont représentés par leur suppléant. Les décisions du conseil sont, en ce qui concerne les avis visés à l'article 47 § 1er, acquises à la majorité des trois quarts des membres visés au § 4, 1° et 2°, pour autant que cette majorité comprenne au moins deux membres visés au § 4, 2°.

CHAPITRE 17er **L'exercice de l'art infirmier**

Art. 21 quater. § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'art infirmier tel qu'il est défini à l'article 21quinquies s'il n'est porteur du diplôme ou du titre d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, du brevet ou du titre d'infirmier ou d'infirmière, du brevet ou du titre d'hospitalier ou d'hospitalière et s'il ne réunit pas, en outre, les conditions fixées par l'article 21sexies.

§2. Pour l'exercice de l'art infirmier, est assimilée à l'infirmier gradué ou à l'infirmière graduée, la personne titulaire du diplôme d'accoucheuse.

§3. Les diplômes, brevets ou titres équivalents sont délivrés conformément aux dispositions arrêtées par le Roi.

Art. 21quinquies. § 1er. On entend par exercice de l'art infirmier, l'accomplissement des activités suivantes :

a) -observer, identifier et établir l'état de santé sur les plans psychique, physique et social

- définir les problèmes en matière de soins infirmiers

- collaborer à l'établissement du diagnostic médical par le médecin et à l'exécution du traitement prescrit

§7. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Nationale Raad voor de Kinesitherapie. De Raad kan alleen geldig beraadslagen wanneer ten minste de helft van de gewone leden aanwezig zijn of door hun plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn. De beslissingen van de Raad, voor wat betreft de in artikel 47, § 1, bedoelde adviezen worden genomen bij drievierde meerderheid van de leden bedoeld in § 4, 1° en 2°, voor zover deze meerderheid bestaat uit ten minste twee leden bedoeld in § 4, 2°.

HOOFDSTUK 17er **De uitoefening van de verpleegkunde**

Art. 21quater. §1. Niemand mag de verpleegkunde zoals ze is bepaald in artikel 21quinquies uitoefenen die niet in het bezit is van het diploma van of de titel van gegradueerde verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleegassistent of -assistente, en die bovendien de voorwaarden gesteld in artikel 21sexies niet vervult.

§2. Voor de uitoefening van de verpleegkunde wordt de persoon die in het bezit is van een diploma van vroedvrouw gelijkgesteld met de gegradueerde verpleger of verpleegster.

§3. De diploma's, brevetten of gelijkwaardige titels worden afgeleverd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde bepalingen.

Art. 21quinquies. §1. Onder uitoefening van de verpleegkunde wordt verstaan het vervullen van de volgende activiteiten :

a) -het observeren, het herkennen en het vastleggen van de gezondheidsstatus zowel op psychisch, fysisch als sociaal vlak;

- het omschrijven van verpleegproblemen;

- het bijdragen aan de medische diagnose door de arts en aan het uitvoeren van de voorgeschreven behandeling;

- informer et conseiller le patient et sa famille

- assurer une assistance continue, accomplir des actes ou aider à leur accomplissement en vue du maintien, de l'amélioration et du rétablissement de la santé de personnes et de groupes qu'ils soient sains ou malades

- assurer l'accompagnement des mourants et l'accompagnement lors du processus de deuil

b) les prestations techniques de l'art infirmier qui ne requièrent pas de prescription médicale ainsi que celles pour lesquelles elle est nécessaire.

Ces prestations peuvent être liées à l'établissement du diagnostic par le médecin, à l'exécution d'un traitement prescrit par le médecin ou à des mesures relevant de la médecine préventive.

c) les actes pouvant être confiés par un médecin conformément à l'article 5, § 1^{er}, alinéas 2 et 3.

§ 2. Les prestations de soins infirmiers, tels que visées aux § 1^{er}, a), b) et c), sont consignées dans un dossier infirmier.

§ 3. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46bis, fixer la liste des prestations visées au § 1^{er}, ainsi que leurs modalités d'exécution et les conditions de qualification requises.

Art. 21sexies. § 1^{er}. Les praticiens visés à l'article 21quater ne peuvent exercer l'art infirmier que s'ils ont préalablement fait viser leurs titres par la Commission médicale prévue à l'article 36 et compétente en raison du lieu où ils comptent s'établir.

Lors de la formalité du visa, la commission procède à l'enregistrement de l'intéressé conformément aux modalités fixées par le

- het informeren en adviseren van de patiënt en zijn familie;

- het voortdurend bijstaan, uitvoeren en helpen uitvoeren van handelingen, waardoor de verpleegkundige het behoud, de verbetering en het herstel van de gezondheid van gezonde en zieke personen en groepen beoogt;

- het verlenen van stervensbegeleiding en begeleiding bij de verwerking van het rouwproces;

b) de technisch-verpleegkundige verstrekkingen waarvoor geen medisch voorschrift nodig is, alsook deze waarvoor wel een medisch voorschrift nodig is.

Die verstrekkingen kunnen verband houden met de diagnosestelling door de arts, de uitvoering van een door de arts voorgeschreven behandeling of met het nemen van maatregelen inzake preventieve geneeskunde.

c) de handelingen die door een arts kunnen worden toevertrouwd overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede en derde lid.

§2. De verpleegkundige verstrekkingen bedoeld in § 1, a), b) en c), worden opgetekend in een verpleegkundig dossier.

§3. De Koning kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 46bis, de lijst vaststellen van de in § 1 bedoelde verstrekkingen, alsook de regelen voor de uitvoering ervan en de desbetreffende bekwaamheidsvereisten.

Art. 21sexies. §1. De in artikel 21quater bedoelde beoefenaars mogen alleen de verpleegkunde beoefenen indien zij vooraf hun titel hebben laten viseren door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Bij het verlenen van het visum gaat de commissie over tot de registratie van de belanghebbende overeenkomstig de door de

Roi, après avis du Conseil national de l'art infirmier.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement de cette redevance.

§ 2. A la demande de l'intéressé, la commission médicale peut viser le document par lequel la direction de l'établissement d'enseignement ou le jury central atteste que l'impétrant a réussi l'examen final donnant droit au diplôme.

Les effets de ce visa cessent à l'expiration du mois qui suit celui de l'entérinement du diplôme et, au plus tard, à l'expiration du sixième mois suivant celui de la délivrance du visa.

Art. 21septies. § 1er. Nul ne peut porter un des titres professionnels visés à l'article 21quater, § 1^{er}, s'il ne répond pas aux conditions fixées par l'article 21quater, § 1^{er}.

§ 2. Celui qui réunit les conditions de qualification requises par la législation d'un pays étranger ne peut porter qu'un des titres professionnels visés à l'article 21quater et ce, moyennant l'autorisation donnée par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et qui est chargé de l'exécution des arrêtés établissant les conditions de qualification requises, ou par un fonctionnaire délégué par lui.

Art. 21octies. Il est interdit à tout praticien de l'art infirmier de prêter d'une manière quelconque son concours ou son assistance à un tiers non qualifié à l'effet de permettre à ce dernier d'exercer l'art infirmier.

Art. 21novies. Nul ne peut attribuer à des personnes qu'il occupe, même bénévolement, un des titres professionnels visés à l'article 21quater, § 1^{er}, si ces personnes ne répondent pas aux conditions

Koning bepaalde modaliteiten, na advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten van deze bijdrage.

§2. Op verzoek van de betrokkene kan de geneeskundige commissie het document viseren waarmee de directie van de onderwijsinstelling of de centrale examencommissie verklaart dat de aanvrager geslaagd is in het eindexamen dat op het wettelijk diploma recht geeft.

De uitwerking van dat visum vervalt bij het verstrijken van de maand die op de bekrachting van het diploma volgt en uiterlijk bij het verstrijken van de zesde maand die op de verlening van het visum volgt.

Art. 21septies. §1. Niemand mag één der beroepstitels dragen als bedoeld in artikel 21quater, § 1, indien hij niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 21quater, § 1.

§2. De persoon die voldoet aan de kwalificatievoorwaarden die zijn gesteld bij de wetgeving van een vreemd land, mag maximum één van de in artikel 21quater, bedoelde beroepstitels dragen mits hij de machtiging bekomt van de minister, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, belast met de uitvoering van de besluiten tot vaststelling van de vereiste kwalificatievoorwaarden of van een door hem gemachtigde ambtenaar.

Art. 21octies. Het is ieder beoefenaar van de verpleegkunde verboden, hoe dan ook, zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken de verpleegkunde te beoefenen.

Art. 21novies. Niemand mag één der in artikel 21quater, § 1, bedoelde beroepstitels toekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt indien die personen niet voldoen aan de voorwaarden gesteld in

fixées par l'article 21quater, § 1^{er}.

Art. 21decies. Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille un Conseil national de l'art infirmier.

Art. 21undecies. § 1er. Le Conseil national de l'art infirmier a pour tâche de donner, au Ministre ayant la santé publique dans ses attributions, à sa demande ou d'initiative, des avis en toute matière relative à l'art infirmier et, en particulier, en matière d'exercice de l'art infirmier et des qualifications requises.

§ 2. Le Conseil national de l'art infirmier peut également donner au Ministre qui a la santé publique dans ses attributions et les autorités des communautés, compétentes en matière d'enseignement, à leur demande ou d'initiative, des avis en toute matière relative aux études et à la formation des personnes visées à l'article 21quater

Art. 21duodecies. § 1er. Le Conseil national de l'art infirmier est composé de :

1. 16 membres représentant les praticiens de l'art infirmier ;
2. 6 membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements ;
3. 3 fonctionnaires désignés par les autorités compétentes pour l'enseignement en vertu des articles 127 et 131, § 1er, alinéa 1er, de la Constitution coordonnée ;
4. 2 fonctionnaires représentant le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions et qui assureront le secrétariat.

Les fonctionnaires visés aux 3^o et 4^o siègent avec voix consultative.

artikel 21quater, § 1.

Art. 21decies. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt een Nationale Raad voor verpleegkunde opgericht.

Art. 21undecies. §1. De Nationale Raad voor verpleegkunde heeft tot taak aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aan gelegenheden in verband met de verpleegkunde, meer bepaald betreffende de uitoefening van de verpleegkunde en de kwalificatie hiertoe.

§2. De Nationale Raad voor verpleegkunde kan ook de minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort en de overheden van de gemeenschappen, bevoegd inzake onderwijs, op hun verzoek of op eigen initiatief, advies verstrekken over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de studies en de opleiding van de in artikel 21quater bedoelde personen.

Art. 21duodecies. §1. De Nationale Raad voor verpleegkunde bestaat uit :

1. 16 leden die de personen, gemachtigd om de verpleegkunde uit te oefenen, vertegenwoordigen;
2. 6 leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde;
3. drie ambtenaren aangewezen door de overheden die op grond van vervangen door de woorden "de artikelen 127 en 130, § 1, eerste lid van de gecoördineerde Grondwet bevoegd zijn voor het onderwijs;
4. tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en die het twee ambtenaren die de Minister vertegenwoordigen secretariaat zullen verzorgen.

De in 3^o en 4^o bedoelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem.

§ 2. Aux membres sont adjoints des suppléants, nommés dans les mêmes conditions.

§ 3. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Roi pour un terme de six ans, renouvelable une fois ; les membres visés aux 1° et 2° le sont sur une liste double de candidats présentés par les associations et organisations professionnelles représentatives des personnes en cause ; les membres visés au 3° sont nommés sur désignation des Exécutifs concernés ; les membres visés aux 4° sont nommés sur proposition du Ministre dont ils relèvent .

Art. 21terdecies. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de l'art infirmier. Le Conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres visés à l'article 21duodecies, § 1er, sub 1° et 2°, sont présents.

Art. 21quaterdecies. § 1er. Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille une Commission technique de l'art infirmier.

Cette commission a pour mission de donner les avis visés à l'article 46bis, § 1er.

§ 2. La commission est composée :

1. de 12 membres nommés par le Roi sur présentation en liste double par les associations et organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art infirmier

2. de 12 membres nommés par le Roi sur présentation en liste double par les organisations professionnelles représentatives des médecins.

§ 3. Le Roi nomme selon la même procédure un nombre de suppléants égal au nombre de

§2. Aan de leden zijn plaatsvervangers toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden worden benoemd.

§3. De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd; de benoemingen van de in 1° en 2° bedoelde leden geschieden uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen; de benoemingen van de in 3° bedoelde leden geschieden op aanwijzing van de betrokken Executieven; de benoemingen van de in 4° bedoelde leden geschieden op de voordracht van de Minister van wie zij afhangen.

Art. 21terdecies. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Nationale Raad voor verpleegkunde. De Raad kan alleen geldig beslissen wanneer de helft van de in artikel 21duodecies , § 1, sub 1° en 2°, bedoelde leden aanwezig zijn.

Art. 21quaterdecies. §1. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt een technische commissie voor verpleegkunde opgericht.

Die commissie is ermee belast de Koning de in artikel 46bis, § 1 bedoelde adviezen te verstrekken.

§2. De commissie bestaat uit:

1. 12 leden die door de Koning worden benoemd uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van verpleegkundigen;

2. 12 leden die door de Koning worden benoemd uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve organisaties van de geneesheren.

§3. Volgens dezelfde procedure benoemt de Koning een aantal plaatsvervangers dat

membres visés sub § 2.

gelijk is aan het aantal sub § 2 bedoelde leden.

§ 3bis. Les membres effectifs et suppléants sont nommés pour un terme de six ans renouvelable une fois.

§3bis. De gewone en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor een termijn van zes jaar die eenmaal kan worden verlengd.

§ 4. Le Roi nomme un président et un vice-président sur proposition de la commission technique. Les président et vice-président siègent sans voix délibérative.

§4. De Koning benoemt een voorzitter en een ondervoorzitter op de voordracht van de technische commissie. De voorzitter en ondervoorzitter hebben geen stemrecht.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné par le Ministre de la Santé publique et de la Famille.

Het secretariaat wordt waargenomen door een door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin aangewezen ambtenaar.

§ 5. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement de la commission technique.

§5. De Koning stelt het reglement vast voor de organisatie en de werking van de technische commissie.

La commission ne peut délibérer valablement que, si la moitié des membres visés au § 2, 1^o, et la moitié des membres visés au § 2, 2^o sont présents.

De commissie kan slechts geldig beraadslagen als de helft van de in § 2, 1^o, bedoelde leden en de helft van de in § 2, 2^o, bedoelde leden aanwezig zijn.

Lorsque au cours d'une réunion de la Commission, la moitié des membres de chaque groupe n'est pas présente, la commission peut délibérer valablement lors d'une prochaine séance quel que soit le nombre de membres présents.

Wanneer in een zitting van de commissie de helft van elke groep niet aanwezig is, kan in een volgende zitting geldig beraadslaagd worden ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 21quinquiesdecies. Nul ne peut exercer la profession d'aide soignant sans avoir été enregistré au sein des services du gouvernement, conformément aux modalités fixées par le Roi

Art. 21quinquiesdecies. Niemand mag het beroep van zorgkundige uitoefenen die niet geregistreerd is binnen de diensten van de regering, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning.

Art. 21sexiesdecies. § 1^{er}. On entend par aide soignant, une personne spécifiquement formée pour assister l'infirmier ou l'infirmière, sous leur contrôle, en matière de soins, d'éducation et de logistique, dans le cadre des activités coordonnées par l'infirmier ou l'infirmière dans une équipe structurée.

Art. 21sexiesdecies. § 1^{er}. Onder zorgkundige wordt verstaan de persoon die specifiek is opgeleid om de verpleegkundige onder zijn/haar toezicht bij te staan inzake zorgverstrekking, gezondheidsopvoeding en logistiek in het kader van de door de verpleegkundige gecoördineerde activiteiten binnen een gestructureerde equipe.

§ 2. Le Roi détermine, après avis du Conseil National de l'art infirmier et la Commission technique de l'art infirmier, les activités mentionnées à l'article 21quinquies § 1^{er}, a)

§2. De Koning bepaalt, na advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde en de Technische commissie voor Verpleegkunde, de activiteiten, vermeld in artikel

et b), que l'aide soignant peut réaliser, et fixe les modalités d'exécution de ces activités afférentes à la fonction d'aide soignant, conformément au § 1^{er}.

Art. 21septiesdecies. § 1^{er}. Les certificats, brevets ou diplômes des personnes visées à l'article 21quindecies, doivent être visés préalablement par la commission médicale prévue à l'article 36, et qui est compétente en raison du lieu où elles comptent s'établir.

Avant l'octroi du visa, la Commission d'agrément du Conseil national de l'art infirmier vérifie s'il est répondu aux modalités d'enregistrement en tant qu'aide soignant visées à l'article 21quinquiesdecies, conformément aux modalités fixées par le Roi, après avis du Conseil national de l'art infirmier.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement.

§ 2. A la demande de l'intéressé, la commission médicale peut viser le document par lequel la direction de l'établissement d'enseignement ou le jury d'examen compétent atteste que le demandeur a réussi l'examen final donnant droit au diplôme ou brevet.

Les effets de ce visa cessent à l'expiration du mois qui suit celui de l'homologation du diplôme ou du brevet et, au plus tard, à l'expiration douzième mois suivant celui de l'octroi du visa.

CHAPITRE II.

L'exercice des professions paramédicales

Art. 22. Au sens du présent chapitre, on entend par exercice d'une profession paramédicale :

1. l'accomplissement habituel par des personnes autres que celles visées à l'article

21quinquies § 1, a) et b) die de zorgkundige kan uitvoeren, en stelt de voorwaarden vast waaronder de zorgkundige deze handelingen kan stellen die verband houden met zijn functie, zoals vastgesteld in § 1.

Art. 21septiesdecies. § 1^{er}. De certificaten, brevetten of diploma's van de in artikelen 21quindecies bedoelde personen moeten vooraf worden geviseerd door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, die bevoegd is overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Voordat het visum wordt verleend, gaat de Erkeningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde na of de betrokkene beantwoordt aan de modaliteiten voor de registratie als zorgkundige, bedoeld in artikel 21quinquiesdecies, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning, na advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten.

§2. Op verzoek van de betrokkene kan de geneeskundige commissie het document viseren waarmee de directie van de onderwijsinstelling of de bevoegde examencommissie getuigt dat de aanvrager geslaagd is voor het eindexamen dat recht geeft op het diploma of brevet.

De uitwerking van dit visum houdt op na het verstrijken van de maand die volgt op die van de homologatie van het diploma of brevet en uiterlijk bij het verstrijken van de twaalfde maand die volgt op die waarin het visum werd verleend.

HOOFDSTUK II.

De uitoefening van de paramedische beroepen

Art. 22. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder uitoefening van een paramedisch beroep:

1. het gewoonlijk verrichten door andere personen dan deze bedoeld bij artikel 2, § 1

2, § 1er et aux articles 3, 4, 21bis et 21quater de prestations techniques auxiliaires liées à l'établissement du diagnostic ou à l'exécution du traitement, telles qu'elles pourront être précisées en exécution de l'article 23 ;

2. l'exécution habituelle des actes visés à l'article 5, § 1er, alinéa 1er et § 2, alinéa 3 ;

3. l'exécution habituelle des actes visés à l'article 6.

Art. 22bis. Le Roi établit la liste des professions paramédicales.

Art. 23 § 1er. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46bis, § 2 préciser les prestations visées à l'article 22, 1° et fixer les conditions de leur exécution.

Il peut en outre, conformément aux dispositions de l'article 46bis, § 2 définir les conditions de qualification auxquelles doivent répondre les personnes qui accomplissent ces prestations.

§ 2. Le Roi peut, sur avis du Conseil national des professions paramédicales, déterminer les titres professionnels sous lesquels les intéressés accomplissent les prestations et actes visés à l'article 22.

Art. 24. § 1^{er}. Nul, en dehors des praticiens, visés à l'article 2, § 1^{er}, et aux articles 3, 4 et 21bis, pour ce qui concerne les prestations liées à leur art respectif, ne peut accomplir des prestations précisées en exécution de l'article 23, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 22, 2° et 3°, s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le Roi fixe, sur avis du Conseil national des professions paramédicales, les conditions et les règles pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au §

en de artikelen 3, 4, 21bis en 21quater van technische hulpprestaties die verband houden met het stellen van de diagnose of met het uitvoeren van de behandeling, zoals zij nader bepaald zullen kunnen worden in uitvoering van artikel 23;

2. het gewoon uitvoeren van de bij artikel 5, § 1, eerste lid en § 2 derde lid bedoelde handelingen;

3. het gewoon uitvoeren van de bij artikel 6 bedoelde handelingen.

Art. 22bis. De Koning stelt de lijst vast van de paramedische beroepen.

Art. 23 § 1er. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46bis, § 2 de in artikel 22, 1° bedoelde prestaties nader bepalen en de voorwaarden vaststellen waaronder zij moeten worden uitgevoerd.

Hij kan eveneens, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46bis, § 2, de vereiste kwalificatievoorwaarden bepalen waaraan de personen moeten voldoen die deze prestaties verrichten.

§2. De Koning kan, op advies van de Nationale Raad van de paramedische beroepen, de beroepstitels bepalen waaronder de betrokkenen de bij artikel 22 bedoelde prestaties en handelingen verrichten.

Art. 24. § 1^{er}. Buiten de beoefenaars, bedoeld in artikel 2, § 1, en de artikelen 3, 4 en 21bis voor wat betreft de prestaties verbonden aan hun respectieve kunst, mag niemand prestaties verrichten die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of handelingen uitvoeren die bedoeld zijn bij artikel 22, 2° en 3°, die niet houder is van een erkenning afgegeven door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§2. De Koning bepaalt, op advies van Nationale Raad van de paramedische beroepen, de voorwaarden en de regels tot het verkrijgen, het behouden en het

1^{er}.

Cet agrément ne peut être accordé qu'aux personnes qui répondent aux conditions de qualification exigées, précisées en exécution de l'article 23, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 22, 2^o et 3^o.

Art. 24bis. Les praticiens accomplissant les actes visés à l'article 22 ne peuvent exercer leur profession que s'ils ont préalablement fait viser leurs titres par la Commission médicale prévue à l'article 36 et compétente en raison du lieu où ils comptent s'établir.

Lors de l'octroi du visa, la commission procède à l'enregistrement de l'intéressé conformément aux modalités fixées par le Roi.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement de cette redevance.

Art. 25. § 1er. Nul ne peut porter un titre professionnel se rapportant à une des prestations précisées en exécution de l'article 23, § 1er ou à des actes visés à l'article 22, 2^o et 3^o, s'il n'est titulaire de l'agrément visé à l'article 24, § 1er.

§ 2. La personne qui répond aux conditions de qualification exigées par la législation de pays étrangers, ne peut porter un titre professionnel se rapportant à une des prestations précisées en exécution de l'article 23, § 1er ou à des actes visés à l'article 22, 2^o et 3^o, que moyennant autorisation donnée par le Ministre chargé de l'exécution des arrêtés établissant les conditions de qualification exigées.

Art. 26. Nul ne peut attribuer à des personnes qu'il occupe, même bénévolement, un titre professionnel se rapportant à une des prestations précisées en exécution de l'article 23, § 1er, ou à des actes visés à l'article 22, 2^o et 3^o, si ces personnes ne répondent pas aux conditions de qualification exigées.

intrekken van de in § 1 bedoelde erkenning.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan personen die voldoen aan de vereiste kwalificatievoorwaarden die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of ter uitvoering van artikel 22, 2^o en 3^o.

Art. 24bis. De beoefenaars van de in artikel 22 bedoelde handelingen mogen alleen hun beroep uitoefenen indien zij vooraf hun titel hebben laten viseren door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Bij het verlenen van het visum gaat de commissie over tot de registratie van de belanghebbende overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten.

Art. 25. § 1er. Niemand mag een beroepstitel dragen die betrekking heeft op één van de prestaties die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of op handelingen die bedoeld zijn bij artikel 22, 2^o en 3^o, zo hij niet houder is van de erkenning bedoeld in artikel 24, § 1.

§2. Hij die aan de kwalificatievoorwaarden, gesteld bij de wetgeving van een vreemd land, voldoet, mag slechts een beroepstitel dragen die betrekking heeft op één van de prestaties die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of op handelingen die bedoeld zijn bij artikel 22, 2^o en 3^o, zo hij de machtiging bekomt van de Minister belast met de uitvoering van de besluiten tot vaststelling van de vereiste kwalificatievoorwaarden.

Art. 26. Niemand mag een beroepstitel die betrekking heeft op één van de prestaties, die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of op handelingen die bedoeld zijn bij artikel 22, 2^o en 3^o, toekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt, zo deze personen aan de vereiste kwalificatievoorwaarden niet

voldoen.

Art. 27. Il est interdit à toute personne qualifiée au sens du présent chapitre de prêter de manière quelconque son concours ou son assistance à un tiers non qualifié à l'effet de permettre à ce dernier d'exercer une profession paramédicale.

Art. 28. Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille un Conseil national des professions paramédicales dénommé ci-après " le conseil ".

Art. 29. Le conseil donne au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à sa demande ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives aux professions paramédicales.

Art. 30. § 1er. Le conseil se compose :

1. d'un président occupant ou ayant occupé une profession paramédicale
2. d'un membre par profession paramédicale se rapportant à des actes ou prestations visée à l'article 22.

Un tiers au moins des membres appartenant à cette catégorie doivent exercer leur profession dans un établissement de soins

3. de docteurs en médecine, chirurgie et accouchements parmi lesquels d'au moins deux médecins proposés par le Comité du Service du contrôle médical créé au sein de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Compte non tenu des médecins proposés par le Comité du Service du contrôle médical dont question ci-dessus, la moitié au moins des membres médecins doivent exercer leur art dans un établissement de soins

4. d'un praticien de l'art dentaire
5. d'un pharmacien

Art. 27. Het is eenieder, die voor de toepassing van dit hoofdstuk als bevoegd beschouwd wordt, verboden op welke wijze ook zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken een paramedisch beroep uit te oefenen.

Art. 28. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt een Nationale Raad van de paramedische beroepen opgericht, hierna " de raad " te noemen.

Art. 29. De raad verstrekt aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op diens aanvraag, of op eigen initiatief, adviezen betreffende alle aangelegenheden in verband met de paramedische beroepen.

Art. 30. § 1er. De raad is samengesteld uit :

1. een voorzitter die een paramedisch beroep uitoefent of heeft uitgeoefend;
2. een lid per paramedisch beroep dat betrekking heeft op handelingen of prestaties bedoeld bij artikel 22.

Tenminste één derde van de leden die tot deze categorie behoren, moeten hun beroep uitoefenen in een verplegingsinrichting;

3. doctors in de genees-, heel- en verloskunde onder dewelke minstens twee geneesheren voorgedragen door het Comité van de Dienst voor geneeskundige controle ingesteld bij het Rijksinstituut voor ziekten en invaliditeitsuitkeringen.

Afgezien van de geneesheren voorgedragen door het Comité van de Dienst voor geneeskundige Controle waarvan hierboven sprake, moeten ten minste de helft van de leden geneesheren hun kunst uitoefenen in een verzorgingsinstelling;

4. een beoefenaar van de tandheelkunde;
5. een apotheker;

6. et d'un fonctionnaire qui exercera les fonctions de secrétaire

7. trois fonctionnaires désignés par les autorités compétentes pour l'enseignement en vertu des articles 59bis, § 2, alinéa 1er, 2°, et 59ter, § 2, alinéa 1er, 3° de la Constitution.

Les fonctionnaires visés au 6° et 7° siègent avec voix consultative.

Le nombre total des médecins, praticiens de l'art dentaire et pharmaciens visés sub 3°, 4° et 5° du présent paragraphe sera égal à celui des membres visés sub 2° et 24.

§ 2. Les membres non fonctionnaires sont pourvus d'un suppléant.

§ 3. Le président et les autres membres effectifs et suppléants sont nommés par le Roi sur proposition du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à l'exception des membres fonctionnaires du Ministère de la Prévoyance sociale ou d'un établissement public qui en relève qui sont nommés par le Roi sur proposition du Ministre dont ils dépendent. Les fonctionnaires désignés à l'article 31, § 1er, 7°, sont désignés par l'Exécutif concerné.

Le Roi nomme un vice-président parmi les membres non fonctionnaires.

§ 4. Le mandat des membres non fonctionnaires a une durée de quatre ans et est renouvelable.

Art. 31. Le bureau du conseil se compose du président, du vice-président, du secrétaire ou du secrétaire adjoint ainsi que de quatre membres visés sub 2° du § 1er de l'article 31, de deux membres non fonctionnaires visés sub 3°, de l'un des membres visés sub 4°, et de l'un des membres visés sub 5° du même paragraphe, choisis à la majorité simple des voix.

Art. 32. Le bureau est chargé de

6. een ambtenaar bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, die de functie van adjunct-secretaris zal uitoefenen.

7. drie ambtenaren aangewezen door de overheden die op grond van de artikelen 59bis, § 2, eerste lid, 2°, en eerste lid, en 59ter, § 2, eerste lid, 3°, van de Grondwet bevoegd zijn voor het onderwijs.

De ambtenaren bedoeld onder 6° en 7° hebben een adviserende stem.

Het totaal aantal van de geneesheren, beoefenaars van de tandheelkunde en apothekers, bedoeld sub 3°, 4° en 5° van deze paragraaf, zal gelijk zijn aan het aantal van de sub 2° en bedoelde leden.

§2. Aan de leden die niet ambtenaar zijn, wordt een plaatsvervanger toegevoegd.

§3. De voorzitter en de andere gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, uitgezonderd de leden ambtenaren bij het Ministerie van Sociale Voorzorg of bij een daarvan afhangerende openbare instelling, die door de Koning worden benoemd op voordracht van de Minister van wie zij afhangen.

De Koning benoemt een ondervoorzitter tussen de leden niet ambtenaren.

§4. Het mandaat van de leden niet ambtenaren heeft een duur van vier jaar en is hernieuwbaar.

Art. 31. Het dagelijks bestuur van de Raad bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris, alsook uit vier leden bedoeld sub 2° van § 1, van artikel 30, twee leden die geen ambtenaren zijn als bedoeld sub 3°, een van de sub 4° bedoelde leden, een van de sub 5° van dezelfde paragraaf bedoelde leden, verkozen bij gewone meerderheid.

Art. 32. Het dagelijks bestuur is belast met

l'organisation du travail du conseil, de la répartition des tâches et de la gestion des affaires courantes. Il est, en outre, chargé de la ratification prévue à l'article 34.

Art. 33. § 1er. Le conseil peut créer en son sein des sections chargées de l'examen des questions se rapportant :

1. aux prestations visées à l'article 22, 1° ;

2. à la collaboration des membres des professions paramédicales à l'exécution des actes visés à l'article 22, 2° et 3°.

§ 2. Moyennant l'autorisation du bureau, chaque section peut faire appel à des personnes étrangères au conseil et choisies en raison de leur compétence dans les matières confiées particulièrement à chacune des sections.

Art. 34. Sauf dans les matières dont le conseil se réserve l'examen, les avis de chacune des sections sont considérés comme donnés par le conseil lui-même, s'ils sont ratifiés par le bureau. A défaut de ratification par le bureau, ils sont soumis au conseil.

Art. 35. Le conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 35bis. § 1er. Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement une Commission technique des professions paramédicales.

Cette commission a pour mission de donner les avis visés à l'article 46bis, § 2.

§ 2. La commission est composée

de la régulation van de werkzaamheden van de raad, de verdeling van de taken en met het beheer van de gewone zaken. Het is bovendien belast met de bij artikel 34 bepaalde bekrachtiging.

Art. 33. De raad kan in zijn midden afdelingen oprichten die belast zijn met het onderzoek van vraagstukken die betrekking hebben :

1. op de in artikel 22, 1° bedoelde prestaties;

2. op de medewerking welke door de leden van de paramedische beroepen wordt verleend bij de uitvoering van de bij artikel 22, 2° en 3° bedoelde akten.

§2. Met de toelating van het dagelijks bestuur, kan elke afdeling een beroep doen op personen buiten de raad, die zij kiest wegens hun bevoegdheid op het gebied waarmede elke afdeling inzonderheid belast is.

Art. 34. Behalve wat betreft de aangelegenheden waarvan de raad het onderzoek voor zichzelf behoudt, worden de adviezen van elk der afdelingen beschouwd als door de raad zelf gegeven, indien zij door het dagelijks bestuur bekrachtigd zijn. Bij gebreke van bekrachtiging door het dagelijks bestuur, wordt de zaak aan de raad voorgelegd.

Art. 35. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

Art. 35bis. § 1er. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt een Technische Commissie voor de paramedische beroepen opgericht.

Die Commissie heeft als opdracht het in artikel 46bis, § 2, bepaalde advies te verstrekken.

§2. De Commissie is paritair samengesteld

paritairément de représentants de professions paramédicales et de représentants de l'art de guérir, nommés par le Roi. Le Roi nomme également un suppléant pour chacun de ces représentants.

§ 3. Le Roi nomme un président et un vice-président sur proposition de la Commission technique. Les président et vice-président siègent sans voix délibérative.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 4. Sous réserve des dispositions reprises aux §§ 2 et 3, le Roi règle la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission technique des professions paramédicales.

La commission délibère valablement lorsque deux tiers des représentants des professions paramédicales et deux tiers des représentants des professions de l'art de guérir sont présents. Elle prend ses décisions aux trois quarts des membres présents de chaque groupe.

CHAPITRE IIbis.

Qualifications professionnelles particulières, titres professionnels particuliers, maîtrise de l'offre, fin de carrière, évaluation, structure et organisation de la pratique, organes et banque de données fédérale des professionnels des soins de santé

Art. 35ter. Le Roi établit la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens visés aux articles 2, 3, 4, 5, § 2, alinéa 1er, 21bis, 21quater et 22.

Art. 35quater. Nul ne peut porter un titre professionnel particulier ou se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière qu'après avoir été agréé à cet

uit vertegenwoordigers van de paramedische beroepen en vertegenwoordigers van de geneeskunst, die door de Koning zijn benoemd. De Koning benoemt eveneens een plaatsvervanger voor elk van deze vertegenwoordigers.

§3. De Koning benoemt een voorzitter en een ondervoorzitter op de voordracht van de Technische Commissie. De voorzitter en de ondervoorzitter zijn niet stemgerechtigd.

Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar aangewezen door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

§4. Onder voorbehoud van de in § 2 en § 3 voorziene bepalingen regelt de Koning de samenstelling, de organisatie en de werking van de Technische Commissie voor de paramedische beroepen.

De Commissie beraadslagt op geldige wijze wanneer twee derden van de vertegenwoordigers van de paramedische beroepen en twee derden van de vertegenwoordigers van de beroepen die de geneeskunst uitoefenen, aanwezig zijn. Zij neemt haar beslissingen met een meerderheid van drie vierden van de aanwezige leden van elke groep.

HOOFDSTUK II BIS

Bijzondere beroepsbekwaamheden, bijzondere beroepstitels, aanbodsbeheersing, eindloopbaan, evaluatie, structuur en organisatie van de praktijk, organen en federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen.

Art. 35ter. De Koning stelt de lijst van bijzondere beroepstitels en van bijzondere beroepsbekwaamheden vast voor de in de artikelen 2, 3, 4, 5, § 2 eerste lid, 21bis, 21quater en 22 bepaalde beoefenaars.

Art. 35quater. Niemand kan een bijzondere beroepstitel dragen of zich beroepen op een bijzondere beroepsbekwaamheid, dan na door de Minister tot wiens bevoegdheden de

effet par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par le fonctionnaire délégué par lui.

Art. 35quinquies. Nul ne peut attribuer à des personnes qu'il occupe, même bénévolement, un des titres ou une des qualifications visés à l'article 35ter, si ces personnes n'ont pas été agréées conformément à l'article 35sexies.

Art. 35sexies. L'agrégation visée à l'article 35quater est accordée conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit satisfait aux critères d'agrégation fixés par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions, sur avis, lorsqu'ils existent, des Conseils auxquels cette compétence est attribuée.

Art. 35septies. Les critères d'agrégation ou d'habilitation ainsi que les conditions de reconnaissance d'une qualification professionnelle particulière, qui sont d'application à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenus en attendant que de nouvelles dispositions soient fixées en vertu des articles 35ter et 35sexies.

Art. 35octies. § 1er. Une Commission de planification - offre médicale est instituée auprès du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

§ 2. La mission de cette Commission consiste à :

- examiner les besoins en matière d'offre médicale en ce qui concerne les professions visées aux articles 2, § 1er, et 3. Pour déterminer ces besoins, il sera tenu compte de l'évolution des besoins relatifs aux soins médicaux, de la qualité des prestations de soins et de l'évolution démographique et sociologique des professions concernées. Un premier rapport sera déposé au plus tard le 15 mai 1996 à l'intention des Ministres de la Santé Publique et des Affaires sociales, concernant les besoins, comportant des propositions de chiffre global et de

Volksgezondheid behoort hiertoe te zijn erkend.

Art. 35quinquies. Niemand kan aan personen die hij tewerkstelt, zelfs als vrijwilliger, een van de in artikel 35ter bepaalde titels of bekwaamheden toekennen, indien die personen niet werden erkend overeenkomstig artikel 35sexies.

Art. 35sexies. De erkenning bepaald in artikel 35quater wordt toegekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure en voor zover is voldaan aan de erkenningscriteria die zijn vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden de Volksgezondheid behoort, op advies, wanneer zij bestaan, van de Raden waaraan deze bevoegdheid is toegewezen.

Art. 35septies. De criteria voor de erkenning of beroepsbekwaamheid alsook de erkenningsvoorwaarden voor een bijzondere beroepsbekwaming die van toepassing zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet blijven behouden in afwachting dat de nieuwe bepalingen worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 35ter en 35sexies.

Art. 35octies. Bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu wordt een Planningscommissie-Medisch aanbod opgericht.

§2. De opdracht van deze Commissie bestaat erin :

- de behoeften inzake medisch aanbod na te gaan met betrekking tot de beroepen vermeld in de artikelen 2, § 1, en 3. Bij het bepalen van deze behoeften dient rekening gehouden te worden met de evolutie van de behoeften inzake medische zorgen, de kwaliteit van de zorgenverstrekking, en de demografische en de sociologische evolutie van de betrokken beroepen. Een eerste rapport zal neergelegd worden bij de Ministers van Volksgezondheid en Sociale Zaken ten laatste op 15 mei 1996, inzake behoeften, bevattend voorstellen van een

répartition notamment par Communauté

- évaluer de manière continue l'incidence qu'a l'évaluation de ces besoins sur l'accès aux études pour les professions visées aux articles 2, § 1er, et 3

- adresser annuellement aux Ministres de la Santé publique et des Affaires sociales un rapport sur la relation entre les besoins, les études et le passage à l'accès aux stages requis afin d'obtenir les titres professionnels particuliers, visés par l'article 35ter et le titre professionnel visé à l'article 21bis, § 3.

§ 2bis. En vue d'assurer ses missions légales, la Commission de planification peut traiter des données à caractère personnel relatives aux professionnels des soins de santé.

Les résultats de ce traitement ne peuvent faire l'objet d'une communication, d'une diffusion ou d'une publication que si l'identification des personnes est impossible.

Peuvent être collectées :

a) dans la banque de données visée à l'article 35quaterdecies, les données qui y sont enregistrées

b) auprès de l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité, les données relatives aux activités professionnelles individuelles.

§ 3. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition et le fonctionnement de la Commission de planification. La Commission de planification peut se faire aider par des experts.

La Commission de planification est présidée par un représentant du Ministre de la Santé publique. Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire de la Santé publique, désigné par le Ministre.

globaal aantal en van een verdeling, onder andere per Gemeenschap;

- op een continue wijze de weerslag evalueren die de bepaling van deze behoeften heeft op de toegang tot de studies voor de beroepen bedoeld in de artikelen 2, § 1, en 3;

- jaarlijks een verslag opstellen ten behoeve van de Ministers van Volksgezondheid en Sociale Zaken betreffende de relatie tussen de behoeften, studies, en de doorstroming tot de stages, met het oog op het verkrijgen van de bijzondere beroepstitels bedoeld in artikel 35ter en de beroepstitel bedoeld in artikel 21bis, § 3.

§2bis. Met het oog op het vervullen van haar wettelijke opdrachten, kan de Planningscommissie persoonsgegevens in verband met beoefenaars van gezondheidszorgberoepen verwerken.

De resultaten van deze verwerking mogen enkel medegedeeld, verspreid of openbaar gemaakt worden, indien de personen niet identificeerbaar zijn.

Mogen ingezameld worden:

a) bij de databank bedoeld in artikel 35quaterdecies, de gegevens die daarin geregistreerd zijn;

b) bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, de gegevens over de individuele beroepsactiviteiten.

§3. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling en de werking van de Planningscommissie. De Planningscommissie kan zich laten bijstaan door experts.

De Planningscommissie wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister van Volksgezondheid. Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar van Volksgezondheid, aangewezen door de Minister.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et sur proposition du Ministre de la Santé publique, étendre les missions de la Commission de planification aux autres professions visées à l'article 35ter.

Art. 35novies. § 1er. Sur la proposition conjointe des ministres qui ont respectivement la Santé publique et les Affaires sociales dans leurs attributions, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

1° le Roi peut déterminer, après avis de la Commission de planification, le nombre global de candidats, réparti par Communauté, qui, après avoir obtenu le diplôme visé aux articles 2, § 1^{er}, alinéa 1er, et 3, ont annuellement accès à l'attribution des titres professionnels particuliers, faisant l'objet de l'agrément visé à l'article 35quater;

2° le Roi peut déterminer, après avis de la Commission de planification, le nombre global de candidats titulaires d'un diplôme délivré par une institution relevant de la Communauté française ou de la Communauté flamande, réparti par Communauté, qui, après avoir reçu l'agrément visé à l'article 21 bis, § 1er, alinéa 1er, obtiennent annuellement accès à l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé, pour les prestations visées à l'article 34, alinéa 1er, 1°, c), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

3° le Roi peut déterminer, après avis de la Commission de planification, le nombre global de candidats qui ont annuellement accès à l'obtention d'un agrément pour l'exercice d'une profession pour laquelle il existe un agrément ;

4° le Roi peut fixer les critères et les modalités pour la sélection des candidats visés au 1°, au 2° et au 3°.

§ 2. La mesure visée au § 1er, 1° :

§4. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en op voorstel van de Minister van Volksgezondheid, de opdrachten van de Planningscommissie uitbreiden tot andere beroepen vermeld in artikel 35ter.

Art. 35novies. Op gezamenlijk voorstel van de ministers die respectievelijk de Volksgezondheid en Sociale Zaken onder hun bevoegdheid hebben, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad:

1° kan de Koning, na advies van de Planningscommissie, het globaal aantal kandidaten bepalen, opgesplitst per Gemeenschap dat jaarlijks na het bekomen van het diploma bedoeld in de artikelen 2, § 1, eerste lid, en 3, toegang heeft tot het verkrijgen van de bijzondere beroepstitels die het voorwerp uitmaken van de erkenning bedoeld in artikel;

2° kan de Koning, na advies van de Planningscommissie, het globaal aantal kandidaten bepalen, die houders zijn van een diploma afgeleverd door een instelling die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of van de Vlaamse Gemeenschap valt, opgesplitst per Gemeenschap, dat jaarlijks, na het behalen van de erkenning bedoeld in artikel 21 bis, § 1, eerste lid, toegang krijgt tot de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, voor de in artikel 34, eerste lid, 1°, c), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994, bedoelde verstrekkingen;

3° kan de Koning, na advies van de planningscommissie, het globaal aantal kandidaten bepalen dat jaarlijks toegang heeft tot het verkrijgen van een erkenning voor de uitoefening van een beroep waarvoor een erkenning bestaat;

4° kan de Koning de criteria en modaliteiten vastleggen voor de selectie van de in 1°, in 2° en in 3° bedoelde kandidaten.

§2. De in § 1, 1°, bedoelde maatregel :

1. ne peut produire ses effets qu'après un délai égal à la durée des études nécessaires à l'obtention des diplômes visés aux articles 2, § 1er, et 3

2. est suspendue par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, s'il ressort notamment du rapport de la Commission de planification, visée à l'article 35octies, § 2, que les besoins fixés par Communauté ne sont pas dépassés entre autres à la suite des mesures prises par Communauté en ce qui concerne la maîtrise des besoins.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission de planification, sur proposition du Ministre de la Santé publique et du Ministre des Affaires sociales, déterminer par Communauté le nombre de candidats ayant accès aux différents titres professionnels ou groupes de titres professionnels particuliers.

§ 4. Le Roi peut, sur proposition du Ministre de la Santé publique et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre les dispositions prévues aux §§ 1er, 2 et 3, moyennant les adaptations nécessaires, aux autres professions visées à l'article 35ter.

§ 5. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition des ministres qui ont respectivement la Santé Publique et les Affaires Sociales dans leurs attributions, fixer la liste des titres professionnels particuliers qui peuvent être acquis par les titulaires des diplômes de base visés aux articles 2, § 1^{er}, 3 et 5, § 2 pour lesquels la limitation du nombre de candidats n'est pas d'application.

§ 6. Lorsqu'un candidat doit faire partie de deux groupes de professionnels des soins de santé dont le nombre est réglementairement limité conformément au § 1^{er}, il ne doit être repris que dans un seul groupe.

Art. 35decies. §1er. Le Roi fixe, par arrêté

1. kan ten vroegste uitwerking hebben na een termijn die gelijk is aan de duur van de studies die nodig zijn voor het behalen van de in de artikelen 2, § 1, en 3 bedoelde diploma's;

2. wordt door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit opgeschort, indien blijkt onder andere uit het rapport van de Planningscommissie bedoeld in artikel 35octies, § 2, dat de vastgestelde behoeften per Gemeenschap niet worden overschreden onder meer ten gevolge van de maatregelen genomen per Gemeenschap inzake aanbodsbeheersing.

§3. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en na advies van de Planningscommissie, op voorstel van de Minister van Volksgezondheid en van de Minister van Sociale Zaken, per Gemeenschap het aantal kandidaten bepalen dat toegang heeft tot de diverse beroepstitels of groep van bijzondere beroepstitels.

§4. De Koning kan op voorstel van de Minister van Volksgezondheid en bij een in Ministerraad overlegd besluit, mits de nodige aanpassingen, de bepalingen van §§ 1, 2 en 3 uitbreiden tot andere beroepen vermeld in artikel 35ter.

§5. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad en op voorstel van de ministers die respectievelijk Volksgezondheid en Sociale Zaken onder hun bevoegdheid hebben, de lijst vastleggen van de bijzondere beroepstitels die verkregen kunnen worden door de houders van de basisdiploma's bedoeld bij artikelen 2, § 1, 3 en 5, § 2 waarvoor de beperking van het aantal kandidaten niet van toepassing is.

§6. Wanneer een kandidaat deel moet uitmaken van twee groepen van beoefenaars van een gezondheidszorgberoep waarvan het aantal reglementair beperkt is overeenkomstig § 1, moet hij slechts in één enkele groep opgenomen worden.

Art. 35decies. §1. De Koning bepaalt, bij

délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition conjointe des Ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et après concertation au sein du Comité de concertation instauré par la présente loi, en application de l'article 77bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, des règles relatives à la fin de carrière pour les praticiens professionnels visés à l'article 2, §1.

§2. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition conjointe des Ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et après concertation avec les commissions de conventions concernées visées à l'article 26 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, des règles relatives à la fin de carrière pour les professionnels des soins de santé, à l'exception des praticiens visés au paragraphe 1er.

Art. 35 undecies. §1er. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et sur la proposition conjointe des Ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et après concertation au sein du Comité de concertation, le Roi :

1. détermine les règles et les modalités d'évaluation, entre autres via un système de "peer-review", de la pratique et de l'entretien de la compétence professionnelle des praticiens professionnels individuels visés à l'article 2, §1er ;

2. désigne les structures qui organisent ou conduisent l'évaluation de la pratique et de l'entretien de la compétence professionnelle et détermine les règles générales de leur fonctionnement.

§2. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et sur la proposition conjointe des Ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et après concertation avec les commissions de conventions concernées visées à l'article 26 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et

een in Ministerraad overlegd besluit, op gezamenlijk voorstel van de Ministers van Volksgezondheid en van Sociale Zaken en na overleg in het bij deze wet opgerichte Overlegcomité, bij toepassing van artikel 77bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, regels betreffende de eindeloopbaan voor de in artikel 2, §1, bedoelde beroepsbeoefenaars

§2. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op gezamenlijk voorstel van de Ministers van Volksgezondheid en van Sociale Zaken en na overleg met de desbetreffende overeenkomstencommissies bedoeld in artikel 26 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, de regels betreffende de eindeloopbaan voor de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, met uitzondering van de in paragraaf 1 bedoelde beoefenaars.

Art. 35undecies. §1. De Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Volksgezondheid en van Sociale Zaken en na overleg in het Overlegcomité:

1. bepaalt de regels en de modaliteiten inzake de evaluatie, onder andere via een systeem van "peerreview", van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaming van de individuele beoefenaars bedoeld in artikel 2, §1;

2. duidt de structuren aan die de evaluatie van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaming organiseren of begeleiden en bepaalt de algemene regels van de werking ervan.

§2. De Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Volksgezondheid en van Sociale Zaken en na overleg met de desbetreffende overeenkomstencommissies bedoeld in artikel 26 van de wet betreffende de

indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, le Roi :

1. détermine les règles et les modalités d'évaluation, entre autres via un système de "peer-review", de la pratique et de l'entretien de la compétence professionnelle des professionnels des soins de santé individuels, à l'exception des praticiens visés au paragraphe 1er ;

2. désigne les structures qui organisent ou conduisent l'évaluation de la pratique et de l'entretien de la compétence professionnelle et détermine les règles générales de leur fonctionnement pour les professionnels des soins de santé, à l'exception des praticiens visés au paragraphe 1er.

Art. 35duodecies. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après concertation au sein des comités de concertation créés en application de l'article 8 de la loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, les règles concernant la structure et l'organisation de la pratique des praticiens professionnels visés à l'article 2, §1er.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition conjointe des Ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et après concertation avec les commissions de conventions concernées visées à l'article 26 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, les règles concernant la structure et l'organisation de la pratique des praticiens professionnels visés aux articles 2, §2, 3, 4, 5, §2, 21bis, 21quater et 22.

Ces règles ne concernent pas l'établissement du diagnostic, ni le choix, la mise en route et l'exécution du traitement.

Par structure et organisation de la pratique professionnelle, on entend notamment :

verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994:

1. bepaalt de regels en de modaliteiten inzake de evaluatie, onder andere via een systeem van "peerreview", van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaming van de individuele beoefenaars van de gezondheidsberoepen, met uitzondering van de beoefenaars bedoeld in paragraaf 1;

2. duidt de structuren aan die de evaluatie van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaming organiseren of begeleiden en bepaalt de algemene regels van de werking ervan voor de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, met uitzondering van de in paragraaf 1 bedoelde beoefenaars.

Art. 35duodecies. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na overleg in de met toepassing van artikel 8 van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg opgerichte overlegcomités, de regels met betrekking tot de structuur en de organisatie van de praktijk van de in artikel 2, §1, bedoelde beroepsbeoefenaars.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op gezamenlijk voorstel van de Ministers van Volksgezondheid en van Sociale Zaken en na overleg met de in artikel 26 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 bedoelde desbetreffende overeenkomstencommissies, de regels met betrekking tot de structuur en de organisatie van de praktijk van de in artikelen 2, §2, 3, 4, 5, §2, 21bis, 21quater en 22 bedoelde beroepsbeoefenaars.

Deze regels hebben geen betrekking op het stellen van de diagnose, de keuze, het instellen van de behandeling en de uitvoering ervan.

Onder structuur en organisatie van de praktijk wordt inzonderheid verstaan : de

l'organisation de la pratique médicale ou paramédicale des praticiens des professions visées aux articles 2, §2, 3, 4, 5, § 2, 21bis, 21quater et 22 et plus précisément formule des recommandations de bonne pratique. De sa propre initiative ou sur la demande du ministre compétent, ou des commissions de conventions concernées, visées à l'article 26 de la loi relative à l'assurance soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, la section concernée formule des propositions ou des avis relatifs entre autres à la qualité de la dispensation des soins, à l'organisation de la dispensation des soins et à la répartition des tâches entre praticiens ;

4. en fixe le fonctionnement. Avant que des décisions définitives ne soient prises à cet égard par les organes appropriés, ainsi qu'en ce qui concerne les matières visées au 3°, une concertation préalable doit être organisée au sein du comité de concertation approprié, qui a été instauré par cette loi.

Sur proposition du ministre compétent, différentes sections peuvent se réunir entre elles.

Art. 35quaterdecies. § 1er. Pour chaque praticien d'une profession des soins de santé, visée dans le présent arrêté, des données relatives à leur signalétique, à leur agrégation, à certaines caractéristiques de leur activité professionnelle sont enregistrées et tenues à jour dans une banque de données fédérale des professionnels des soins de santé.

« La Direction générale des Professions de la santé, de la Vigilance sanitaire et du Bien-être au travail » du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement est responsable du traitement au sens de l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. L'enregistrement visé au § 1^{er} a pour

évaluation et organisation van de medische of paramedische praktijk van de in artikelen 2, §2, 3, 4, 5, §2, 21bis, 21quater en 22 bedoelde beroepsbeoefenaars; en stelt meer bepaald aanbevelingen voor goede praktijkvoering op. Op eigen initiatief of op vraag van de bevoegde minister, of van de in artikel 26 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, bedoelde desbetreffende overeenkomstencommissie, formuleert de betreffende afdeling voorstellen of adviezen onder meer inzake kwaliteit van de zorgverlening, de organisatie van de zorgverlening, en taakafspraken tussen de beoefenaars onderling;

4. bepaalt de werking ervan. Vooraleer er door de geëigende organen definitieve beslissingen genomen worden desbetroefende, alsmede met betrekking tot de in het 3^e beoogde materies dient voorafgaandelijk overleg georganiseerd in het geëigend overlegcomité, opgericht bij deze wet.

Op voorstel van de bevoegde minister kunnen verschillende afdelingen samen vergaderen.

Art. 35quaterdecies. §1. Voor elke beroepsbeoefenaar van een gezondheidszorgberoep bedoeld in dit besluit worden identificatiegegevens en gegevens in verband met hun erkenning en bepaalde aspecten van hun beroepsactiviteit in een federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen geregistreerd en bijgehouden.

« Het Directoraat-Generaal gezondheidsberoepen, Medische bewaking en Welzijn op het werk » van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu is de verantwoordelijke voor de verwerking, in de zin van artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§2. De registratie bedoeld in § 1 heeft als

but :

1° de rassembler les données nécessaires à l'exécution des missions de la Commission de planification, visée à l'article 35octies , § 2, relatives à la force de travail, à son évolution et à sa répartition géographique, aux caractéristiques démographiques et sociologiques des professionnels

2° de permettre l'exécution des missions réglementaires des administrations et l'échange des données, autorisées en fonction de leurs missions réglementaires respectives, entre les établissements publics de sécurité sociale, les administrations publiques et les organismes d'intérêt public désignés, et également dans un but de simplification administrative

3° de créer la possibilité d'améliorer la communication avec et entre les professionnels des soins de santé.

§ 3. Les données récoltées sont les suivantes :

1° Les données d'identification

Par données d'identification on entend toutes les données qui permettent l'identification du praticien, y compris le numéro du registre national, ainsi que les données relatives aux titres professionnels et qualifications professionnelles particulières visés à l'article 35ter ou aux titres académiques dont il est titulaire, le domicile, et l'adresse professionnelle.

2° Les données relatives à l'agrément

Par données relatives à l'agrément, on entend les données administratives nécessaires à l'exécution des modalités d'agrément visées à l'article 35sexies

3° Les données de sécurité sociale

doel :

1° de gegevens te verzamelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de Planningscommissie, bedoeld in artikel 35octies, § 2 die betrekking hebben op de werkkraft, op de evolutie en geografische spreiding ervan en op de demografische en sociologische kenmerken van de beroepsbeoefenaars;

2° de uitvoering van de reglementaire opdrachten van de administraties evenals de uitwisseling van de gegevens, die hun naargelang hun respectieve reglementaire opdrachten zijn toevertrouwd, tussen de overheidsinstellingen voor sociale zekerheid, de openbare administraties en de instellingen van openbaar nut, mogelijk te maken, mede met het oog op administratieve vereenvoudiging;

3° de mogelijkheid te creëren om de communicatie met en tussen de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen te verbeteren.

§3. De volgende gegevens worden verzameld :

1° De identificatiegegevens

Onder identificatiegegevens wordt verstaan alle gegevens waardoor de beoefenaar geïdentificeerd kan worden, met inbegrip van het rijksregisternummer, alsmede de gegevens m.b.t. de beroepstitels en de bijzondere beroepsbekwaamheden bedoeld in artikel 35ter of academische titels waarvan hij titularis is, de woonplaats en het beroepsadres.

2° De gegevens in verband met de erkenning

Onder gegevens in verband met de erkenning wordt verstaan de nodige administratieve gegevens voor de uitvoering van de in artikel 35sexies bedoelde erkenningsmodaliteiten;

3° De gegevens van de sociale zekerheid;

Par données transmises par les établissements publics de sécurité sociale, on entend le fait qu'un praticien d'une des professions visées au paragraphe 1^{er} l'exerce comme travailleur salarié ou indépendant à titre principal ou accessoire ou qu'il est admis à la pension de retraite.

4° Les données volontairement mises à disposition par un praticien et le concernant

Par données volontairement mises à disposition, on entend les données qu'un praticien met à la disposition d'autres praticiens, telles que notamment des adresses électroniques, une clef publique de cryptage, des titres académiques, des domaines particuliers de recherche ou d'activité. La liste des domaines particuliers de recherche ou d'activité pouvant être mentionnés peut être fixée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur avis du Conseil compétent visé à l'article 35sexies

Par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut étendre ou compléter, sur proposition de la Commission de planification visée à l'article 35octies, § 1^{er} la liste des données.

§ 4. Les services, organismes et personnes suivants procurent à la banque de données fédérale des professionnels des soins de santé les données suivantes :

1° l'Institut national d'Assurance Maladie Invalidité : les données disponibles d'identification visées au § 3, 1° de tout praticien d'une des professions visées au paragraphe 1^{er} qui s'inscrit à l'Institut national, y compris le numéro INAMI qui lui est attribué, l'adresse professionnelle ainsi que la liste des médecins conseils.

2° Le registre national des personnes physiques, par l'intermédiaire de la banque Carrefour de sécurité sociale : la mise à jour des données suivantes : le numéro

Onder gegevens doorgegeven door de overheidsinstellingen voor sociale zekerheid wordt verstaan het feit dat een beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in paragraaf 1 het beroep uitoefent als loontrekkende of als zelfstandige in hoofd- of bijberoep of dat hij pensioengerechtigd is.

4° De gegevens die vrijwillig door een beoefenaar ter beschikking worden gesteld en die op hem betrekking hebben;

Onder gegevens die vrijwillig ter beschikking worden gesteld, wordt verstaan de gegevens die door een beoefenaar ter beschikking worden gesteld van andere beoefenaars, zoals o.m. elektronische adressen, een publieke vercijferingssleutel, academische titels, bijzondere activiteiten- of onderzoeksgebieden. De lijst van bijzondere activiteiten- of onderzoeksgebieden kan, op advies van de bevoegde Raad bedoeld in artikel 35sexies, door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort worden vastgelegd;

Bij een in Ministerraad overlegd besluit, kan de Koning, op voorstel van de Planningscommissie bedoeld in artikel 35octies, § 1^{er}, de lijst van de gegevens uitbreiden of aanvullen.

§4. De volgende diensten, instellingen en personen verschaffen aan de federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen de hierna bepaalde gegevens:

1° het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering: de beschikbare identificatiegegevens bedoeld in § 3, 1° van elke beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in paragraaf 1 die zich bij het Rijksinstituut inschrijft, met inbegrip van het RIZIV-nummer dat hem is toegekend, het beroepsadres alsmede de lijst van de geneesheer-adviseurs.

2° het Rijksregister van de natuurlijke personen, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: de volgende bijgewerkte gegevens: het identificatienummer van het

d'identification du Registre national ou le numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national, le nom, les prénoms, l'adresse, la date de naissance, la nationalité, le sexe, le cas échéant, la date de décès ;

3° l'Office national de Sécurité Sociale, par l'intermédiaire de la banque Carrefour de la sécurité sociale : le fait qu'un praticien parmi les professions visées au § 1^{er} est travailleur salarié, le numéro d'immatriculation de son employeur, l'extrait du répertoire des employeurs correspondant et le régime de travail

4° l'Institut national d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants, par l'intermédiaire de la Banque Carrefour de la sécurité sociale : le fait qu'un des praticiens visés au § 1^{er} est indépendant à titre principal ou complémentaire ;

5° l'Office national des Pensions, par l'intermédiaire de la banque Carrefour de sécurité sociale : le fait qu'un praticien d'une des professions visées au paragraphe 1^{er} est admis à la pension de retraite ;

6° le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement : les données d'identification récoltées lors de la procédure d'octroi du visa et lors de la procédure d'agrément visée à l'article 35sexies et les données relatives à l'agrément des praticiens des professions de la santé visée au paragraphe 1^{er} ;

7° l'Ordre, en ce qui concerne les adresses professionnelles ;

8° le praticien d'une des professions visées à l'article 1^{er}, lui-même, les données qu'il estime devoir rectifier ou compléter et les données qu'il met volontairement à disposition, visées au paragraphe 3, 4° ;

9° les établissements de soins agréés, les

Rijksregister of het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet zijn inschreven in het Rijksregister, de naam, de voornamen, het adres, de geboortedatum, de nationaliteit, het geslacht en desgevallend de datum van overlijden;

3°de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid : het feit dat een beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in paragraaf 1 een loontrekkende is, het inschrijvingsnummer van de werkgever, het desbetreffende uittreksel uit het repertorium van werkgevers en het arbeidsregime;

4° het Rijksinstituut voor Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid : het feit dat een van de in § 1 bedoelde beoefenaars een zelfstandige in hoofd- of bijberoep is;

5° de Rijksdienst voor Pensioenen via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid : het feit dat een beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in paragraaf 1 pensioengerechtigd is;

6° de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, de identificatiegegevens verzameld tijdens de procedure van het toekennen van het visum en tijdens de procedure van erkenning bedoeld in artikel 35sexies en de gegevens betreffende de erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen bedoeld in paragraaf 1;

7° de Orde, voor wat de beroepsadressen betreft;

8° de beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in artikel 1 zelf, de gegevens die volgens hem verbeterd of vervolledigd dienen te worden en de gegevens die hij vrijwillig ter beschikking stelt, bedoeld in paragraaf 3, 4°;

9° Elk jaar de erkende

maisons de repos et les organismes publics ou privés dispensant des soins ou exerçant des activités préventives, annuellement, les nom et prénoms, la profession des professionnels de soins de santé qui y travaillent comme indépendant ;

10° l'Office national de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales, par l'intermédiaire de la banque carrefour : le fait qu'un travailleur repris au § 1^{er} exerce son activité comme travailleur salarié ;

11° l'Office de Sécurité sociale d'Outre-Mer, par l'intermédiaire de la banque carrefour : le fait qu'un travailleur repris au § 1^{er} exerce son activité à l'étranger, hors de l'Union européenne.

§ 5. Le droit d'accès aux données enregistrées dans la banque de données fédérale des professionnels des soins de santé est limité comme suit :

1° tout professionnel des soins de santé, enregistré dans la banque de données, a accès aux données qui le concernent conformément à l'article 12 de la loi susvisée du 8 décembre 1992, il a en outre le droit d'obtenir sans frais la rectification de ces données ;

2° pour autant qu'ils n'aient pas un autre accès direct à ces données et pour autant qu'ils soient habilités, par une loi ou en vertu de celle-ci, à connaître les informations concernées, les établissements publics de sécurité sociale et les autorités publiques ont accès à toutes les données d'identification ;

3° les Ordres compétents, les mutualités visées dans la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités et les compagnies d'assurances ont accès aux données d'identification, sans toutefois avoir accès au numéro d'identification du registre national des personnes physiques.

verzorgingsinstellingen, de rusthuizen en de openbare of privé-instellingen die zorgen verstrekken of preventieve activiteiten uitoefenen, de naam en de voornamen mee evenals het beroep van de gezondheidszorgbeoefenaars die er werken als zelfstandige;

10° de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten, via de kruispuntbank : het feit dat een werknemer bedoeld in § 1 zijn activiteit uitoefent als loontrekkende;

11° de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid, via de kruispuntbank : het feit dat een werknemer bedoeld in § 1 zijn activiteit uitoefent in het buitenland, buiten de Europese Unie.

§5. Het recht op toegang tot de gegevens die geregistreerd zijn in de federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen is beperkt overeenkomstig de volgende bepalingen:

1° elke beoefenaar van een gezondheidszorgberoep, die in de gegevensbank geregistreerd is, heeft toegang tot de gegevens die op hem betrekking hebben; overeenkomstig artikel 12 van de voornoemde wet van 8 december 1992 is hij bovendien gerechtigd om die gegevens kosteloos te doen verbeteren;

2° voor zover zij geen andere rechtstreekse toegang hebben tot deze gegevens en voorzover zij door of krachtens een wet bevoegd zijn om de desbetreffende informatie te kennen hebben de overheidsinstellingen voor sociale zekerheid en de openbare overheden toegang tot alle identificatiegegevens;

3° de bevoegde Ordes, de ziekenfondsen bedoeld in de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en de verzekeringsmaatschappijen hebben toegang tot de identificatiegegevens zonder echter toegang te hebben tot het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Les mutualités et les compagnies d'assurances ont en outre accès aux données relatives à l'agrément des pratiques.

4° le public a accès aux nom et prénoms, au(x) titre(s) professionnel(s) et qualifications professionnelles particulières et, sauf opposition du praticien, à son adresse professionnelle principale; un praticien qui n'exerce plus de manière substantielle la profession pour laquelle il a été enregistré peut demander que son enregistrement ne soit plus accessible au public.

5° les professionnels de soins de santé visés au § 1^{er} ont accès aux nom et prénoms, au(x) titre(s) professionnel(s) et qualifications professionnelles particulières et à l'adresse professionnelle principale ainsi qu'aux données volontairement mises à disposition visées au § 3, 4° ;

6° « la Direction générale des Professions de la santé, de la Vigilance sanitaire et du Bien-être au travail » du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et l'Institut national d'Assurance Maladie et Invalidité ont accès aux données relatives à l'agrément.

§ 6. Les données enregistrées dans la banque de données fédérale des professionnels des soins de santé sont la propriété de l'Etat belge. La commercialisation du contenu des données, par la vente, la location, la distribution ou toute autre forme de mise à disposition à des tiers est interdite. Plus généralement, toute utilisation autre que purement interne comme support de l'activité de l'utilisateur légitime est expressément interdite.

Bovendien hebben de ziekenfondsen en de verzekeringsmaatschappijen toegang tot gegevens betreffende de erkenning van de praktijken.

4° het publiek heeft toegang tot de naam en de voornamen, tot de beroepstitel(s) en de bijzondere beroepsbekwaamheden en, behoudens verzet van de beoefenaar, tot zijn belangrijkste beroepsadres; een beoefenaar die het beroep waarvoor hij geregistreerd is niet meer substantieel uitoefent, kan vragen om het publiek geen toegang meer te verlenen tot zijn registratie.

5° de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen bedoeld in § 1 hebben toegang tot de naam en de voornamen, tot de beroepstitel(s) en de bijzondere beroepskwaamheden en tot het beroepsadres evenals tot de vrijwillig ter beschikking gestelde gegevens bedoeld in § 3, 4°;

6° «het Directoraat-Generaal gezondheidsberoepen, Medische Bewaking en Welzijn op het Werk» van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering hebben toegang tot de gegevens met betrekking tot de erkenning.

§6. De in de federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen geregistreeerde gegevens zijn eigendom van de Belgische Staat. De commercialisering van de inhoud van de gegevens, door verkoop, verhuur, verspreiding of elke andere vorm van terbeschikkingstelling aan derden is verboden. Meer algemeen is, ter ondersteuning van de activiteit van de wettige gebruiker.

CHAPITRE III

Les commissions médicales

Art. 36. § 1er. Il est institué dans chaque

HOOFDSTUK III

De geneeskundige commissies

Art. 36. §1. In elke provincie wordt een

province une commission médicale.

geneeskundige commissie opgericht.

Toutefois, dans la province de Brabant, il est institué deux commissions médicales.

In de provincie Brabant worden nochtans twee geneeskundige commissies opgericht.

§ 2. Chaque commission médicale est composée de :

§2. Elke geneeskundige commissie is samengesteld uit:

1. un président, docteur en médecine, chirurgie et accouchements

1. een voorzitter, doctor in de genees-, heel- en verloskunde;

2. un vice-président, docteur en médecine, chirurgie et accouchements

2. een ondervoorzitter, doctor in de genees-, heel- en verloskunde;

3. deux médecins

3. twee geneesheren;

4. deux praticiens de l'art dentaire

4. twee beoefenaars van de tandheelkunde;

5. deux pharmaciens

5. twee apothekers;

6. deux médecins vétérinaires

6. twee veeartsen;

7. deux titulaires du diplôme d'accoucheuse

7. twee houdsters van het diploma van vroedvrouw;

7.bis deux kinésithérapeutes

7bis. twee kinesitherapeuten;

7.ter deux praticiens de l'art infirmier

7ter. twee beoefenaars van de verpleegkunde;

8. un membre par profession paramédicale se rapportant à des actes ou prestations visés à l'article 22

8. een lid per paramedisch beroep dat betrekking heeft op handelingen of prestaties bedoeld bij artikel 22;

9. un fonctionnaire de chaque service extérieur d'inspection du Ministère de la Santé publique compétent en matière sanitaire ou de médecine sociale ; l'inspecteur d'hygiène est le secrétaire de la commission.

9. een ambtenaar van elke buitendienst van de inspectie van het Ministerie van Volksgezondheid, bevoegd inzake de gezondheid of de sociale geneeskunde; de gezondheidsinspecteur is de secretaris van de commissie.

§ 3. Les membres sub 3° à 8° du § 2 du présent article sont pourvus d'un suppléant.

§3. Aan de leden sub 3° tot 8° van § 2 van dit artikel wordt een plaatsvervanger toegevoegd.

§ 4. Le président et le vice-président sont nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentée par le conseil national de l'Ordre des médecins. Les autres membres effectifs et suppléants visés sub 3° à 8° son nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentée par les organisations représentatives de chacune

§4. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Koning benoemd, op een dubbele lijst van kandidaten die door de nationale raad van de Orde der geneesheren worden voorgedragen. De andere sub 3° tot 8° bedoelde gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd, op een dubbele lijst van kandidaten die

des professions intéressées. Les membres visés sub 9° du même paragraphe sont désignés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 5. La commission peut faire appel à la collaboration de personnes choisies en raison de leur compétence dans les matières relevant de sa mission générale.

Art. 37. § 1er. La commission médicale a, dans sa circonscription, pour mission :

1. générale :

a. de proposer à l'autorité toutes mesures destinées à contribuer à la santé publique

b. d'assurer la collaboration efficace des praticiens de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de l'art infirmier ainsi que des praticiens des professions paramédicales à l'exécution des mesures édictées par l'autorité en vue de prévenir ou de combattre les maladies quaranténaires ou transmissibles

2. spéciale:

a. de vérifier et de viser les titres des praticiens de l'art médical et de l'art pharmaceutique, des médecins vétérinaires, des praticiens de l'art infirmier et des praticiens des professions paramédicales

b. de retirer le visa ou de subordonner son maintien à l'acceptation par l'intéressé des limitations qu'elle lui impose, lorsqu'il est établi à l'avis d'experts médecins désignés par le conseil national de l'Ordre des médecins ou par le Conseil national de l'ordre dont il relève, qu'un praticien visé aux articles 2, 3, 4 ou 21bis, qu'un médecin vétérinaire, qu'un praticien de l'art infirmier ou qu'un praticien d'une profession paramédicale ne réunit plus les aptitudes physiques ou psychiques pour poursuivre

voorgedragen worden door de representatieve organisaties van elk der betrokken beroepen. De sub 9° van dezelfde paragraaf vermelde leden worden aangeduid door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§5. De commissie kan een beroep doen op de medewerking van personen gekozen wegens hun bekwaamheid op het gebied van haar algemene opdracht.

Art. 37. §1. De geneeskundige commissie heeft tot taak, in haar ambtsgebied:

1. in het algemeen :

a. aan de overheid alle maatregelen voor te stellen die tot doel hebben bij te dragen tot de volksgezondheid;

b. te zorgen voor de doeltreffende medewerking van de beoefenaars van de geneeskunde, van de artsenijsbereidkunde, van de verpleegkunde alsook van de beoefenaars van de paramedische beroepen aan de uitvoering van de maatregelen die door de overheid worden getroffen om de quarantaineziekten of besmettelijke aandoeningen te bestrijden.

2. in het bijzonder :

a. de echtheid na te gaan van en het visum te hechten aan de titels van de beoefenaars van de geneeskunde en van de artsenijsbereidkunde, van de veeartsen, van de beoefenaars van de verpleegkunde en van de beoefenaars van de paramedische beroepen;

b. het visum in te trekken of zijn behoud afhankelijk te maken van de aanvaarding, door de betrokkene, van de opgelegde beperkingen, wanneer, op advies van geneesheren deskundigen aangeduid door de Nationale Raad van de Orde der Geneesheren of door de Nationale Raad van de Orde waaronder hij ressorteert, vastgesteld wordt dat een beoefenaar bedoeld bij de artikelen 2, 3, 4 of 21bis, een veearts, een beoefenaar van de verpleegkunde of een beoefenaar van een

sans risque l'exercice de sa profession.

paramedisch beroep niet meer voldoet aan de vereiste fysische of psychische geschiktheden om, zonder risico's, de uitoefening van zijn beroep voort te zetten.

Le praticien n'est pas libre de se soustraire délibérément à l'examen des experts.

De beroepsbeoefenaar heeft niet de vrijheid om zich aan het onderzoek door de deskundigen te onttrekken.

Dans ce dernier cas, la commission médicale peut, par décision unanime, retirer le visa ou subordonner son maintien à l'acceptation par l'intéressé des limitations qu'elle lui impose pendant la période nécessaire à l'obtention de l'avis des experts. Cette période ne peut être jamais supérieure à trois mois, renouvelable.

In dat laatste geval kan de geneeskundige commissie, bij eenparige beslissing, het visum intrekken of het behoud ervan afhankelijk maken van het feit dat de betrokkene de beperkingen aanvaardt die hem/haar worden opgelegd gedurende de periode die nodig is om het advies van de deskundige in te winnen. Die periode mag nooit meer dan drie maanden, herhaalbaar, bedragen.

Lorsque son inaptitude physique ou psychique est telle qu'elle fait craindre des conséquences graves pour les patients, la commission médicale peut, par décision unanime, retirer le visa ou subordonner son maintien à l'acceptation par l'intéressé des limitations qu'elle lui impose, pendant une période nécessaire à obtenir l'avis des experts. Cette période ne peut être jamais supérieure à deux mois, renouvelable.

Wanneer zijn fysieke of psychische ongeschiktheid dusdanig is dat ernstige gevolgen voor de patiënten kunnen worden gevreesd, kan de geneeskundige commissie, bij eenparige beslissing, het visum intrekken of het behoud ervan afhankelijk maken van het feit dat de betrokkene de beperkingen aanvaardt die hem/haar worden opgelegd gedurende de periode die nodig is om het advies van de deskundige in te winnen. Die periode mag nooit meer dan twee maanden, herhaalbaar, bedragen.

Le retrait provisoire ou le maintien conditionnel du visa prend fin dès que la commission médicale a statué définitivement.

De voorlopige intrekking of het voorwaardelijke behoud van het visum neemt een einde zodra de geneeskundige commissie een definitieve uitspraak heeft gedaan.

c. sans préjudice de la compétence des personnes chargées par ou en vertu de la loi de missions de contrôle ou de surveillance :

c. onverminderd de bevoegdheid van de personen, belast door of krachtens de wet, met controle- of toezichtsopdrachten :

1. de veiller à ce que l'art médical et l'art pharmaceutique, l'art vétérinaire, l'art infirmier et les professions paramédicales soient exercés conformément aux lois et règlements ;

1. erover te waken dat de geneeskunde en de artsenijbereidkunde, de veeartsenijkunde, de verpleegkunde en de paramedische beroepen, in overeenstemming met de wetten en reglementen worden uitgeoefend;

2. de rechercher et de signaler au parquet les cas d'exercice illégal de l'art médical, de

2. het opsporen en mededelen aan het parket van de gevallen van onwettige

l'art pharmaceutique, de l'art vétérinaire, de l'art infirmier ou d'une profession paramédicale ;

d. de remplir les missions prévues à l'article 9

e. d'informer les personnes de droit public ou de droit privé intéressées des décisions prises soit par elle-même, soit par la commission médicale de recours prévue à l'article 37, soit par l'Ordre intéressé, soit par les tribunaux, en matière d'exercice de son activité, par un praticien de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de l'art vétérinaire, de l'art infirmier ou par un membre d'une profession paramédicale.

f. La désignation des personnes visées à l'alinéa précédent ainsi que les modalités selon lesquelles elles sont informées, sont arrêtées par le Roi sur proposition, selon le cas, du conseil national de l'Ordre intéressé, du Conseil national de l'art infirmier ou du Conseil national des professions paramédicales, faite dans les délais fixés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions

g. de faire connaître aux organes des Ordres intéressés les fautes professionnelles reprochées aux praticiens qui en relèvent

h. de surveiller les ventes publiques comprenant des médicaments.

§ 2. Pour l'accomplissement de sa mission générale, la commission médicale se compose des membres visés sub 1° à 7°ter et sub 9° du § 1er de l'article 36. Elle comprend en outre au maximum dix membres que le Roi désigne parmi ceux qui sont visés sub 8° de la même disposition.

Pour l'accomplissement de sa mission spéciale, la commission se compose uniquement du président, du vice-président, du secrétaire et du ou des membres

uitoefening van de geneeskunde, van de artsenijbereidkunde, van de veeartsenijkunde, de verpleegkunde of van een paramedisch beroep;

d. de opdrachten voorzien bij artikel 9 te vervullen;

e. de belanghebbende personen van publiek- of privaatrecht in te lichten omtrent de genomen beslissingen, hetzij door haar zelf, hetzij door de bij artikel 37 bepaalde geneeskundige commissie van beroep, hetzij door de betrokken Orden, hetzij door de rechtbanken, inzake de uitoefening van zijn activiteit door een beoefenaar van de geneeskunde, van de artsenijbereidkunde, van de veeartsenijkunde, de verpleegkunde of een lid van een paramedisch beroep

f. De aanduiding van de personen bedoeld bij vorig lid, alsmede de modaliteiten volgens dewelke zij worden ingelicht, worden bepaald door de Koning, op voorstel naargelang het geval, van de betrokken Orde of van de Nationale Raad voor de verpleegkunde of de Nationale Raad voor paramedische beroepen, gedaan binnen de door de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft, vastgestelde termijn;

g. de organen van de bevoegde Orden in kennis te stellen van de beroepsfouten welke aan de beoefenaars die daaronder ressorteren worden ten laste gelegd;

h. toezicht te houden over de openbare verkopeningen waarin geneesmiddelen zijn begrepen.

§2. Voor het vervullen van haar algemene taak, is de medische commissie samengesteld uit de leden, vermeld sub 1° tot 7°ter en sub 9° van § 1 van artikel 36. Zij omvat daarenboven een maximum van tien leden die de Koning aanduidt onder deze vermeld sub 8° van dezelfde bepaling.

Voor het vervullen van haar speciale opdracht is de commissie uitsluitend samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en het lid of de

représentant la profession de la ou des personnes intéressées.

§ 3. La compétence territoriale, l'organisation et le fonctionnement des commissions médicales sont réglés par le Roi.

§ 4. La procédure devant la commission dans les cas prévus au § 1er, 2°, b, du présent article est réglée par le Roi.

Un appel suspensif de la décision prise par la commission en application du § 1er, 2°, b, du présent article est ouvert à l'intéressé auprès d'une commission médicale de recours dont le Roi arrête la composition, l'organisation et le fonctionnement.

Le Roi règle la procédure devant la commission médicale de recours.

Tant en première instance qu'en appel, l'intéressé peut être assisté de personnes de son choix.

Les décisions prises en premier ressort et en appel sont immédiatement notifiées par la commission médicale au conseil de l'Ordre intéressé.

CHAPITRE IIIbis Cellule de vigilance sanitaire

Art. 37bis. § 1^{er}. Le Roi crée, au sein des services du gouvernement, une cellule de vigilance sanitaire.

§ 2. La cellule a pour missions :

1° de proposer à l'autorité toutes mesures visant à la préservation de la santé publique

2° d'assurer la collaboration efficace des praticiens de l'art médical, de l'art pharmaceutique et de l'art infirmier ainsi que des praticiens des professions paramédicales à l'exécution des mesures édictées par l'autorité en vue de gérer les crises sanitaires et la coordination des mesures

leden die het beroep van de betrokken persoon of personen vertegenwoordigen.

§3. De territoriale bevoegdheid, de organisatie en de werking van de geneeskundige commissie worden door de Koning geregeld.

§4. De procedure vóór de commissie in de bij § 1, 2°, b van dit artikel bepaalde gevallen, wordt door de Koning geregeld.

De betrokkene kan tegen de beslissing van de commissie, genomen in uitvoering van § 1, 2°, b, van dit artikel beroep instellen dat schorsend is, bij een geneeskundige commissie van beroep, waarvan de Koning de samenstelling, de organisatie en de werking bepaalt.

De Koning regelt de procedure die voor de geneeskundige commissie van beroep moet toegepast worden.

De betrokkene kan, zowel in eerste aanleg als in beroep bijgestaan worden door personen van zijn keuze.

De beslissingen genomen in eerste aanleg of in beroep, worden door de geneeskundige commissie onmiddellijk aan de Raad van de betrokken Orde medegedeeld.

HOOFDSTUK IIIbis Cel medische bewaking

Art. 37bis. §1. De koning richt, binnen de diensten van de regering, een cel medische bewaking op.

§2. De cel heeft als taak :

1° alle maatregelen ter vrijwaring van de volksgezondheid voor te stellen aan de overheid;

2° ervoor te zorgen dat de beoefenaars van de geneeskunde, de artsenijsbereidkunde en de verpleegkunde evenals de beoefenaars van de paramedische beroepen doeltreffend samenwerken ter uitvoering van de maatregelen die door de overheid worden uitgevaardigd om crisissen inzake

prises au niveau des commissions médicales provinciales.

volksgezondheid te kunnen beheren en ervoor te zorgen dat de maatregelen genomen op het vlak van de provinciale geneeskundige commissie gecoördineerd worden.

CHAPITRE IV

Dispositions pénales et disciplinaires

Art 38. § 1er. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, ainsi que s'il échet, de l'application de sanctions disciplinaires :

1. est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui, en infraction aux articles 2, 3, 4, 21bis ou 51 accomplit habituellement un ou des actes relevant de l'art médical ou de l'art pharmaceutique, soit sans être porteur du diplôme requis ou sans en être légalement dispensé, soit sans être muni du visa de la commission médicale, soit quand il y a lieu, sans être inscrit au tableau de l'Ordre.

Les praticiens de l'art infirmier et les praticiens des professions paramédicales ne tombent pas sous l'application de cette disposition pour les actes qu'ils exécutent en vertu des articles 5 ou 6.

Est puni des mêmes peines, le praticien de l'art médical ou de l'art pharmaceutique qui, en infraction à l'article 19, prête d'une manière quelconque sa collaboration à un tiers ou lui sert de prête-nom, à l'effet de le soustraire aux peines réprimant l'exercice illégal de l'art médical ou de l'art pharmaceutique.

Sont punis des mêmes peines les praticiens visés aux articles 2, 3, 4, 21bis ou 51 qui contreviennent à la disposition de l'article 4bis.

2. Sont punis d'un emprisonnement de

HOOFDSTUK IV

Strafbepalingen en tuchtmaatregelen

Art. 38. §1. Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld bij het Strafwetboek, alsook, desgevallend, de toepassing van tuchtmaatregelen :

1. wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van vijfhonderd frank tot vijfduizend frank of met een van die straffen alleen, hij die met overtreding van de artikelen 2, 3, 4, 21bis of 51, gewoonlijk een handeling of handelingen stelt die behoren tot de geneeskunde of de artsnijbereidkunde hetzij zonder houder te zijn van het vereiste diploma of zonder er wettelijk van vrijgesteld te zijn, hetzij zonder te beschikken over het visum van de geneeskundige commissie, hetzij zonder op de lijst van de Orde ingeschreven te zijn wanneer zulks vereist is.

De beoefenaars van de verpleegkunde en de beoefenaars van de paramedische beroepen vallen niet onder de toepassing van deze bepaling voor de handelingen die zij verrichten ingevolge de artikelen 5 of 6.

Met dezelfde straffen wordt gestraft de beoefenaar van de geneeskunde of de artsnijbereidkunde die, met overtreding van artikel 19, op om het even welke wijze, zijn medewerking verleent aan een derde of hem zijn naam leent, met het doel hem te onttrekken aan de straffen waarmee de onwettige uitoefening van de geneeskunde of de artsnijbereidkunde gestraft wordt.

Met dezelfde straffen worden gestraft de beoefenaars bedoeld in de artikelen 2, 3, 4, 21bis of 51 die de bepaling van artikel 4bis overtreden.

2. Worden gestraft met gevangenisstraf van

huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

a. les titulaires du diplôme d'accoucheuse et les personnes visées à l'article 54 qui n'observent pas dans l'exercice de leur profession les règles déterminées en exécution de l'article 2, § 2, alinéa 2

b. les praticiens visés à l'article 2, § 1er et à l'article 4, qui confient habituellement à des praticiens de l'art infirmier ou praticiens des professions paramédicales un ou des actes qui relèvent de l'art médical ou de l'art pharmaceutique sans se conformer aux règles déterminés en exécution de l'article 5, § 1er, et § 2, alinéa 3) ou de l'article 6

c. les porteurs du diplôme légal de pharmacien et les licenciés en sciences chimiques qui effectuent habituellement des analyses de biologie clinique, sans se conformer aux dispositions prévues à l'article 5, § 2 ,alinéa 1er

d. le praticien de l'art infirmier ou le praticien d'une profession paramédicale qui exécute habituellement un des actes qui relèvent de l'art médical ou de l'art pharmaceutique sans se conformer aux règles déterminées en exécution de l'article 5, § 1er, et § 2, alinéa 3 ou de l'article 6

3. Est puni des peines prévues sub 2° du présent article :

le praticien visé aux articles 2, 3, 4 ou 21bis qui, étant tenu de collaborer aux services de garde en vertu des mesures imposées en exécution de l'article 9, § 3, n'accomplit pas ses obligations sans pouvoir justifier un empêchement résultant de l'accomplissement d'un devoir professionnel plus urgent ou d'un autre motif grave ou sans s'être fait remplacer par un autre

acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen:

a. de houdsters van het diploma van vroedvrouw of de bij artikel 53 bedoelde personen, die in de uitoefening van hun beroep de in uitvoering van artikel 2, § 2, lid 2, vastgestelde regels niet naleven;

b. de beoefenaars bedoeld bij artikel 2, § 1, en bij artikel 4, die gewoonlijk beoefenaars van de verpleegkunde of beoefenaars van de paramedische beroepen belasten met het verrichten van een of meer handelingen die vallen onder de geneeskunde of de artsnijbereidkunde zonder dat hierbij de ter uitvoering van artikel 5, § 1 en § 2, derde lid of van artikel 6 bepaalde regels opgevolgd worden;

c. de houders van het wettelijke diploma van apotheker en de licentiaten in de scheikundige wetenschappen die gewoonlijk analyses van klinische biologie verrichten zonder dat hierbij de door artikel 5, § 2 eerste lid voorziene regels opgevolgd worden;

d. de beoefenaar van de verpleegkunde of de beoefenaar van een paramedisch beroep , die gewoonlijk een of meer handelingen verricht die vallen onder de geneeskunde of de artsnijbereidkunde zonder dat hierbij de ter uitvoering van artikel 5, § 1 en §2, derde lid of van artikel 6 bepaalde regels opgevolgd worden;

3. Wordt gestraft met de sub 2° van dit artikel bepaalde straffen :

de beoefenaar bedoeld bij de artikelen 2, 3, 4 of 21bis , die, gehouden zijnde mede te werken aan de wachtdiensten krachtens de maatregelen opgelegd ter uitvoering van artikel 9, § 3, zijn verplichtingen niet nakomt, zonder een beletsel te kunnen doen gelden ingevolge het vervullen van een dringender beroepstaak of ingevolge een ernstige reden of zonder zich te hebben

praticien non tenu de prêter sa collaboration aux services de garde

laten vervangen door een andere beoefenaar die zelf niet gehouden is zijn medewerking te verlenen aan de wachtdiensten;

4. Est également puni des peines prévues sub 2° du présent article, celui qui, en infraction à l'article 10, empêche ou entrave, par voies de fait ou par violences, l'exercice régulier et normal de l'art médical ou de l'art pharmaceutique par une personne réunissant les conditions requises

4. Wordt eveneens gestraft met de sub 2° van dit artikel bepaalde straffen, hij die, met overtreding van artikel 10, de regelmatige en normale uitoefening van de geneeskunde of de artsnijbereidkunde door een persoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet, verhindert of belemmert door feitelijkheden of geweld;

5. est puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, le praticien de l'art médical ou de l'art pharmaceutique qui contrevient aux dispositions des articles 18, § 2, 20 et 21

5. wordt gestraft met een boete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank, de beoefenaar van de geneeskunde of de artsnijbereidkunde die de bepalingen van de artikelen 18, § 2, 20 en 21 overtreedt

6. est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux dispositions des arrêtés royaux établis en exécution de l'article 21, alinéa 3 .

6. wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met een geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank of met één van die straffen alleen, hij die de bepalingen overtreedt van de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 21, derde lid.

§2. Par dérogation aux dispositions du § 1er, l'élément habituel n'est pas requis à l'égard de :

§2. In afwijking van de bepalingen van § 1 is het begrip " gewoonlijk " niet vereist voor degene die :

1. celui qui a été condamné antérieurement pour exercice illégal de l'art médical ou de l'art pharmaceutique

1. vroeger wegens onwettige uitoefening van de geneeskunde of van de artsnijbereidkunde werd veroordeeld;

2. celui qui a employé un moyen publicitaire quelconque en vue d'exercer des actes visés aux articles 2, 3, 4, 5, 6 et 21bis

2. om het even welk reclamemiddel heeft aangewend om de in artikelen 2, 3, 4, 5, 6 en 21bis bedoelde handelingen te kunnen stellen;

3. celui qui, en relation avec ces actes, a mis en oeuvre des moyens apparents ou fait état d'un titre ou d'une appellation quelconque destinés à faire croire qu'il réunit les conditions exigées par la loi.

3. in verband met die handelingen, opvallende middelen heeft aangewend of gebruik heeft gemaakt van een titel of van enige benaming, met het doel te doen geloven dat hij wettelijk bevoegd is.

§ 3. En attendant l'entrée en vigueur du code de déontologie concerné, des sanctions disciplinaires sont appliquées par les Ordres dont ils relèvent :

§3. In afwachting van de inwerkingtreding van de betrokken code van plichtenleer, worden tuchtmaatregelen toegepast door de Orden waaronder zij ressorteren :

a. à tout praticien visé aux articles 2 ou

a. op elke beoefenaar bedoeld bij de

3 qui, sciemment et sans motif légitime dans son chef, interrompt un traitement en cours sans avoir pris au préalable les dispositions requises en vue d'assurer la continuité des soins par un autre praticien ayant la même qualification légale ;

b. au pharmacien qui, sciemment et sans motif légitime dans son chef, ferme son officine sans avoir pris au préalable les dispositions requises en vue d'assurer la continuité de la dispensation des médicaments prescrits par une ordonnance en cours ;

c. à tout praticien visé aux articles 2, 3 ou 4 qui ne se conforme pas aux dispositions des articles 13 et 14

d. à tout praticien visé aux articles 2, 3 ou 4 qui ne se conforme pas aux dispositions de l'article 18, § 1er.

Art. 38bis. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux dispositions de l'article 4, §§ 3, 3bis, 3ter, 3quater et 3quinquies du présent arrêté ou aux mesures prises pour son exécution.

Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes et frais prononcés à charge de leurs organes ou préposés.

Art. 38ter. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement:

1. celui qui, ne disposant pas de l'agrément nécessaire ou ne réunissant pas les conditions fixées par l'article 21quater, § 1^{er}, exerce une ou plusieurs activités relevant de l'art infirmier telles que prévues à l'article 21quinquies, § 1, a), avec

artikelen 2 of 3, die, wetens en zonder wettige reden in zijnen hoofde, een in uitvoering zijnde behandeling onderbreekt, zonder vooraf de vereiste maatregelen genomen te hebben om de continuïteit van de zorgen te verzekeren door een ander beoefenaar die dezelfde wettelijke kwalificatie heeft;

b. op elke apotheker die, wetens en zonder wettige reden in zijnen hoofde, zijn officina sluit, zonder vooraf de vereiste maatregelen genomen te hebben om de continuïteit voor het uitreiken van de bij een in uitvoering zijnde recept voorgeschreven geneesmiddel, te verzekeren;

c. op elke beoefenaar bedoeld bij de artikelen 2, 3 of 4, die de bepalingen van de artikelen 13 en 14 niet naleeft;

d. op elke beoefenaar bedoeld bij de artikelen 2, 3 of 4, die de bepalingen van artikel 18, § 1, niet naleeft.

Art. 38bis. Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van zesentwintig tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen, hij die inbreuk pleegt op de bepalingen van artikel 4, §§ 3, 3bis, 3ter, 3quater et 3quinquies, van het onderhavig besluit of de ter uitvoering daarvan getroffen maatregelen.

De rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de uitgesproken geldboeten en kosten ten laste van hun organen of hun aangestelden.

Art. 38ter. Onverminderd de in het Strafwetboek gestelde straffen wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van zesentwintig tot tweeduizend frank of met een van deze straffen alleen:

1. hij die zonder in het bezit te zijn van de vereiste erkenning of zonder te voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 21quater, § 1, één of meer activiteiten van de verpleegkunde zoals bedoeld in artikel 21quinquies, § 1, a), uitoefent met de

l'intention d'en tirer un bénéfice financier ou exerce habituellement une ou plusieurs activités visées à l'article 21quinquies, § 1^{er}, b) et c).

Cette disposition n'est pas d'application aux personnes habilitées à exercer la médecine, ni aux accoucheuses, aux aides-soignants et aux praticiens de la kinésithérapie ou d'une profession paramédicale pour ce qui est de l'exercice réglementaire de leur profession.

Elle n'est pas davantage d'application à l'étudiant en médecine, à l'étudiant en kinésithérapie, à l'étudiante accoucheuse et à la personne suivant une formation paramédicale exerçant les activités susmentionnées dans le cadre de sa formation, ni à l'étudiant exerçant les activités susmentionnées dans le cadre d'une formation reconnue permettant d'obtenir l'agrément visé à l'article 21quater, § 1^{er}, ou à l'article 21quinquiesdecies

2. le praticien de l'art infirmier qui, en infraction à l'article 21octies, prêle d'une manière quelconque sa collaboration à un tiers ou lui sert de prête-nom, aux fins de le soustraire aux peines réprimant l'exercice illégal de l'art infirmier

3. celui qui, par voies de fait ou par violence, empêche ou entrave l'exercice régulier et normal de l'art infirmier par une personne réunissant les conditions requises

4. celui qui charge habituellement de l'exercice de l'art infirmier ou autorise habituellement à cette fin une personne qui n'est pas en possession de l'agrément visé à l'article 21quater ou de l'enregistrement visé à l'article 21quinquiesdecies et d'un titre de qualification visé ou qui n'a pas la qualité d'étudiant prévue au 1^o du présent article

5. celui qui charge habituellement une des personnes visées à l'article 21quater, de

bedoeling er financieel voordeel uit te halen of gewoonlijk één of meer activiteiten zoals bedoeld in artikel 21quinquies, § 1, b) en c), uitoefent.

Die bepaling is niet van toepassing op de personen die gemachtigd zijn de geneeskunde uit te oefenen en op de vroedvrouwen, de zorgkundigen en de beoefenaars van de kinesitherapie en de paramedische beroepen, voor wat de reglementaire uitoefening van hun beroep betreft.

Ze is evenmin van toepassing op de student in de geneeskunde, de student in de kinesitherapie, de student vroedvrouw en de personen in opleiding voor een paramedisch beroep die de vermelde activiteiten verrichten in het kader van hun opleiding of op de student die de vermelde activiteit verricht in het kader van een erkende opleiding voor het behalen van een in artikel 21quater, § 1, of artikel 21quinquiesdecies, bedoelde erkenning;

2. de beoefenaar van de verpleegkunde die, met overtreding van artikel 21octies, op welke wijze ook, zijn medewerking verleent aan een derde of hem zijn naam leent, met het doel hem te onttrekken aan de straffen waarmee de onwettige uitoefening van de verpleegkunde wordt beteugeld;

3. hij die, door feitelijkheden of geweld, de regelmatige en normale uitoefening van de verpleegkunde door een persoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet, verhindert of belemmert;

4. hij die aan een persoon die niet in het bezit is van de in artikel 21quater bedoelde erkenning of de in artikel 21quinquiesdecies bedoelde registratie en een geviseerde bekwaamheidstitel of die niet de hoedanigheid heeft van student, zoals bedoeld in 1^o van dit artikel, gewoonlijk opdracht of toelating geeft tot het uitoefenen van de verpleegkunde;

5. hij die gewoonlijk aan een der in artikel 21quater bedoelde personen een opdracht

l'accomplissement d'un acte qui est considéré comme relevant de l'art médical, sauf s'il s'agit d'un acte prévu à l'article 21quinquies, § 1er, c

6. le praticien de l'art infirmier qui exerce en violation des règlements pris en exécution de l'article 21quinquies, § 2.

7. Celui qui charge habituellement une des personnes visées à l'article 21quinquiesdecies de l'accomplissement d'un acte qui est considéré comme relevant de l'art médical.

Art. 38quater. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'une amende de deux cents francs à mille francs:

1. celui qui, en infraction à l'article 21septies, s'attribue publiquement un titre professionnel auquel il ne peut prétendre

2. celui qui, en infraction à l'article 21novies, attribue à des personnes qu'il occupe, un titre professionnel auquel elles ne peuvent prétendre.

Dans ce cas, les employeurs et les mandants sont civilement responsables des amendes infligées à leurs préposés ou mandataires du chef d'infraction commise dans l'exécution de leur contrat.

Art. 39. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement:

1. celui qui, ne réunissant pas les conditions requises pour exercer l'art médical, l'art pharmaceutique, ou n'étant pas porteur d'un titre de qualification requis, ou sans être muni du visa prévu à l'article 24, accomplit habituellement des prestations

geeft tot het stellen van een handeling die beschouwd wordt als een uitoefening van de geneeskunde, tenzij het een handeling betreft als bedoeld in artikel 21quinquies, § 1, c;

6. de beoefenaar van de verpleegkunde die de verpleegkunde uitoefent in strijd met de reglementen getroffen in uitvoering van artikel 21quinquies

7. Hij die gewoonlijk aan een van de in artikel 21quinquiesdecies bedoelde personen een opdracht geeft tot het stellen van een handeling die beschouwd wordt als behorend tot de geneeskunde.

Art. 38quater. Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde straffen, wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd frank tot duizend frank:

1. hij die, met overtreding van artikel 21septies, zich in het openbaar een beroepstitel toeëigent waarop hij geen aanspraak mag maken;

2. hij die, met overtreding van artikel 21novies, een beroepstitel toekent aan de bij hem tewerkgestelde personen, waarop deze laatsten geen aanspraak mogen maken.

In dit geval zijn de werkgevers en de lastgevers burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten uitgesproken ten laste van hun aangestelden of lastnemers, wegens overtreding gepleegd bij de uitvoering van hun contract.

Art. 39. Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld bij het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen:

1. hij die zonder aan de vereiste voorwaarden te voldoen om de geneeskunde of de artsenijbereidkunde uit te oefenen, of geen houder is van een vereiste bekwamingstitel, of zonder te beschikken over het in artikel 24 bepaalde visum,

précisées en exécution de l'article 23, § 1er, ou des actes visés à l'article 22, 2° et 3°.

Cette disposition n'est pas d'application à l'étudiant qui exerce les activités susmentionnées dans le cadre des dispositions légales et réglementaires relatives au programme de formation permettant d'obtenir l'un des titres prévus à l'article 21^{quater} ou à l'article 23, §1er, ni à l'étudiant en médecine, en dentisterie ou en pharmacie dans le cadre de sa formation.

Cette disposition n'est pas davantage d'application au praticien de l'art infirmier qui accomplit dans le cadre de sa profession des actes visés à l'article 21^{quinquies}.

2. la personne qualifiée au sens du chapitre II du présent arrêté qui, en infraction à l'article 27 prête de manière quelconque son concours ou son assistance à un tiers non qualifié à l'effet de permettre à ce dernier d'exercer une profession paramédicale ;

3. celui qui, par voies de fait ou par violence, empêche ou entrave l'exercice régulier et normal d'une profession paramédicale par une personne réunissant les conditions requises ;

4. celui qui charge habituellement de l'exercice d'une profession paramédicale ou autorise habituellement à cette fin une personne qui n'est pas en possession d'un titre de qualification requis, ou qui n'a pas la qualité d'étudiant prévue au 1° du présent article ;

5. celui qui charge habituellement une des personnes visées à l'article 24, de l'accomplissement d'un acte qui est considéré comme relevant de l'art de guérir, sauf qu'il s'agit d'un acte prévu à l'article 5, § 1er, alinéa 1er, et § 2 alinéa 3 ou à l'article 6 ;

gewoonlijk prestaties verricht, zoals die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of handelingen uitvoert die zijn bepaald in artikel 22, 2° en 3°.

Die bepaling is niet van toepassing op de student die de voormelde werkzaamheden verricht in het raam van de wettelijke en reglementsbevestigingen betreffende het opleidingsprogramma dat het mogelijk maakt één van de in artikel 21^{quater} of in artikel 23, § 1, bepaalde titels te verwerven, noch op de student in de geneeskunde of de artsnijbereidkunde in het raam van zijn opleiding.

Die bepaling is ook niet van toepassing op de beoefenaar van de verpleegkunde die in het raam van zijn beroep handelingen verricht die zijn bepaald in artikel 21^{quinquies}.

2. de voor de toepassing van hoofdstuk II van dit besluit als bevoegd beschouwd persoon die, in overtreding van artikel 27, op welke wijze ook zijn medewerking of zijn bijstand verleent aan een niet bevoegde derde, met het doel het deze laatste mogelijk te maken een paramedisch beroep uit te oefenen;

3. hij die, door feitelijkheden of door geweld, de geregelde en normale uitoefening van een paramedisch beroep door een persoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet, verhindert of belemmert;

4. hij die een persoon die niet beschikt over een vereiste bevestigingstitel, of die niet de hoedanigheid heeft van student zoals bepaald in 1° van dit artikel, gewoonlijk belast met de uitoefening van een paramedisch beroep of hem daartoe gewoonlijk de machtiging verleent;

5. hij die één van de in artikel 24 bepaalde personen, gewoonlijk belast met de uitoefening van een handeling die wordt beschouwd als een uitoefening van de geneeskunst, behalve wanneer het gaat om een handeling bepaald in artikel 5, § 1, eerste lid, en § 2 derde lid, of in artikel 6 ;

6. le praticien d'une formation paramédicale qui exerce en violation des règlements pris en exécution de l'article 46bis, § 2.

Art. 40. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal est puni d'une amende de deux cents francs à mille francs :

1. celui qui, en infraction à l'article 25, s'attribue publiquement un titre professionnel sans y avoir droit

2. celui qui, en infraction à l'article 26, attribue un titre professionnel à des personnes qu'il occupe, même bénévolement, et qui n'y ont pas droit.

En ce cas, les employeurs et les mandants sont civilement responsables des amendes infligées à leurs préposés ou mandataires du chef d'infractions commises dans l'exécution de leur contrat.

Art. 40bis. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal ainsi que, s'il échet, de l'application de sanctions disciplinaires, est puni d'une amende de deux cents francs à mille francs:

1. Celui qui, en infraction à l'article 35quater, s'attribue publiquement un titre professionnel particulier ou une qualification professionnelle particulière sans y avoir droit

2. Celui qui, en infraction à l'article 35quinquies, attribue un titre professionnel particulier ou une qualification professionnelle particulière à des personnes qu'il occupe, même bénévolement, et qui n'y ont pas droit.

Dans ce dernier cas, les employeurs et les mandants sont civilement responsables des amendes infligées à leurs préposés ou mandataires du chef d'infractions commises dans l'exécution de leur contrat.

6. de beoefenaar van een paramedisch beroep, die de ter uitvoering van artikel 46bis, § 2, genomen reglementen, overtreedt.

Art. 40. Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld bij het Strafwetboek, wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd frank tot duizend frank :

1. hij die, in overtreding van artikel 25 zich in het openbaar een beroepstitel toeëigent zonder er recht op te hebben;

2. hij die, in overtreding van artikel 26, een beroepstitel toekent aan personen die hij, zelfs kosteloos, te werk stelt, en die er geen recht op hebben.

In dit geval zijn de werkgevers en lastgevers burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten uitgesproken ten laste van hun aangestelden of lastnemers wegens overtredingen gepleegd bij de uitvoering van hun contract.

Art. 40bis. Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld bij het Strafwetboek en onverminderd, desgevallend, de toepassing van tuchtmaatregelen, wordt gestraft met een boete van tweehonderd frank tot duizend frank :

1. Hij die, met overtreding van artikel 35quater, zich in het openbaar een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaming toeëigent zonder het recht hiertoe te hebben;

2. Hij die, met overtreding van artikel 35quinquies, een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaming toekent aan personen, die hij tewerkstelt, zelfs als vrijwilligers, en hierop het recht niet hebben.

In dit geval zijn de werkgevers en lastgevers burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten uitgesproken ten laste van hun aangestelden of lastnemers, wegens overtredingen gepleegd bij de uitvoering van hun contract.

Art. 41. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal ainsi que, s'il échet, de l'application de sanctions disciplinaires, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, en infraction à une décision d'une commission médicale ou de la commission médicale de recours poursuit l'exercice de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de l'art infirmier ou d'une profession paramédicale sans se conformer aux limitations qui lui ont été imposées.

Art. 42. En cas de récidive dans les trois années après un jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef d'une infraction au présent arrêté ou aux arrêtés d'exécution, les peines prévues peuvent être élevées au double, sans qu'elles puissent dépasser six mois d'emprisonnement ou cinquante mille francs d'amende.

Art. 43. § 1er. En cas de condamnation du chef d'exercice illégal de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de l'art infirmier ou de prestations précisées en exécution de l'article 23, § 1er, ou d'actes visés à l'article 22, 2° et 3°, le juge peut, dans l'intérêt de la santé publique, prononcer la confiscation spéciale même si la propriété des objets à confisquer n'appartient pas au condamné.

En cas de condamnation du chef d'infraction aux dispositions de l'article 4, §§ 3, 3bis, 3ter, 3quater et 3quinquies , ou des mesures prises pour son exécution, le juge peut prononcer la confiscation de tous les médicaments, appareils et instruments servant ou destinés à servir à l'exploitation de l'officine, même si leur propriété n'appartient pas au condamné.

§ 2. Le juge peut, dans l'intérêt de la santé publique, interdire pour une durée maximum

Art. 41. Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld bij het Strafwetboek, alsook, desgevallend, de toepassing van tuchtmaatregelen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van zesentwintig frank tot tweeduizend frank of met één van die straffen alleen, hij die met overtreding van een beslissing van een geneeskundige commissie of van de geneeskundige commissie van beroep, de uitoefening van de geneeskunde, de artsnijbereidkunde, de verpleegkunde of van een paramedisch beroep voortzet, zonder de hem opgelegde beperkingen na te komen.

Art. 42. In geval van herhaling, binnen drie jaar na een vonnis van veroordeling dat kracht van gewijsde heeft verkregen, wegens inbreuk op dit besluit of op de uitvoeringsbesluiten, kunnen de bepaalde straffen verdubbeld worden, zonder een gevangenisstraf van zes maanden of een geldboete van vijftigduizend frank te mogen overschrijden.

Art. 43. §1. In geval van veroordeling wegens onwettige uitoefening van de geneeskunde, de artsnijbereidkunde, de verpleegkunde of van de prestaties die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of van handelingen die bedoeld zijn bij artikel 22, 2° en 3°, kan de rechter, in het belang van de volksgezondheid, de bijzondere verbeurdverklaring uitspreken, zelfs wanneer de veroordeelde niet eigenaar is van de verbeurdverklaarde voorwerpen.

In geval van veroordeling wegens inbreuk op de bepalingen van artikel 4, §§ 3, 3bis, 3ter, 3quater et 3quinquies , of van de ter uitvoering daarvan getroffen maatregelen, kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken van alle geneesmiddelen, toestellen en instrumenten dienende voor de exploitatie van de apotheek of ertoe bestemd, zelfs wanneer de veroordeelde er niet eigenaar van is.

§2. De rechter kan, in het belang van de volksgezondheid, de uitoefening van het

de deux ans l'exercice de la profession:

1. à des personnes qualifiées au sens du chapitre *I*ter du présent arrêté reconnues coupables d'une des infractions visées aux articles 38ter, 38quater et 41

2. à des personnes qualifiées au sens du chapitre II du présent arrêté reconnues coupables d'une des infractions visées aux articles 39, 40 et 41.

Art. 44. Les dispositions du Livre I du Code pénal y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent arrêté.

CHAPITRE IVbis. Application de la réglementation européenne

Section 1re. Définitions.

Art. 44bis. Pour l'application du présent chapitre on entend par :

1. "Ministre" : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions

2. "Direction de l'Art de Guérir" : la Direction de l'Art de Guérir du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement

3. "diplôme européen" : un diplôme, certificat ou autre titre, délivré par les autorités compétentes d'un Etat membre de la Communauté européenne autre que la Belgique, de la Norvège, de l'Islande ou de la Principauté de Liechtenstein, et tombant dans le champ d'application de la Première ou de la Deuxième Directive générale, et avec lequel on veut exercer des activités professionnelles réglementées dans le cadre du présent arrêté

4. "Directive "Médecins" : la Directive

beroeep voor een maximumduur van twee jaar verbieden aan :

1. de in de zin van hoofdstuk *I*ter van dit besluit bevoegde personen die schuldig worden bevonden aan een van de in de artikelen 38ter, 38quater en 41 bedoelde inbreuken;

2. de in de zin van hoofdstuk II van dit besluit bevoegde personen die schuldig worden bevonden aan een van de in artikelen 39, 40 en 41 bedoelde inbreuken.

Art. 44. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op de door dit besluit bepaalde misdrijven toepasselijk.

HOOFDSTUK IVbis. Toepassing van Europese reglementering

Afdeling 1. Definities

Art. 44bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1. "Minister": de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

2. "Directie Geneeskundepraktijk": de Directie Geneeskundepraktijk van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;

3. "Europees diploma": een diploma, certificaat of andere titel, afgeleverd door de bevoegde autoriteiten van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap dan België, van Noorwegen, van IJsland of van het Vorstendom Liechtenstein, en vallend onder het toepassingsgebied van de Eerste of van de Tweede Algemene Richtlijn, en waarmee men beroepsactiviteiten wenst uit te oefenen die gereguleerd zijn in het kader van dit besluit;

4. "Richtlijn "Artsen": Richtlijn 93/16/EEG

93/16/CEE du Conseil du 5 avril 1993 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, modifiée par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et par les Directives 97/50/CE, 98/21/CE et 98/63/CE et 2001/19/CE

5. "Directives "Infirmiers" :

- la Directive 77/452/CEE du Conseil du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, modifiée par les Actes d'adhésion de la Grèce, et de l'Espagne et du Portugal, par les Directives 81/1057/CEE, 89/594/CEE, 89/595/CEE et 90/658/CEE, et par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et par la directive 2001/19/CE.

- la Directive 77/453/CEE du Conseil du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la Directive 89/595/CEE et par la directive 2001/19/CE.

6. "Directives "Dentistes" :

- la Directive 78/686/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du praticien de l'art dentaire et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, modifiée par les Actes d'adhésion de la Grèce, et de l'Espagne et du Portugal, par les Directives 81/1057/CEE, 89/594/CEE et 90/658/CEE, et par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et par la directive 2001/19/CE.

- la Directive 78/687/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la coordination des

van de Raad van 5 april 1993 ter vergemakkelijking van het vrije verkeer van artsen en de onderlinge erkenning van hun diploma's, certificaten en andere titels, gewijzigd bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden, en bij Richtlijnen 97/50/EG, 98/21/EG;

5. "Richtlijnen "Verpleegkundigen":

- Richtlijn 77/452/EEG van de Raad van 27 juni 1977 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, gewijzigd bij de Toetredingsakten van Griekenland, en van Spanje en Portugal, bij Richtlijnen 81/1057/EEG, 89/594/EEG, 89/595/EEG en 90/658/EEG, en bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden, en bij richtlijn 2001/19/EG

- Richtlijn 77/453/EEG van de Raad van 27 juni 1977 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de werkzaamheden van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, gewijzigd bij Richtlijn 89/595/EEG en bij richtlijn 2001/19/EG

6. "Richtlijnen "Tandartsen" :

- Richtlijn 78/686/EEG van de Raad van 25 juli 1978 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van de beoefenaar der tandheelkunde, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, gewijzigd bij de Toetredingsakten van Griekenland, en van Spanje en Portugal, bij Richtlijnen 81/1057/EEG, 89/594/EEG en 90/658/EEG, en bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden, en bij richtlijn 2001/19/EG;

- Richtlijn 78/687/EEG van de Raad van 25 juli 1978 inzake de coördinatie van de

dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités du praticien de l'art dentaire, modifiée par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède et par la directive 2001/19/CE.

7. "Directives "Accoucheuses" :

- la Directive 80/154/CEE du Conseil du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de sage-femme et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, modifiée par la Directive 80/1273/CEE, par l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, par les Directives 89/594/CEE et 90/658/CEE, et par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et la Suède, et par la directive 2001/19/CE.

- la Directive 80/155/CEE du Conseil du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités de la sage-femme et l'exercice de celles-ci, modifiée par la Directive 89/594/CEE et par la directive 2001/19/CE

8. "Directives "Pharmaciens" :

- la Directive 85/432/CEE du Conseil du 16 septembre 1985 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certaines activités du domaine de la pharmacie, modifiée par la directive 2001/19/CE

- la Directive 85/433/CEE du Conseil du 16 septembre 1985 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres en pharmacie, et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement pour certaines activités du domaine de la pharmacie, modifiée par les Directives 85/584/CEE et 90/658/CEE, et par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède et par la directive 2001/19/CE

wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de werkzaamheden van de beoefenaar der tandheelkunde, gewijzigd bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden en bij richtlijn 2001/19/EG;

7. "Richtlijnen "Vroedvrouwen" :

- Richtlijn 80/154/EEG van de Raad van 21 januari 1980 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van de verloskundige, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, gewijzigd bij Richtlijn 80/1273/EEG, bij de Toetredingsakte van Spanje en Portugal, bij Richtlijnen 89/594/EEG en 90/658/EEG, en bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden, en bij richtlijn 2001/19/EG;

- Richtlijn 80/155/EEG van de Raad van 21 januari 1980 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van verloskundige, gewijzigd bij Richtlijn 89/594/EEG en bij richtlijn 2001/19/EG;

8. "Richtlijnen "Apothekers" :

- Richtlijn 85/432/EEG van de Raad van 16 september 1985 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde werkzaamheden op farmaceutisch gebied, gewijzigd door de richtlijn 2001/19/EG

- Richtlijn 85/433/EEG van de Raad van 16 september 1985 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels op het terrein van de farmacie, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging voor bepaalde werkzaamheden op farmaceutisch gebied, gewijzigd bij Richtlijnen 85/584/EEG en 90/658/EEG, en bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden; [en bij richtlijn 2001/19/EG

9. "Première Directive générale" : la Directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans

10. "Deuxième Directive générale" : la Directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la Directive 89/48/CEE, modifiée par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et par les Directives 94/38/CE, 95/43/CE, 97/38/CE, 2000/5/CE et 2001/19/CE .

Section 2. Application des Directives spécifiques

Art 44ter. § 1^{er}. Pour l'exercice de l'art médical est assimilé au titulaire du diplôme belge de médecin, le ressortissant européen, titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de médecin répondant aux dispositions fixées par le Ministre, conformément aux dispositions de la Directive "Médecins", et reconnu par le Ministre conformément à l'article 44octies, § 1^{er}.

§ 2. Sans préjudice de l'application des dispositions du § 1^{er} et en vue d'accorder les mêmes effets que ceux liés à l'agrément belge de médecin spécialiste, est assimilé au titulaire d'un tel agrément le ressortissant européen, titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de médecin spécialiste répondant aux dispositions fixées par le Ministre, conformément aux dispositions de la Directive "Médecins", et reconnu par le Ministre conformément à l'article 44octies, § 1^{er}.

Art. 44quater. Pour l'exercice de l'art infirmier est assimilé au titulaire du brevet belge d'infirmier(ère) hospitalier(ère) le ressortissant européen, titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre d'infirmier

9. "Eerste Algemene Richtlijn" : Richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger-onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten gewijzigd door de richtlijn 2001/19/EG

10. "Tweede Algemene Richtlijn" : Richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van Richtlijn 89/48/EEG, gewijzigd bij de Toetredingsakte van Oostenrijk, Finland en Zweden, en bij Richtlijnen 94/38/EG, 95/43/EG, 97/38/CE, 2000/5/CE et 2001/19/CE

Afdeling 2. Toepassing van Specifieke Richtlijnen.

Art. 44ter. §1. Wat betreft de uitoefening van de geneeskunde, wordt gelijkgesteld met de houder van een Belgisch diploma van arts, de Europees onderdaan die houder is van een diploma, certificaat of andere titel van arts dat beantwoordt aan de bepalingen vastgesteld door de Minister, conform de bepalingen van de Richtlijn "Artsen", en dat werd erkend door de Minister conform artikel 44octies, § 1.

§2. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van § 1 en met het oog op het toekennen van dezelfde rechtsgevolgen als deze verbonden aan de Belgische erkenning als geneesheer-specialist, wordt gelijkgesteld met de houder van dergelijke erkenning, de Europees onderdaan die houder is van een diploma, certificaat of andere titel van geneesheer-specialist, dat beantwoordt aan de bepalingen vastgesteld door de Minister, conform de bepalingen van de Richtlijn "Artsen", en dat werd erkend door de Minister conform artikel 44octies, § 1.

Art. 44quater. Wat betreft de uitoefening van de verpleegkunde wordt gelijkgesteld met de houder van het Belgisch diploma van ziekenhuisverpleger of -verpleegster, de Europees onderdaan die houder is van een

responsable des soins généraux répondant aux dispositions fixées par le Ministre, conformément aux dispositions des Directives "Infirmiers", et reconnu par le Ministre conformément à l'article 44octies, § 1^{er}.

Art. 44quinquies. Pour l'exercice de l'art dentaire est assimilé au titulaire du diplôme belge de licencié en science dentaire, le ressortissant européen, titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de praticien de l'art dentaire répondant aux dispositions fixées par le Ministre, conformément aux dispositions des Directives "Dentistes", et reconnu par le Ministre conformément à l'article 44octies, § 1^{er}.

Art. 44sexies. Pour l'exercice de la profession d'accoucheuse est assimilé au titulaire du diplôme belge d'accoucheuse, le ressortissant européen, titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de sage-femme répondant aux dispositions fixées par le Ministre, conformément aux dispositions des Directives "Accoucheuses", et reconnu par le Ministre conformément à l'article 44octies, § 1^{er}.

Art. 44septies. Pour l'exercice de l'art pharmaceutique est assimilé au titulaire du diplôme belge de pharmacien le ressortissant européen, titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre en pharmacie répondant aux dispositions fixées par le Ministre, conformément aux dispositions des Directives "Pharmaciens", et reconnu par le Ministre conformément à l'article 44octies, § 1^{er}.

diploma, certificaat of andere titel van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger dat beantwoordt aan de bepalingen vastgesteld door de Minister, conform de bepalingen van de Richtlijnen "Verpleegkundigen", en dat werd erkend door de Minister conform artikel 44octies, § 1.

Art. 44quinquies. Wat betreft de uitoefening van de tandheelkunde wordt gelijkgesteld met de houder van een Belgisch diploma van tandarts, de Europees onderdaan die houder is van een diploma, certificaat of andere titel van beoefenaar der tandheelkunde dat beantwoordt aan de bepalingen vastgesteld door de Minister, conform de bepalingen van de Richtlijnen "Tandartsen", en dat werd erkend door de Minister conform artikel 44octies, § 1.

Art. 44sexies. Wat betreft de uitoefening van het beroep van vroedvrouw wordt gelijkgesteld met de houder van het Belgisch diploma van vroedvrouw, de Europees onderdaan die houder is van een diploma, certificaat of andere titel van verloskundige dat beantwoordt aan de bepalingen vastgesteld door de Minister, conform de bepalingen van de Richtlijnen "Vroedvrouwen", en dat werd erkend door de Minister conform artikel 44octies, § 1.

Art. 44septies. Wat betreft de uitoefening van de artsenijsbereidkunde wordt gelijkgesteld met de houder van het Belgisch diploma van apotheker, de Europees onderdaan die houder is van een diploma, certificaat of andere titel op het terrein van de farmacie dat beantwoordt aan de bepalingen vastgesteld door de Minister, conform de bepalingen van de Richtlijnen "Apothekers", en dat werd erkend door de Minister conform artikel 44octies, § 1.

Art. 44octies. § 1^{er}. Après s'être assuré de l'authenticité des documents présentés et de leur conformité aux dispositions des arrêtés ministériels respectifs, visés aux articles 44ter à 44septies, et au plus tard trois mois après l'introduction du dossier complet, le Ministre délivre une reconnaissance. Lorsque pour les professions visées aux articles 44ter à 44septies, l'intéressé demande la reconnaissance professionnelle de diplôme(s), certificat(s) ou autre(s) titre(s) qu'il a acquis en dehors de l'Union européenne et ayant déjà été reconnu(s) dans un autre Etat membre, ainsi que de la formation et/ou l'expérience professionnelle acquise dans un autre Etat membre, la demande est examinée et fait l'objet d'une décision quant à leur reconnaissance ou leur non-reconnaissance rendue par le Ministre dans un délai de trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé.

§ 2. Lorsque le Ministre estime que les conditions pour délivrer une reconnaissance ne sont pas toutes remplies, il en informe l'intéressé par lettre recommandée.

Art. 44novies. § 1^{er}. Les personnes qui ont obtenu la reconnaissance visée à l'article 44octies, § 1^{er}, ont le droit de faire usage du titre professionnel belge correspondant dans la mesure où le port de ce titre est réglementé dans le cadre du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa suivant, les personnes qui ont obtenu la reconnaissance visée à l'article 44octies, § 1^{er}, ont le droit de faire usage de leur titre de formation licite et, éventuellement de son abréviation, dans la langue originale, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré.

Toutefois, les titulaires du diplôme d'Etat français de docteur en chirurgie dentaire, du diplôme d'Etat français de chirurgien-dentiste ou du diplôme d'Etat luxembourgeois de docteur en médecine

Art. 44octies. §1. Na zich ervan vergewist te hebben dat de ingediende documenten echt zijn en conform aan de bepalingen van de respectieve ministeriële besluiten, bedoeld in de artikelen 44ter tot 44septies, en uiterlijk drie maanden nadat het dossier volledig werd ingediend, levert de Minister een erkenning af. Wanneer voor de beroepen bedoeld in de artikelen 44ter tot 44septies, de belanghebbende de beroepserkenning vraagt van diploma('s), certifica(a)t(en), of andere titel(s) die hij verkregen heeft buiten de Europese Unie en die al erkend werden in een andere lid-Staat, alsook van de beroepsopleiding en/of de beroepservaring verkregen in een andere lid-Staat, wordt de aanvraag onderzocht en maakt ze het voorwerp uit van een uitspraak over de erkenning of de niet)erkenning hiervan die door de Minister gedaan wordt binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de indiening van het volledig dossier van de belanghebbende.

§2. Wanneer de Minister oordeelt dat niet aan alle voorwaarden voldaan is om een erkenning te verlenen, deelt hij dit per aangetekende brief mee aan de belanghebbende.

Art. 44novies. §1. De personen die de erkenning zoals bedoeld in artikel 44octies, § 1, verkregen hebben, hebben het recht gebruik te maken van de overeenkomstige Belgische beroepstitel wanneer het dragen van deze titel gereguleerd is in het kader van dit besluit.

§2. Onverminderd de bepalingen van het volgende lid, hebben de personen die de erkenning zoals bedoeld in artikel 44octies, § 1, verkregen hebben, het recht gebruik te maken van hun wettige opleidingstitel en, eventueel, van de afkorting daarvan, in de originele taal, gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of de examencommissie die hem heeft verleend.

Nochtans zullen de houders van het Franse "diplôme d'Etat de chirurgien-dentiste", van het Franse "diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire" en van het Luxemburgse "diplôme d'Etat de docteur en médecine

dentaire utiliseront le titre "dentiste" ou "tandarts" suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui a délivré le diplôme, de même que le titulaire du diplôme néerlandais de "verloskundige" utilisera le titre de "vroedvrouw" ou "accoucheuse" suivi des nom et lieu du jury qui a délivré le diplôme, et de même que le titulaire du diplôme d'Etat français de docteur en pharmacie utilisera le titre de "pharmacien" ou "apotheker" suivi des nom et lieu de l'université qui a délivré le diplôme.

Art. 44decies. Le ressortissant européen qui est établi en tant que médecin, infirmier responsable des soins généraux, praticien de l'art dentaire ou sage-femme dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la Belgique, en Norvège, en Islande ou dans la Principauté de Liechtenstein, et y exerce légalement sa profession, peut exécuter en Belgique des actes relevant respectivement de l'art médical, de l'art infirmier, de l'art dentaire ou de la profession d'accoucheuse sans avoir la reconnaissance visée à l'article 44octies, § 1^{er}, et sans avoir rempli les formalités de l'article 44septies decies.

L'exécution de ces actes est toutefois subordonnée à une déclaration préalable adressée à la Direction de l'Art de Guérir, au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Ministre.

Ce document est accompagné des pièces suivantes qui ne peuvent pas avoir plus de douze mois de date et auxquelles sera jointe, le cas échéant, une traduction établie dans une des langues utilisées officiellement en Belgique et déclarée conforme par un traducteur assermenté :

- un certificat de nationalité
- une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat membre où il est établi, certifiant que le bénéficiaire y exerce légalement la profession en cause et qu'il détient le(s) diplôme(s), certificat(s) ou

dentaire", de titel voeren van "tandarts" of "dentiste" gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of de examencommissie die het diploma heeft verleend, zoals ook de houder van het Nederlands diploma van verloskundige de titel zal voeren van "vroedvrouw" of "accoucheuse" gevolgd door de naam en de plaats van de examencommissie die het diploma heeft verleend, en zoals ook de houder van het Franse "diplôme d'Etat de docteur en pharmacie" de titel zal voeren van "pharmacien" of "apotheker" gevolgd door de naam en de plaats van de universiteit die het diploma heeft verleend.

Art. 44decies. De Europees onderdaan die in een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap dan België, in Noorwegen, in IJsland of in het Vorstendom Liechtenstein gevestigd is als arts, als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, als tandarts of als verloskundige en aldaar op wettige wijze zijn beroep uitoefent, mag in België respectievelijk daden van geneeskunde, van verpleegkunde, van tandheelkunde of activiteiten van vroedvrouw verrichten zonder de erkenning te bezitten zoals bepaald in artikel 44octies, § 1, en zonder de formaliteiten van artikel 44septies decies, te hebben vervuld.

Nochtans mag hij deze handelingen slechts verrichten als hij vooraf een verklaring indient bij de Directie Geneeskundepraktijk aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister wordt goedgekeurd.

Bij dit document moeten volgende stukken gevoegd worden die niet ouder mogen zijn dan twaalf maanden en die, eventueel, vergezeld moeten zijn van een door een beëdigd vertaler opgemaakte en conform verklaarde vertaling in één van de officieel in België gebruikte talen :

- een bewijs van nationaliteit;
- een bewijsstuk afgeleverd door de bevoegde overheid van de Staat waar hij gevestigd is, waaruit blijkt dat de betrokkene aldaar het desbetreffende beroep wettig uitoefent en het of de diploma(s),

autre(s) titre(s) requis pour la prestation de service en cause.

En cas d'urgence, la déclaration précitée doit être introduite dans les plus brefs délais, après la prestation de services.

La Direction de l'Art de Guérir enregistre la prestation de services et en informe la Commission médicale compétente, l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité et, le cas échéant, l'Ordre compétent.

Section 3. Application des Directives générales

Art. 44undecies. Les ressortissants européens, titulaires d'un diplôme européen, qui désirent exercer en Belgique des activités professionnelles réglementées dans le cadre du présent arrêté et dans la mesure où celles-ci ne tombent pas sous le coup des dispositions de la Section 2, doivent d'abord faire reconnaître leur diplôme par le Ministre conformément aux dispositions de l'article 44duodecies.

A cette fin, ils introduisent à la Direction de l'Art de Guérir une demande accompagnée des pièces justificatives.

Art. 44duodecies. § 1^{er}. Après s'être assuré que le requérant est susceptible de pouvoir bénéficier de la Première ou de la Deuxième Directive générale, et après avoir constaté que le requérant possède les qualifications et/ou expérience professionnelles nécessaires, pouvant être requises, conformément à ces Directives générales et selon les modalités fixées par le Roi, pour l'exercice en Belgique des activités professionnelles concernées, le Ministre délivre une reconnaissance.

§ 2. Lorsque le Ministre estime que les conditions pour délivrer la reconnaissance ne sont pas toutes remplies, il en informe l'intéressé par lettre recommandée.

certifica(a)t(en) of andere titel(s) bezit dat (die) voor het verrichten van de bedoelde diensten is (zijn) vereist.

In spoedgevallen moet de zoëven vermelde verklaring zo snel mogelijk na de dienstverrichting worden ingediend.

De Directie Geneeskundepraktijk registreert de dienstverrichting en brengt de bevoegde Geneeskundige Commissie, het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en, in voorkomend geval, de bevoegde Orde ervan op de hoogte.

Afdeling 3. Toepassing van Algemene Richtlijnen

Art. 44undecies. Europese onderdanen, houders van een Europees diploma, die in België beroepsactiviteiten wensen uit te oefenen die gereguleerd zijn in het kader van dit besluit en voor zover zij niet vallen onder de bepalingen van Afdeling 2, dienen hun diploma eerst door de Minister te laten erkennen overeenkomstig de bepalingen van artikel 44duodecies.

Hiertoe dienen zij bij de Directie Geneeskundepraktijk een aanvraag in, vergezeld van de nodige bewijsstukken.

Art. 44duodecies. §1. Na zich ervan vergewist te hebben dat de aanvrager in aanmerking komt om te kunnen genieten van de Eerste of de Tweede Algemene Richtlijn, en nadat werd vastgesteld dat de aanvrager de nodige kwalificaties en/of beroepservaring bezit die, in overeenstemming met de bepalingen van deze Algemene Richtlijnen en volgens door de Koning vastgestelde modaliteiten, mag gevraagd worden om desbetreffende beroepsactiviteiten in België uit te oefenen, levert de Minister een erkenning af.

§2. Wanneer de Minister oordeelt dat niet aan alle voorwaarden voldaan is om een erkenning te verlenen, deelt hij dit per aangetekende brief mee aan de belanghebbende.

§ 3. Au plus tard quatre mois après la présentation du dossier complet, la procédure d'examen de la demande doit être achevée de la manière visée au § 1 ou § 2.

Art. 44terdecies. Les personnes qui ont obtenu la reconnaissance visée à l'article 44duodecies, § 1^{er}, ont le droit de faire usage du titre professionnel belge correspondant dans la mesure où le port de ce titre est réglementé dans le cadre du présent arrêté, et elles ont également le droit de faire usage de leur titre de formation licite et, éventuellement de son abréviation, dans la langue originale, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré.

Section 4.

Application des articles 48 et 52 du Traité CE

Art. 44quaterdecies. Des ressortissants européens, titulaires d'un des diplômes, certificats ou autres titres, visés aux articles 44ter à 44septies, mais qui ne répondent pas aux dispositions des arrêtés ministériels respectifs, visés aux articles 44ter à 44septies, et qui désirent exercer leur profession, doivent démontrer que les manques dans leur formation ont été comblés plus tard soit par une formation complémentaire, soit par une expérience professionnelle adéquate dans ces domaines où se situaient les manques.

A cette fin, ils introduisent à la Direction de l'Art de Guérir une demande accompagnée des pièces justificatives.

Art. 44quinquiesdecies. § 1^{er}. Après s'être assuré que le requérant est susceptible de pouvoir bénéficier des articles 48 et 52 du Traité CE, et après avoir constaté que le requérant possède les qualifications et/ou expérience professionnelles nécessaires, pouvant être requises pour l'exercice de l'activité professionnelle concernée, le Ministre délivre une reconnaissance.

§3. De procedure voor het onderzoek van de aanvraag moet uiterlijk vier maanden na de indiening van het volledig dossier worden afgesloten op de wijze vermeld in § 1 of § 2.

Art. 44terdecies. De personen die de erkenning zoals bedoeld in artikel 44duodecies, § 1, verkregen hebben, hebben het recht gebruik te maken van de overeenkomstige Belgische beroepstitel wanneer het dragen van deze titel gereguleerd is in het kader van dit besluit, en tevens hebben zij het recht gebruik te maken van hun wettige opleidingstitel en, eventueel, van de afkorting daarvan, in de originele taal, gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of de examencommissie die hem heeft verleend.

Afdeling 4.

Toepassing van de artikelen 48 en 52 van het EG-Verdrag

Art. 44quaterdecies. Europese onderdanen, houders van één van de diploma's, certificaten of andere titels, bedoeld in de artikelen 44ter tot 44septies, maar die niet beantwoorden aan de bepalingen van de respectieve ministeriële besluiten, bedoeld in de artikelen 44ter tot 44septies, en die hun beroep wensen uit te oefenen, dienen aan te tonen dat de tekorten in hun opleiding later werden aangevuld ofwel door een bijkomende opleiding ofwel door een passende beroepservaring in die domeinen waar de tekorten zich voordeden.

Hiertoe dienen zij een aanvraag in, gestaafd met de nodige documenten, bij de Directie Geneeskundepraktijk.

Art. 44quinquiesdecies. §1. Na zich ervan vergewist te hebben dat de aanvrager in aanmerking komt om te genieten van de artikelen 48 en 52 van het EG-Verdrag, en nadat werd vastgesteld dat de aanvrager de nodige kwalificaties en/of beroepservaring bezit die mag gevraagd worden om de desbetreffende beroepsactiviteit uit te oefenen, levert de Minister een erkenning af.

§ 2. Lorsque le Ministre estime que les conditions pour délivrer la reconnaissance ne sont pas toutes remplies, il en informe l'intéressé par lettre recommandée.

§ 3. Au plus tard quatre mois après la présentation du dossier complet, la procédure d'examen de la demande doit être achevée de la manière visée au § 1 ou § 2.

Art. 44sedecies. Les personnes qui ont obtenu la reconnaissance visée à l'article 44quinquies decies, § 1^{er}, ont le droit de faire usage du titre professionnel belge correspondant et elles ont également le droit de faire usage de leur titre de formation licite et, éventuellement de son abréviation, dans la langue originale, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré.

Section 5. Dispositions communes.

Art. 44septiesdecies. Dans la mesure où d'autres dispositions du présent arrêté requièrent ces exigences pour l'exercice de certaines activités, les praticiens visés aux articles 44ter, § 1^{er}, 44quater, 44quinquies, 44sexies, 44septies, 44duodecies, § 1^{er}, et 44quinquies decies, § 1^{er}, ne peuvent également exercer leur profession que s'ils ont préalablement fait viser leur titre de reconnaissance par la Commission médicale prévue à l'article 36 et compétente en raison du lieu où ils comptent s'établir, et obtenu quand il y a lieu, leur inscription au tableau de l'Ordre régissant leur profession.

Art. 44octiesdecies. Les infractions aux dispositions du présent chapitre qui ne tombent pas sous le coup des dispositions pénales du chapitre IV sont punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de cent cinquante francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE V

§2. Wanneer de Minister oordeelt dat niet aan alle voorwaarden voldaan is om een erkenning te verlenen, deelt hij dit per aangetekende brief mee aan de belanghebbende.

§3. De procedure voor het onderzoek van de aanvraag moet uiterlijk vier maanden na de indiening van het volledig dossier worden afgesloten op de wijze vermeld in § 1 of § 2.

Art. 44sedecies. De in overeenstemming met artikel 44quinquies decies, § 1, erkende personen hebben het recht gebruik te maken van de overeenkomstige Belgische beroepstitel en tevens hebben zij het recht gebruik te maken van hun wettige opleidingstitel en, eventueel, van de afkorting daarvan, in de originele taal, gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of de examencommissie die hem heeft verleend.

Afdeling 5. Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 44septiesdecies. Voor zover deze vereisten in andere bepalingen van dit besluit worden opgelegd voor het uitoefenen van bepaalde activiteiten, mogen ook de in de artikelen 44ter, § 1, 44quater, 44quinquies, 44sexies, 44septies, 44duodecies, § 1, en 44quinquies decies, § 1, bedoelde beoefenaars alleen hun beroep uitoefenen indien zij vooraf hun erkenningstitel hebben laten viseren door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen, en zo daartoe aanleiding bestaat, hun inschrijving op de lijst van de voor hun beroep bevoegde Orde bekomen hebben.

Art. 44octiesdecies. De overtredingen van de bepalingen van dit hoofdstuk, waarop de strafbepalingen van hoofdstuk IV niet toepasselijk zijn, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van honderdvijftig tot duizend frank of met één van die straffen alleen.

HOOFDSTUK V

Dispositions générales

Art. 45. § 1er. Le Roi fixe les allocations, indemnités et vacations qui peuvent être allouées aux président, vice-président et autres membres des commissions médicales, de la commission médicale de recours, du Conseil national de la kinésithérapie, du Conseil national de l'art infirmier et du Conseil national des professions paramédicales ainsi qu'à toutes personnes appelées en raison de leur compétence.

§ 2. Les montants visés aux articles 7, § 1er, 21sexies, § 1, et 24 peuvent être fixés à 1500 francs au maximum. Ce dernier montant est adapté à l'index 114,20 et est soumis aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 45bis. § 1^{er}. Le Roi peut fixer des critères minimums auxquels doivent répondre, pour être homologués par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les logiciels de gestion du dossier médical et infirmier électronique.

§ 2. Les critères auxquels doivent répondre, pour être homologués, les logiciels de gestion du dossier médical et infirmier électronique peuvent concerner, entre autres, les domaines suivants : les fonctions qu'ils remplissent, les banques de données médicales et infirmières internes au logiciel et leur interchangeabilité, l'architecture du dossier du patient, la codification des affections, les applications de statistiques, d'aide au diagnostic, d'aide à la

Algemene bepalingen

Art. 45. §1. De Koning bepaalt de toelagen, vergoedingen en vacatiegelden die mogen worden verleend aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden van de geneeskundige commissies, de geneeskundige commissie van beroep, de Nationale Raad voor de Kinesithérapie, de Nationale Raad voor Verpleegkunde en de Nationale raad voor de paramedische beroepen, alsmede aan al de personen die, wegens hun bevoegdheid, worden opgeroepen.

§2. De bijdragen, bedoeld in de artikelen 7, § 1, 21sexies, § 1, en 24 mogen ten hoogste op 1 500 frank worden vastgesteld. Dit laatste bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer 114,20 en verandert overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingen waarmee rekening dient gehouden te worden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gekoppeld.

Art. 45bis. §1. De Koning kan minimumcriteria vaststellen waaraan de programmatuur voor het beheer van het elektronisch medisch en verpleegkundig dossier moet beantwoorden om gehomologeerd te worden door de minister die voor de Volksgezondheid bevoegd is.

§2. De criteria waaraan de programmatuur voor het beheer van het elektronisch medisch en verpleegkundig dossier moet beantwoorden om gehomologeerd te worden, kunnen onder andere betrekking hebben op de volgende aspecten : de te vervullen functies, de interne medische en verpleegkundige gegevensbanken in de programmatuur en hun onderlinge uitwisselbaarheid, de opbouw van het patiëntendossier, de codificatie van de

thérapeutique et à la prescription, la liste des données médicales et infirmières, anonymisées ou non, relatives à des patients, qui doivent pouvoir être échangées, ainsi que l'utilisation de la carte de sécurité sociale et la facturation aux organismes assureurs.

§ 3. Les critères sont fixés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et sur avis d'un groupe de travail multidisciplinaire, que le Roi désigne.

§ 4. Le groupe de travail visé au § 3 devra comporter, au moment où il rend un avis relatif à ces critères, au moins un représentant du ministre de la Santé publique, du ministre des Affaires sociales, du ministre de la Justice, du ministre des Affaires économiques et des représentants des groupes professionnels concernés.

§ 5. Sur la base de l'avis du groupe de travail multidisciplinaire visé au § 3 et constitué conformément au § 4, le ministre peut homologuer des logiciels de gestion du dossier médical et infirmier électronique.

Art. 45ter. § 1^{er}. Les praticiens professionnels, visés aux articles 2, 3, 4, 5, § 2, 21bis, 21quater et 22, qui enregistrent des données relatives à des patients et les transmettent de manière anonyme au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et à l'Institut scientifique de la santé publique Louis Pasteur peuvent se voir octroyer un subside dans les limites des crédits inscrits au budget du département chargé de l'application du présent arrêté.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la nature et la destination de ces données, les autres conditions auxquelles l'enregistrement des données et les conditions auxquelles les praticiens visés doivent répondre, ainsi que les conditions pour l'attribution du subside.

aandoeningen, de toepassingen van de statistieken, de hulp bij de diagnose, de hulp bij de therapie en het voorschrift, de lijst van anonieme en niet-anonieme medische en verpleegkundige gegevens met betrekking tot patiënten die uitwisselbaar moeten zijn, alsook het gebruik van de sociale zekerheidskaart en de facturatie aan de verzekeringsinstellingen.

§3. De criteria zijn vastgesteld door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en op advies van een multidisciplinaire werkgroep die de Koning aanwijst.

§4. De in § 3 bedoelde werkgroep moet, wanneer hij een advies over deze criteria verstrekt, minstens een vertegenwoordiger van de minister van Volksgezondheid, van de minister van Sociale Zaken, van de minister van Justitie en van de minister van Economische Zaken en vertegenwoordigers van de desbetreffende beroepsgroepen bevatten.

§5. Op basis van het advies van de in § 3 bedoelde multidisciplinaire werkgroep die gevormd werd overeenkomstig § 4, kan de minister de programmatuur voor het beheer van het elektronisch medisch en verpleegkundig dossier homologeren.

Art. 45ter. § 1. Aan de beoefenaars van de in de artikelen 2, 3, 4, 5, § 2, 21bis, 21quater en 22, die patiëntengegevens registreren en anoniem verzenden aan de minister tot wiens bevoegdheid Volksgezondheid behoort en aan het Wetenschappelijk Instituut voor de Volksgezondheid Louis Pasteur, kan een toelage toegekend worden binnen de grenzen van de op de begroting van het departement dat belast is met de toepassing van dit besluit, uitgetrokken kredieten.

§2. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de aard en bestemming van deze gegevens, de overige voorwaarden waaraan de registratie van de gegevens en de voorwaarden waaraan bedoelde beoefenaars moeten beantwoorden, alsmede de voorwaarden

voor de toekenning van de toelage.

Art. 46. § 1er. Les arrêtés royaux prévus à l'article 2, à l'article 3, alinéa 3, à l'article 4, § 1er, et à l'article 5, § 2, alinéa 1er sont pris sur avis conforme des Académies de médecine, avis donné soit d'initiative, soit à la demande du Ministre.

Les arrêtés royaux visés à cet article sont délibérés en Conseil des ministres.

§ 2. Les avis rendus par les académies, le sont à la majorité des membres votants de la branche de l'art de guérir concernée. Cette majorité est des trois quarts lorsqu'il est fait application du § 1er du présent article.

Si une question en délibération est relative à plusieurs branches, l'avis est donné à la majorité des trois quarts des membres votants dans chacune des branches concernées.

§ 3. Lorsque le Ministre demande un avis, il fixe le délai dans lequel celui-ci doit être rendu ; ce délai ne peut être inférieur à quatre mois. Si l'avis n'est pas rendu dans le délai ainsi fixé, il sera censé être positif.

§ 4. Les avis et les propositions visés dans le présent article sont rendus publics dès que la consultation est terminée.

Art. 46bis. § 1er. Les arrêtés royaux prévus aux articles 5, § 1er, alinéas 2 et 3, 21quinquies, § 3 et 50, § 1er, alinéa 5, sont pris sur avis conforme de la Commission technique de l'art infirmier, prévue à l'article 21quaterdecies.

§ 2. Les arrêtés royaux prévus aux articles 5, § 1er, alinéas 1 et 3, 5, § 2, alinéas 3 et 4, 6 et 23, § 1er, sont pris sur avis conforme de la Commission technique des professions

Art. 46. §1. De koninklijke besluiten bepaald in artikel 2, artikel 3, derde lid, artikel 4, § 1, en artikel 5, § 2 eerste lid worden genomen op eensluitend advies van de Academiën voor geneeskunde, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister.

Over de koninklijke besluiten bedoeld in dit artikel wordt beraadslaagd in de Ministerraad.

§2. De adviezen van de academiën worden uitgebracht bij meerderheid der stemmende leden in de betreffende tak van de geneeskunst. Wanneer § 1 van dit artikel toegepast wordt, moet deze meerderheid de drie vierden bedragen.

Indien een aangelegenheid die ter beraadslaging voorligt verschillende takken van de geneeskunst betreft, wordt het advies gegeven bij een meerderheid van de drie vierden van de stemmende leden in elk van de betreffende takken van de geneeskunst.

§3. Wanneer de Minister een advies inwint stelt hij de termijn vast waarin dit advies dient te worden uitgebracht; deze termijn mag niet korter zijn dan vier maanden. Indien het advies niet wordt uitgebracht binnen de aldus vastgestelde termijn wordt het geacht positief te zijn.

§4. De adviezen en voorstellen bedoeld bij dit artikel worden openbaar gemaakt zodra de raadpleging beëindigd is

Art. 46bis. §1. De in de artikelen 5, § 1, leden 2 en 3, 21quinquies, § 3, en 50, § 1, vijfde lid, bedoelde koninklijke besluiten worden getroffen op eensluitend advies van de in artikel 21quaterdecies bedoelde Technische Commissie voor verpleegkunde.

§2. De in de artikelen 5, § 1, leden 1 en 3, 5, § 2, leden 3 en 4, 6 en 23, § 1, bedoelde koninklijke besluiten worden getroffen op eensluitend advies van de in artikel 35bis

paramédicales, prévues à l'article 35*bis*.

Art. 47. § 1er. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 21*bis* sont délibérés en Conseil des ministres. Ils sont pris après consultation, par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions, du Conseil national de la kinésithérapie et des Académies royales de médecine. Le Ministre peut requérir ces avis dans un délai qui ne peut être supérieur à trois mois. Passé ce délai, l'avis est censé avoir été donné.

§ 2. Si un arrêté royal visé au § 1er s'écarte de l'avis donné par le Conseil national de la kinésithérapie, il doit être publié conjointement avec un rapport au Roi motivant les divergences entre l'arrêté royal et l'avis, ainsi qu'avec le texte de ce dernier.

Art. 49. Sont réputées non écrites les clauses des conventions qui sont en opposition avec les dispositions des arrêtés royaux visés à l'article 2, § 1er, alinéa 3, à l'article 3, alinéa 3, à l'article 4, § 1er, alinéa 3, à l'article 5, à l'article 6, à l'article 21*quinquies*, § 1er, b, et à l'article 23, § 1er.

A titre transitoire, les clauses des conventions existant à la date d'entrée en vigueur des arrêtés visés à l'alinéa précédent et qui sont en opposition avec ceux-ci peuvent continuer à produire leurs effets jusqu'au premier jour du septième mois qui suit la date de l'entrée en vigueur précitée.

Art. 49*bis*. § 1er. Les étrangers, autres que les ressortissants européens, dont le diplôme étranger a été déclaré équivalent par les autorités compétentes d'une Communauté, et qui désirent exercer en Belgique des activités professionnelles visées aux articles 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis* ou 21*quater* ou qui désirent entrer en ligne de compte pour l'exercice d'une profession paramédicale

bedoelde Technische Commissie voor de paramedische beroepen.

Art. 47. §1. De koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 21*bis* worden in Ministerraad overlegd. Ze worden genomen na raadpleging door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, van de Nationale Raad voor de Kinesitherapie en van de Koninklijke Academiën voor Geneeskunde. De Minister kan deze adviezen inwinnen binnen een termijn die niet langer dan drie maanden mag zijn. Na het verstrijken van deze termijn wordt het advies geacht te zijn gegeven.

§2. Indien een in § 1 bedoeld koninklijk besluit afwijkt van het advies verstrekt door de Nationale Raad voor de Kinesitherapie, moet dit advies samen met het verslag aan de Koning dat de afwijkingen tussen het koninklijk besluit en het advies rechtvaardigt, en met de tekst ervan, worden bekendgemaakt.

Art. 49. Worden beschouwd als niet geschreven zijnde de bepalingen van de overeenkomsten die tegenstrijdig zijn met de bepalingen van de bij artikel 2, § 1, lid 3, het artikel 3, lid 3, het artikel 4, § 1, lid 3, het artikel 5, het artikel 6, in artikel 21*quinquies*, § 1, b, en het artikel 23, § 1, genoemde koninklijke besluiten.

Bij overgangsmaatregel mogen de bepalingen van de overeenkomsten die, op de datum van de inwerkingtreding van de bij voorgaand alinea genoemde besluiten bestonden, en die er tegenstrijdig mede zijn, verder uitwerking hebben tot de eerste dag van de zevende maand die volgt op de genoemde datum van inwerkingtreding.

Art. 49*bis*. §1. Andere buitenlanders dan Europese onderdanen, wier buitenlands diploma gelijkwaardig werd verklaard door de bevoegde autoriteiten van een gemeenschap en die in België beroepsactiviteiten wensen uit te oefenen vermeld in de artikelen 2, 3, 3, 3, §2, 21*bis* of 21*quater* of die in aanmerking wendten te komen voor het uitoefenen van een

conformément au Chapitre II, ne peuvent exercer leur profession, qu'après y avoir été autorisés par le Roi et après avoir rempli, en outre, les autres conditions pour l'exercice de leur profession, visées par le présent arrêté.

§ 2. Les personnes visées au § 1er doivent introduire une demande motivée d'exercice de leur profession auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Lorsque la demande concerne l'exercice d'une profession liée à la possession d'un diplôme relatif à la médecine, à la science dentaire ou à la pharmacie, la demande est soumise préalablement à l'avis de l'Académie royale de Médecine de Belgique ou de la "Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België".

Art. 49ter Le Roi est autorisé à accorder à des personnes, même non diplômées, sur l'avis de l'Académie royale de Médecine de Belgique ou de la "Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België", des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir de sorte qu'elles puissent acquérir une formation clinique limitée en Belgique et ceci dans le cadre de la coopération médicale et scientifique avec les pays qui ne sont pas des Etats membres de l'Union européenne.

Ces dispenses ne peuvent s'appliquer qu'à ce qui y est expressément désigné et les bénéficiaires de ces dispenses ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée.

Ces activités ne peuvent pas non plus être prises en considération pour l'agrément visé à l'article 35sexies ou pour l'exécution des prestations donnant lieu à une intervention visée à la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

paramedisch beroep in overeenstemming met hoofdstuk II, kunnen pas hun beroep uitoefenen, nadat zijn hiertoe door de Koning toegelaten werden en nadat zij bovendien de andere voorwaarden voor het uitoefenen van hun beroep, vermeld in dit besluit, vervuld hebben.

§2. De personen vermeld in § 1 moeten een gemotiveerde aanvraag tot uitoefening van hun beroep indienen bij de Minister die de Volksgezondheid tot zijn bevoegdheid heeft.

Wanneer de aanvraag het uitoefenen van hun beroep betreft waarvoor het bezit van een diploma betreffende de geneeskunde, de tandheelkunde of de farmacie is vereist, wordt de aanvraag voorafgaandelijk voor advies voorgelegd aan de Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België of aan de "Académie royale de médecine de Belgique".

Art. 49ter. De Koning is gemachtigd om, zelfs aan personen die geen diploma bezitten, op advies van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België of van de "Académie royale de Médecine de Belgique", bijzondere vrijstellingen te verlenen voor de uitoefening van zekere delen der geneeskunst zodat zij in België een beperkte klinische opleiding kunnen volgen en dit in het kader van de medische en wetenschappelijke samenwerking met landen die geen Lidstaat zijn van de Europese Unie.

Deze vrijstellingen kunnen slechts toepasselijk zijn op wat er uitdrukkelijk op vermeld staat en de begunstigden van deze vrijstellingen mogen in geen enkel geval het beroep waarbinnen zij tot een beperkte activiteit toegelaten werden, op eigen verantwoordelijkheid uitoefenen.

Deze werkzaamheden kunnen evenmin een grond vormen voor een erkenning bedoeld in artikel 35 sexies of voor het uitvoeren van verstrekkingen die aanleiding kunnen geven tot een tussenkomst bepaald bij de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Art. 49quater. Le Roi est autorisé à adapter les dénominations des diplômes donnant accès à l'exercice des professions ou des activités visées aux articles 2, 3, 4, 5, §2, 21bis, 21quater et 22 aux dénominations reprises dans les diplômes délivrés par les Communautés.

Art. 50. § 1er. La loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir, interprétée par la loi du 27 mars 1853 et modifiée par les lois des 24 février 1921, 18 juillet 1946 et 25 juillet 1952, est abrogée.

A titre transitoire et aussi longtemps que les arrêtés royaux prévus aux articles 5, 6, 21quinquies, § 1er, b, et 23, § 1er n'auront pas été pris, les modalités actuelles d'accomplissement des actes ou prestations qui y sont visés telles qu'elles sont limitées par la jurisprudence résultant de la loi du 12 mars 1818 précitée, restent d'application.

La loi du 19 janvier 1961 autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles, est maintenue en vigueur.

Par dérogation au présent arrêté, le Roi détermine, conformément aux dispositions de l'article 46bis, les activités entrant dans l'art infirmier que les personnes non qualifiées à cette fin mais qui auraient reçu une formation spéciale pourront accomplir :

1. au cours de l'instruction qui leur est préalablement donnée
2. lorsqu'à défaut d'un nombre suffisant de personnes légalement qualifiées, des faits de guerre ou des calamités rendent urgent l'accomplissement de ces actes.

Art. 49quater. De Koning is gemachtigd om de benamingen van de diploma's die toegang verlenen tot het uitoefenen van de beroepen of activiteiten vermeld in de artikelen 2, 3, 4, 5, § 2, 21bis, 21quater en 22 aan te passen aan de benamingen van de diploma's afgeleverd door de Gemeenschappen.

Art. 50. §1. De wet van 12 maart 1818 tot regeling van hetgeen de beoefening van de verschillende takken van de geneeskunst betreft, uitgelegd bij de wet van 27 maart 1853 en gewijzigd bij de wetten van 24 februari 1921, 18 juli 1946 en 25 juli 1952, wordt opgeheven.

Ten titel van overgangsbepaling en zolang de koninklijke besluiten voorzien bij de artikelen 5, 6, 21quinquies, § 1, b en 23, § 1 niet zullen genomen zijn, blijven de huidige modaliteiten van uitvoering van de daardoor bedoelde handelingen of prestaties, zoals zij worden beperkt door de rechtspraak volgend uit de hogervermelde wet van 12 maart 1818, verder van toepassing.

De wet van 19 januari 1961 waarbij aan personen die wettig niet bevoegd zijn de geneeskunde te beoefenen, in uitzonderlijke omstandigheden toelating wordt verleend om bepaalde geneeskundige handelingen te verrichten, blijft van kracht.

In afwijking van dit besluit bepaalt de Koning volgens de in artikel 46bis bedoelde procedure de activiteiten welke onder de verpleegkunde vallen en mogen worden uitgeoefend door personen die daartoe niet bevoegd zijn, doch daartoe een speciale opleiding hebben gekregen :

1. tijdens de opleiding die hun vooraf wordt gegeven;
2. wanneer, bij ontstentenis van een voldoende aantal wettelijk bevoegde personen, oorlogshandelingen of rampen het verrichten van die handelingen dringend maken.

Le Roi constate la survenance d'une calamité s'accompagnant d'une pénurie de personnel légalement qualifié.

§ 2. Il est constitué auprès du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement un Conseil national des accoucheuses qui a pour mission d'émettre un avis sur tout problème relatif aux accoucheuses qui sont de la compétence nationale.

§ 3. La loi du 15 novembre 1946 sur la protection des titres d'infirmier et d'infirmière est abrogée.

§ 4. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 153, §§ 1, 2 et 3 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 8 avril 1965, sont abrogés à la date fixée par les arrêtés royaux visés à l'article 2, § 1er, alinéa 3, à l'article 5, § 1er, et § 2, alinéa 3 et, à l'article 23, § 1er.

§ 5. Les dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 établissant la nomenclature des prestations de soins de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, qui seraient en opposition avec les arrêtés royaux visés à l'article 2, § 1er, alinéa 3 et § 2, alinéa 2, à l'article 3, alinéa 3, à l'article 4, § 1er, alinéa 3, à l'article 5, à l'article 6, à l'article 21quinquies, § 1er, b, et à l'article 23, § 1er, sont abrogées à la date fixée par les arrêtés royaux précités.

Art. 51. Sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 7 sont ou restent autorisés à exercer l'art dentaire :

1. les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, soit diplômés en vertu des lois sur la collation des grades académiques antérieures à celle du 21 mai 1929, soit bénéficiant d'une dispense accordée sur base de ces lois ;

De Koning stelt het bestaan vast van een ramptoestand die gepaard gaat met een tekort aan wettig bevoegd personeel.

§2. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt een Nationale Raad voor de vroedvrouwen opgericht die tot taak heeft advies uit te brengen omtrent alle problemen van de vroedvrouwen die tot de nationale bevoegdheid behoren.

§3. De wet van 15 november 1946 tot bescherming van de titel van verpleger en verpleegster wordt opgeheven.

§4. De koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van de artikelen 153, §§ 1, 2 en 3 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, worden opgeheven op de datum vastgesteld door de bij het artikel 2, § 1, lid 3, het artikel 5, § 1 en § 2, derde lid, en het artikel 23, § 1 voorziene koninklijke besluiten.

§5. De bepalingen van het koninklijk besluit van 24 december 1963 tot vaststelling van de nomenclatuur der geneeskundige verstrekkingen van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, die strijdig zouden zijn met de koninklijk besluiten, bepaald bij artikel 2, § 1, lid 3, en § 2, lid 2, het artikel 3, lid 3, het artikel 4, § 1, lid 3, het artikel 5, het artikel 6, artikel 21quinquies, § 1, b, en het artikel 23, § 1 worden opgeheven op de bij de genoemde koninklijke besluiten vastgestelde datum.

Art. 51. Indien zij voldoen aan de voorwaarden opgelegd bij artikel 7, zijn of blijven gemachtigd de tandheeskunde uit te oefenen :

1. de doctors in de genees-, heel- en verloskunde die, hetzij gediplomeerd zijn krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden welke de wet van 21 mei 1929 voorafgaan, hetzij een vrijstelling genieten welke op grond van die wetten verleend werd;

2. les personnes possédant le certificat de capacité de dentiste, délivré en vertu de l'article 4 de la loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir ou délivré en vertu de la loi du 15 avril 1958 organisant une session spéciale d'examen pour l'obtention du diplôme de dentiste ;

3. les personnes remplissant les conditions énoncées par l'article 1er, 1°, 2° et 3°, de la loi précitée du 15 avril 1958 et qui ont été admises par décision de la commission prévue à l'article 2, alinéa 3, de cette loi, à présenter l'examen organisé en exécution de cette même loi ;

4. les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, porteurs d'un certificat de spécialisation en stomatologie, délivré par une université, pour autant que ledit certificat soit rendu légal dans le cadre de la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et que les matières nécessaires à son obtention comprennent toutes celles exigées en vue de l'obtention du grade légal de licencié en science dentaire.

Art. 52. L'arrêté royal du 1er juin 1934, réglant l'exercice de l'art dentaire, tel qu'il a été modifié par les arrêtés subséquents est maintenu en vigueur. Il ne peut être modifié que par une loi.

Les infractions aux dispositions de cet arrêté sont punies, selon le cas, des peines prévues à l'article 38, § 1er, 1° ou 2°.

Art. 53. Les pharmaciens agréés ou habilités avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en vertu de l'arrêté royal du 5 novembre 1964 déterminant les conditions d'habilitation des pharmaciens appelés à effectuer des prestations de biologie clinique ou dans le cadre de la réglementation sur

2. de personen die in het bezit zijn van het getuigschrift van bekwaamheid van tandarts, uitgereikt krachtens artikel 4 van de wet van 12 maart 1818 tot regeling van hetgeen de beoefening van de verschillende takken van de geneeskunst betreft of dat werd verleend krachtens de wet van 15 april 1958 tot oprichting van een speciale examenzitting voor het verkrijgen van het diploma van tandarts;

3. de personen welke de voorwaarden, gesteld bij artikel 1, 1°, 2° en 3°, van de hogergenoemde wet van 15 april 1958 vervullen en die, bij beslissing van de commissie, bedoeld in artikel 2, lid 3, van die wet, werden toegelaten tot het afleggen van het examen ingericht in uitvoering van dezelfde wet;

4. de doctors in de genees-, heel- en verloskunde, houders van een getuigschrift van specialisatie in de stomatologie, afgeleverd door een universiteit, voor zover dit getuigschrift wettelijk karakter heeft verkregen in het kader van de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens en voor zover de voor de verwerving van dit getuigschrift noodzakelijke vakken al deze omvatten welke worden vereist met het oog op het bekomen van de wettelijke graad van licentiaat in de tandheelkunde.

Art. 52. Het koninklijk besluit van 1 juni 1934 houdende reglement op de beoefening der tandheelkunde, zoals het werd gewijzigd door latere besluiten, blijft van kracht. Het kan alleen bij wet worden gewijzigd.

De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden gestraft, naargelang het geval, met de straffen voorgeschreven bij artikel 38, § 1, 1° of 2°.

Art. 53. De apothekers die erkend of gemachtigd werden vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingevolge het koninklijk besluit van 5 november 1964 tot vaststelling van de voorwaarden voor de machtiging van de apothekers die bevoegd zijn om verstrekkingen te verrichten die tot

l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité peuvent cumulativement être titulaires d'une officine ouverte au public et pratiquer les analyses de biologie clinique.

Art. 53bis. Par dérogation à l'article 5, § 2, les licenciés en sciences, autres que ceux du groupe des sciences chimiques, qui ont été agréés en vertu de l'arrêté royal du 23 octobre 1972 relatif à l'agrément de licenciés en sciences en vue de l'exécution d'analyses de biologie clinique, sont déclarés compétents pour effectuer les prestations de biologie clinique pour lesquelles ils ont été agréés.

Art. 54. Sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 7, restent autorisées à exercer la pratique des accouchements eutociques les personnes possédant l'attestation de capacité de sage-femme admise par la commission médicale provinciale en vertu de l'article 4 de la loi du 12 mars 1818, réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.

Art. 54bis. § 1er. Les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 21^{quater} mais qui, à la date du 1er septembre 1990, ont été occupées pendant au moins trois ans dans un établissement de soins ou un cabinet médical ou dentaire peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens de l'art infirmier effectuant ces prestations.

§ 2. Sous peine de perdre le bénéfice de la disposition du § 1er du présent article, elles sont tenues de se faire connaître à la commission médicale compétente dans les délais et selon les modalités fixés par le Roi ; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis.

de klinische biologie behoren of in het raam van de reglementering op de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, worden toegelaten titularis te zijn van een voor het publiek opengestelde officina en tevens klinische analyses te verrichten.

Art. 53bis. In afwijking van artikel 5, § 2, worden de licentiaten in de wetenschappen, andere dan die van de groep der scheikundige wetenschappen, die erkend werden op grond van het koninklijk besluit van 23 oktober 1972 betreffende de erkenning van licentiaten in de wetenschappen met het oog op het uitvoeren van bioklinische laboratoriumonderzoeken, bevoegd verklaard om de verstrekkingen van klinische biologie uit te voeren, waarvoor ze erkend werden.

Art. 54. Mogen de praktijk van de normale bevallingen blijven uitoefenen, indien zij voldoen aan de voorwaarden opgelegd bij artikel 7, de personen die in het bezit zijn van het getuigschrift van bekwaamheid van vroedvrouw, erkend door de provinciale geneeskundige commissie krachtens artikel 4 van de wet van 12 maart 1818, tot regeling van hetgeen de beoefening van de verschillende takken van de geneeskunst betreft.

Art. 54bis. §1. De personen die niet voldoen aan de in artikel 21^{quater} gestelde bekwaamheidseisen, maar die op de datum van 1 september 1990 sinds minstens drie jaar tewerkgesteld geweest zijn in een verzorgingsinstelling of in een kabinet van een geneesheer of tandarts mogen dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de verpleegkunde die zulke prestaties uitvoeren.

§2. Op straffe van verlies van het voordeel verleend bij de bepaling van § 1 van dit artikel, moeten zij zich bij de bevoegde geneeskundige commissie bekend maken binnen de termijn en op de wijze bepaald door de Koning ; bij deze gelegenheid vermelden zij de werkzaamheden waarvoor zij het voordeel van verkregen rechten

inroepen.

Art. 54ter. § 1er. Par dérogation à l'article 24, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 24, § 1^{er}, est octroyé d'office aux personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}, sont agréées pour cette profession par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, conformément à l'article 215 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Par dérogation à l'article 24, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 14, § 1^{er}, est octroyé aux personnes, qui en font la demande, non visées au § 1^{er} et qui sont titulaires :

1. soit - en ce qui concerne une profession, pour laquelle il existe une formation auprès d'un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente - d'un diplôme, délivré par un établissement créé, subventionné ou agréé par l'autorité compétente, sanctionnant une formation dont le niveau mais pas complètement la formation théorique et la formation théorique et pratique et stages, répond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2, pour autant qu'elles obtiennent ce diplôme avant la fin de la période de six ans, à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}

2. soit - en ce qui concerne une profession pour laquelle il n'existe aucune formation auprès d'un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente - d'un diplôme, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente sanctionnant une formation dont le niveau répond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2, pour autant qu'elles obtiennent ce diplôme avant la fin de l'année durant laquelle sont délivrés les premiers diplômes couronnant une formation qui correspond

Art. 54ter. §1. In afwijking van artikel 24, § 2, tweede lid, wordt de in artikel 24, § 1, bedoelde erkenning ambtshalve toegekend aan de personen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, eerste lid, door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering voor dit beroep erkend zijn, overeenkomstig artikel 215 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

§2. In afwijking van artikel 24, § 2, tweede lid, wordt de in artikel 24, § 1, bedoelde erkenning op hun verzoek toegekend aan personen die niet reeds in § 1 bedoeld zijn en :

1. hetzij - wat een beroep betreft waarvoor een opleiding bestaat in een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid - houder zijn van een diploma, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid dat een opleiding bekroont waarvan het niveau, maar niet de volledige theoretische of theoretische en praktische opleiding en stages, overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden voor zover zij dit diploma behalen voor het einde van de periode van zes jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, eerste lid;

2. hetzij - wat een beroep betreft waarvoor geen opleiding bestaat in een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid - houder zijn van een diploma, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid, dat een opleiding bekroont waarvan het niveau overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden voor zover zij dit diploma behalen voor het einde van jaar waarin de eerste diploma's worden uitgereikt die een opleiding bekronen die overeenstemt

aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2.

Afin d'introduire la demande d'agrément auprès du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les personnes visées aux 1^o et 2^o, disposent d'une année à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}, ou dès l'obtention des diplômes précités. Au cours de cette période transitoire et tant que leur demande d'agrément n'a pas encore fait l'objet d'une décision, elles peuvent continuer à exercer leur profession.

§ 3. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 24, § 2, alinéa 2, mais qui, au moment de la publication de la liste des prestations ou la liste des actes de la profession paramédicale dont elles relèvent, ont exécuté ces prestations ou ces actes pendant au moins trois ans, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes.

Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 24, § 2, alinéa 2, pour leur profession paramédicale, pour laquelle il n'existe pas une formation au sens des conditions de qualification, visées ci-dessus, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes, pour autant qu'ils exécutent ces prestations ou ces actes au moment où les premiers diplômes ont été délivrés, sanctionnant une formation qui correspond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2.

Sous peine de perdre le bénéfice de la disposition à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 de ce paragraphe, elles sont tenues de se faire connaître au ministre qui a la Santé publique

met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden

Voor het indienen van de aanvraag tot erkenning bij de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, beschikken de in 1^o en 2^o bedoelde personen over één jaar vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, eerste lid, of vanaf het behalen van boven bedoelde diploma's. Tijdens deze overgangperiode en zolang niet over hun aanvraag tot erkenning is beslist, mogen ze hun beroep blijven uitoefenen.

§3. In afwijking van artikel 24, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 24, § 2, tweede lid, gestelde kwalificatievoorwaarden maar die, op het moment waarop de lijst van de prestaties of de lijst van de handelingen in verband met het paramedisch beroep waartoe zij behoren gepubliceerd wordt, sinds minstens drie jaar deze prestaties of handelingen hebben uitgevoerd, dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de paramedische beroepen die zulke prestatie of handelingen uitvoeren.

In afwijking van artikel 24, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 24, § 2, tweede lid, gestelde kwalificatievoorwaarden voor hun paramedisch beroep, waarvoor geen opleiding bestaat in de zin van bovengenoemde bekwaamheidseisen, dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de paramedische beroepen die zulke prestaties of handelingen uitvoeren, voorzover zij op het moment waarop de eerste diploma's worden uitgereikt die een opleiding bekronen die overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden, deze prestaties of handelingen uitvoeren.

Op straffe van verlies van het voordeel verleend bij de bepaling van het eerste of tweede lid van deze paragraaf, moeten zij zich bij de minister tot wiens bevoegdheid de

dans ses attributions, selon 'une procédure fixée par le Roi ; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis. La procédure fixée par le Roi déterminera notamment la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'alinéa 1^{er}, sera rapportée.

Art. 54quater. Par dérogation à l'article 21bis, § 2, deuxième alinéa, l'agrément visé à l'article 21bis, § 1er, est, à leur demande, accordé :
aux personnes agréées par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, conformément à l'article 215 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, aux personnes disposant d'un certificat d'immatriculation délivré par le ministre de la Santé publique en vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, et aux titulaires d'un diplôme en kinésithérapie sanctionnant une formation, qui correspond à une formation d'au moins trois ans dans le cadre d'un enseignement supérieur de plein exercice, pour autant qu'elles soient titulaires de ce diplôme avant le 1er novembre 2002.

Art. 55bis. Le Roi peut coordonner les dispositions du présent arrêté royal avec les dispositions qui les ont expressément ou implicitement modifiées jusqu'au moment de la coordination.

A cette fin, Il peut :

1. réorganiser les dispositions à coordonner, notamment réordonner et renuméroter ;
2. renuméroter de manière conforme les références dans les dispositions à

Volksgezondheid behoort, bekend maken volgens een door de Koning vastgestelde procedure; bij deze gelegenheid vermelden zij de werkzaamheden waarvoor zij het voordeel van de verkregen rechten invoeren. De door de Koning bepaalde procedure zal onder meer de wijze vaststellen waarop het bewijs van de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde prestaties of handelingen moet worden geleverd.

Art. 54quater. In afwijking van art. 21bis, § 2, tweede lid, wordt de in artikel 21bis, § 1, bedoelde erkenning op hun verzoek toegekend aan :
de door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering erkende personen, overeenkomstig artikel 215 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994, de personen in het bezit van een inschrijvingsbewijs uitgereikt door de minister van Volksgezondheid krachtens artikel 10 van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerden in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, en de personen die houder zijn van een diploma in de kinesitherapie dat een opleiding bekroont, die overeenstemt met een opleiding van minstens drie jaar in het kader van een voltijds hoger onderwijs, voor zover zij dit diploma behaalden vóór 1 november 2002

Art. 55bis. De Koning kan de bepalingen van dit koninklijk besluit coördineren met de bepalingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend wijzigingen hebben aangebracht tot het tijdstip van de coördinatie.

Ten dien einde kan Hij :

1. de te coördineren bepalingen anders inrichten, inzonderheid opnieuw ordenen en vernummeren;
2. de verwijzingen in de te coördineren bepalingen dienovereenkomstig

coordonner ;

3. réécrire les dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans toucher aux principes y inscrits ;

4. adapter les références aux dispositions coordonnées dans les dispositions qui ne sont pas insérées dans la coordination.

La coordination portera l'intitulé suivant : « Lois coordonnées relatives à l'exercice des professions des soins de santé.

Art. 56. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1967.

BAUDOUIN,

Par le Roi:

Le Ministre de la Santé publique,

vernummeren;

3. de te coördineren bepalingen met het oog op onderlinge overeenstemming en eenheid van terminologie herschrijven, zonder te raken aan de erin neergelegde beginselen;

4. in de bepalingen die niet in de coördinatie worden opgenomen, de verwijzingen naar de gecoördineerde bepalingen aanpassen.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : « Gecoördineerde wetten betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen.

Art. 56. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1967.

BOUDEWIJN,

Van Koningswege:

De Minister van Volksgezondheid,

R. HULPIAU

Extrait de la loi du 10 août 2001

Les articles 28, 34 et 36 entrent en vigueur à la date à fixer par le Roi – article 77 de la loi-programme du 2 août 2002.

Art. 2. §2. Par dérogation au §1er du présent article, les personnes qui sont agréées en tant que porteuses du titre professionnel d'accoucheuse, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui sont autorisées à exercer la pratique des accouchements eutociques, sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 7, §1er ou §2.

Uittreksel van de wet van 10 augustus 2001

De artikelen 28, 34 en 36 treden in werking op een door de Koning te bepalen datum – artikel 77 van de programmawet van 2 augustus 2002.

Art. 2. §2. Bij afwijking van §1 van dit artikel, zijn de personen die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of en door hem gemachtigde ambtenaar, erkend zijn als drager van de beroepstitel van vroedvrouw, gemachtigd de praktijk van de normale bevallingen te doen, onder voorbehoud te voldoen aan de voorwaarden gesteld bij artikel 7, §1 of §2.

L'agrément est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit satisfait aux critères d'agrément fixés par le Roi après avis du Conseil national des accoucheuses.

Cet agrément comme porteur du titre professionnel ne peut être accordé qu'au porteur de minimum un diplôme d'enseignement supérieur, diplôme qui doit être délivré par un établissement reconnu par l'autorité compétente.

L'agrément comme porteur du titre professionnel ressort d'un document signé par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, sont en possession d'un diplôme ou titre visé d'accoucheuse, sont agrées de plein droit en tant que porteuses du titre professionnel d'accoucheuse.

Art. 21 quater. § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'art infirmier, tel que visé à l'article 21quinquies, s'il n'est agréé en tant que porteur, soit du titre professionnel de praticien infirmier, soit du titre professionnel de praticien infirmier gradué, et si en outre il ne répond aux conditions fixées à l'article 21sexies.

§ 2. L'agrément visé au § 1^{er} est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit répondu aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil National de l'art infirmier.

L'agrément comme porteur du titre professionnel de praticien infirmier gradué ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur en soins infirmiers.

De erkenning wordt toegekend overeenkomstig de door de Koning vastgesteld procedure en voor zover is voldaan aan de erkenningscriteria die door de Koning zijn vastgesteld na advies van de Nationale Raad voor de Vroedvrouw.

Die erkenning als drager van de beroepstitel kan enkel worden toegekend aan de drager van minstens een diploma van het hoger onderwijs, diploma dat moet afgeleverd zijn door een door de bevoegde overheid erkende onderwijsinstelling.

De erkenning als drager van de beroepstitel blijkt uit een door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of door een door hem gemachtigde ambtenaar getekend document.

De personen die op datum van inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg in het bezit zijn van een geïssueerd diploma of titel van vroedvrouw, worden van rechtswege erkend als drager van de beroepstitel van vroedvrouw.

Art. 21quater. §1. Niemand mag de verpleegkunde, zoals bedoeld in artikel 21quinquies, uitoefenen indien hij niet erkend is als drager van hetzij de beroepstitel van verpleegkundige, hetzij de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige, en bovendien niet beantwoordt aan de voorwaarden, gesteld in artikel 21sexies.

§2. De erkenning bedoeld in § 1 wordt toegekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure en voor zover is voldaan aan de door de Koning bepaalde erkenningscriteria, na advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde.

De erkenning als drager van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige kan enkel worden toegekend aan de drager van een diploma van hoger onderwijs in de verpleegkunde.

L'agrément comme porteur du titre professionnel de praticien infirmier ne peut être accordé qu'au porteur d'un brevet ou diplôme du 4^e degré de l'enseignement secondaire en soins infirmiers ou d'un brevet d'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section nursing.

Les diplômes ou brevets visés doivent avoir été délivrés après une formation dans le cadre de l'enseignement de plein exercice comportant au moins 3 années d'études ou son équivalent dans l'enseignement de promotion sociale, organisé dans un établissement scolaire reconnu par l'autorité compétente.

L'agrément visé au § 1^{er} ressort d'un document signé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

§ 3. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, sont en possession du brevet ou du titre d'hospitalier ou d'hospitalière, du brevet ou du titre d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, du brevet ou du titre d'infirmier ou d'infirmière, du diplôme ou du titre "in de verpleegkunde", du diplôme ou du titre d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, visés en application de l'article 21sexies sont agréées de plein droit en tant que porteurs du titre professionnel respectif d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, de praticien infirmier, ou de praticien infirmier gradué.

§ 4. Le porteur du titre professionnel d'accoucheuse, qui a obtenu son diplôme avant le 1^{er} octobre de la quatrième année après l'entrée en vigueur de l'article 34 de la même loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, peut exercer de plein droit l'art infirmier sous les mêmes conditions que les porteurs du titre professionnel de praticien infirmier gradué.

De erkenning als drager van de beroepstitel van verpleegkundige kan enkel worden toegekend aan dragers van een brevet of diploma van de 4^{de} graad van het secundair onderwijs in de verpleegkunde of van een brevet van aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde.

Bedoelde diploma's of brevetten moeten uitgereikt zijn na een opleiding in het kader van het onderwijs met volledig leerplan van minstens drie studiejaren of van het equivalent ervan in het onderwijs van sociale promotie, georganiseerd in een door de bevoegde overheid erkende onderwijsinstelling.

De erkenning bedoeld in § 1 blijkt uit een door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of een door hem gemachtigde ambtenaar getekend document.

§3. De personen die op de datum van inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg in het bezit zijn van een in toepassing van artikel 21sexies gevisieerd brevet of titel van verpleegassistent of verpleegassistente, van ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente, het brevet of de titel van verpleger of verpleegster, het diploma of de titel in de verpleegkunde, het diploma of de titel van gegradueerd verpleger of gegradueerde verpleegster, worden van rechtswege erkend als drager van de respectieve beroepstitel van verpleegassistent of verpleegassistente, ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente, van verpleegkundige of van gegradueerde verpleegkundige.

§4. De drager van de beroepstitel van vroedvrouw die haar diploma heeft behaald vóór 1 oktober van het vierde jaar na inwerkingtreding van artikel 34 van dezelfde wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg, mag van rechtswege de verpleegkunde uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als de dragers van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige.

Le porteur du titre professionnel d'accoucheuse peut de plein droit exercer l'art infirmier dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la fertilité et de la néonatalogie.

Art. 21sexies. § 1^{er}. Les certificats, brevets ou diplômes des personnes visées à l'article 21quater, doivent être visés préalablement par la commission médicale prévue à l'article 36, et qui est compétente en raison du lieu où elles comptent s'établir.

Avant l'octroi du visa, la Commission d'agrément du Conseil national de l'art infirmier vérifie s'il est répondu aux critères d'agrément en tant que porteur du titre professionnel visé à l'article 21quater, conformément aux modalités fixées par le Roi, après avis du Conseil national de l'art infirmier.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement.

§ 2. A la demande de l'intéressé, la commission médicale peut viser le document par lequel la direction de l'établissement d'enseignement ou le jury d'examen compétent atteste que le demandeur a réussi l'examen final donnant droit au diplôme ou brevet.

Les effets de ce visa cessent à l'expiration du mois qui suit celui de l'homologation du diplôme ou du brevet et, au plus tard, à l'expiration du douzième mois suivant celui de l'octroi du visa.

Extrait de la loi du 24 novembre 2004

Les articles 2 et 3 entrent en vigueur à la date à fixer par le Roi – article 6 de la loi du 24 novembre 2004.

De drager van de beroepstitel van vroedvrouw mag van rechtswege de verpleegkunde uitoefenen binnen het terrein van de verloskunde, de fertiliteitsbehandeling en de neonatologie.

Art. 21sexies. §1. De certificaten, brevetten of diploma's van de in artikel 21quater bedoelde personen moeten vooraf worden geviseerd door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, die bevoegd is overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Voordat het visum wordt verleend, gaat de Erkeningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde na of de betrokkene beantwoordt aan de criteria voor de erkenning als houder van de beroepstitel bedoeld in artikel 21quater, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning, na advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten.

§2. Op verzoek van de betrokkene kan de geneeskundige commissie het document viseren waarmee de directie van de onderwijsinstelling of de bevoegde examencommissie getuigt dat de aanvrager geslaagd is voor het eindexamen dat recht geeft op het diploma of brevet.

De uitwerking van dit visum houdt op na het verstrijken van de maand die volgt op die van de homologatie van het diploma of brevet en uiterlijk bij het verstrijken van de twaalfde maand die volgt op die waarin het visum werd verleend.

Uittreksel van de wet van 24 november 2004

De artikelen 2 en 3 treden in werking op een door de Koning te bepalen datum – artikel 6 van de wet van 24 november 2004.

Art. 3bis. Le remboursement par l'assurance soins de santé obligatoire des prestations visées à l'article 34, alinéa 1er, 1°, e), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est réservé aux titulaires des titres professionnels particuliers ou aux praticiens de l'art dentaire qui sont également porteurs du diplôme légal de docteur en médecine, chirurgie et accouchement ou du grade académique de médecin.

Art. 7. Les praticiens d'une profession des soins de santé ne peuvent exercer leur art que :

1° s'ils ont fait viser leur diplôme par la Direction générale des Professions de la Santé, de la Vigilance sanitaire et du Bien-être au travail du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement,

2° et, le cas échéant, s'ils ont obtenu leur inscription au tableau de l'Ordre dont relève leur profession.

Art. 3bis. De terugbetaling door de verplichte verzekering voor gezondheidszorgen van de prestaties bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1°, e), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt voorbehouden aan de houders van de bijzondere beroepstitels of aan de beoefenaars van de tandheelkunde die eveneens houder zijn van het wettelijk diploma van doctor in de genees-, heel-, en verloskunde of van de academische graad van geneesheer.

Art. 7. De beoefenaars van een gezondheidszorgberoep mogen hun beroep enkel uitoefenen :

1° indien zij hun diploma hebben laten viseren door het Directoraat-generaal Gezondheidsberoepen, Medische Bewaking en Welzijn op het Werk van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu,

2° en, in voorkomend geval, indien zij hun inschrijving op de lijst van de voor hun beroep bevoegde Orde hebben verkregen.